

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 370 - MARS 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 370

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Le manque d'animaux soutient la hausse des cours
- En février, le rythme de l'inflation est passée sous le 1% annuel

Jeunes bovins

Europe

- Stabilisation des cours après l'envolée hivernale

Femelles

Europe

- Plus haut historique des prix des vaches laitières en UE

Maigre

- Le manque d'offre entraîne les cours à la hausse

Veaux de boucherie

- Manque d'offre aux Pays-Bas

Veaux laitiers

- Les cours des veaux laitiers poursuivent leur ascension

Lait de vache

Collecte laitière

- Un début d'année sous tension pour la collecte laitière française
- La production néozélandaise toujours dynamique
- La production laitière étasunienne face à l'Influenza aviaire
- Recul marqué du lait bio en France face à des tendances divergentes en Europe

Marché des produits laitiers

- Divergences pour les cours des ingrédients

Viande ovine

France

- Le cours repart à la hausse avec le ramadan, malgré une demande limitée

UE et monde

- L'annonce du roi du Maroc rebat les cartes au sein de la filière espagnole
- Baisse de production et de demande au sein de l'UE et du Royaume-Uni

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Débuts difficiles pour la campagne laitière

Baisse des cheptels européens, prix en hausse

Dernière révision le 24 mars 2025

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Le manque d'animaux soutient la hausse des cours

Dernière révision le 24 mars 2025

Les abattages sont en retrait et devraient le rester dans les mois qui viennent. Les cours des gros bovins finis poursuivent donc leur hausse, d'autant que le contexte européen est toujours porteur.

Les abattages en retrait

Sur les 4 semaines 8 à 11 (du 17 février au 16 mars), **les abattages de gros bovins ont enregistré une baisse de 3%** par rapport à 2024 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Les réformes allaitantes un peu plus nombreuses et les bœufs, dont la production a retrouvé du dynamisme depuis un an, n'ont que partiellement compensé le recul des abattages de vaches laitières et de jeunes bovins. Dans le détail, les évolutions ont été les suivantes :

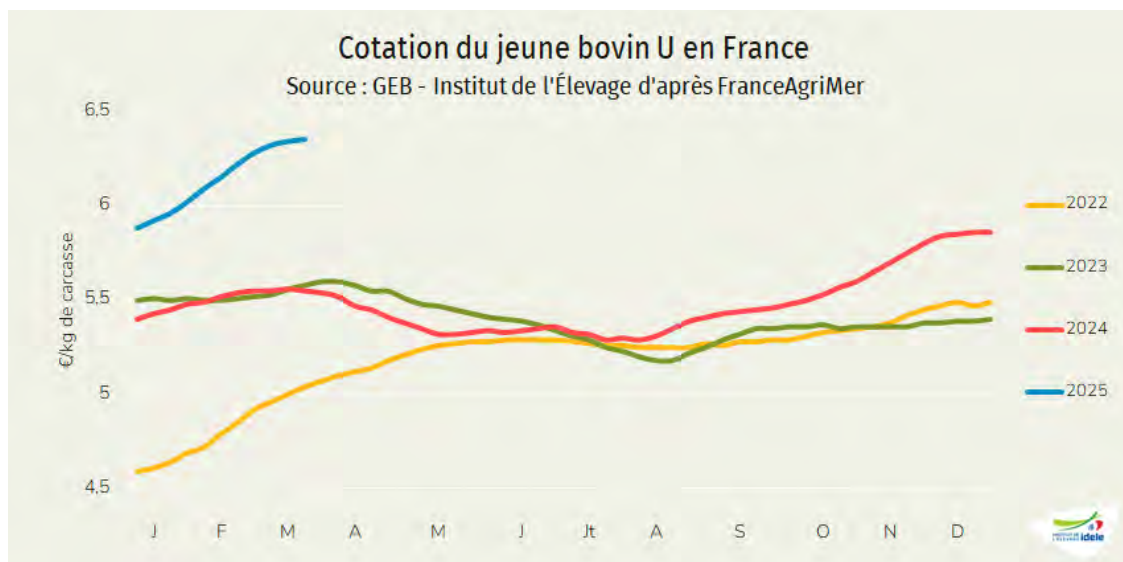
- +2% pour les vaches de race à viande par rapport au faible niveau de 2024
- +1% pour les génisses de type viande
- +6% pour les bœufs (tous types confondus)
- -7% pour les vaches laitières sont en recul de 3%
- -3% pour les jeunes bovins de type viande
- -6% pour les jeunes bovins de type lait

Des jeunes bovins un peu plus lourds

Sur les semaines 8 à 11, les jeunes bovins de type viande et croisés étaient en moyenne légèrement plus âgés qu'il y a un an (+4 jours), traduisant sans doute une volonté de rentabiliser l'achat du broutard avec un aliment relativement bon marché par rapport aux mois passés, le tout dans un contexte de hausse des prix des animaux finis. Ceci se traduit par un poids moyen lui aussi en légère hausse (**+2 kg à 440 kg de carcasse**).

Forte hausse des prix des jeunes bovins

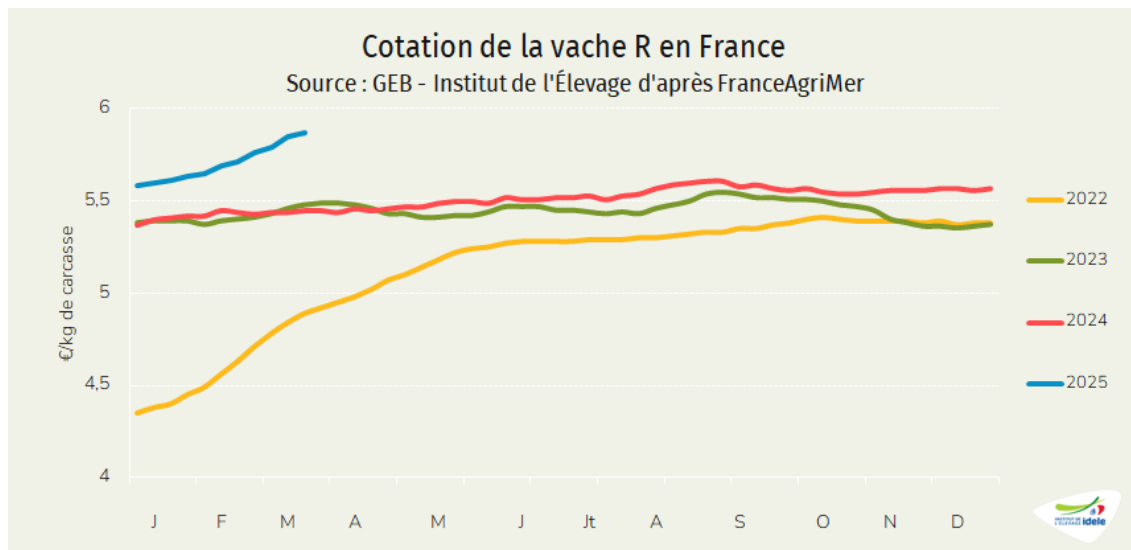
Les prix des jeunes bovins chez nos partenaires de l'UE ont très fortement progressé ces derniers mois, du fait d'une **offre limitée et d'une demande en hausse, tant en Europe que dans les pays tiers méditerranéens**. Les prix français ont donc suivi le mouvement, avec toutefois un peu de retard. Les prix semblent à présent plafonner en Europe (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe), mais les cotations françaises pourraient continuer à rattraper leur retard compte tenu de la baisse globale de l'offre sur l'ensemble des catégories.



- La cotation française du **jeune bovin U** a encore gagné 13 centimes en un mois pour atteindre 6,35 €/kg de carcasse en semaine 11 (+14% /2024).
- La même semaine, le **jeune bovin R** cotait 6,11 €/kg (+13% /2024 et +10 centimes en un mois).
- Le **jeune bovin O** poursuivait sa hausse plus récente mais plus rapide (+17 centimes en un mois), à 5,30 €/kg en semaine 11 (+9% /2024).

La hausse des cours des femelles de race à viande se poursuit

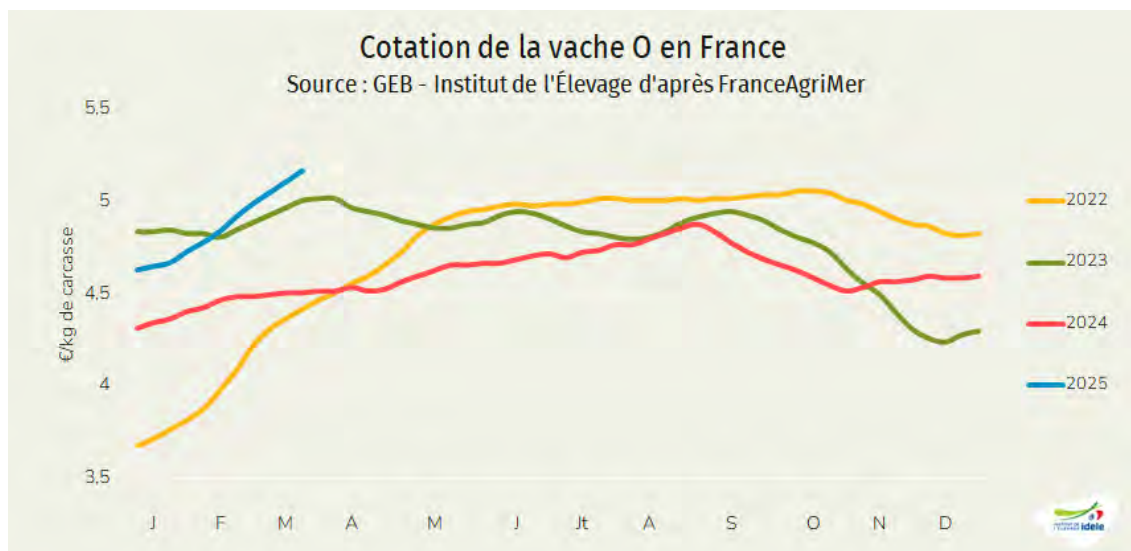
Les cours des **vaches de race à viande** continuent de progresser, l'offre étant relativement limitée.



En semaine 11 de 2025, la **vache R** avait gagné 16 centimes en un mois pour coter **5,87 €/kg** de carcasse (+8% /2024). La **vache U standard** avait elle aussi gagné 16 centimes à **6,28 €/kg** (+6% /2024). L'approche de Pâques devrait faire grimper très prochainement les prix des femelles les mieux conformées.

Les réformes laitières, rares et recherchées, voient leurs cours monter en flèche

Avec un prix du lait orienté à la hausse (lire notre article sur le marché laitier français), les réformes laitières sont particulièrement réduites et devraient rester très peu nombreuses dans les mois qui viennent. Leurs prix sont donc orientés à la hausse. La situation étant la même dans les autres États membres, la pression de l'import est en outre considérablement réduite. Pour plus d'information, lire notre article sur le marché des réformes en Europe.



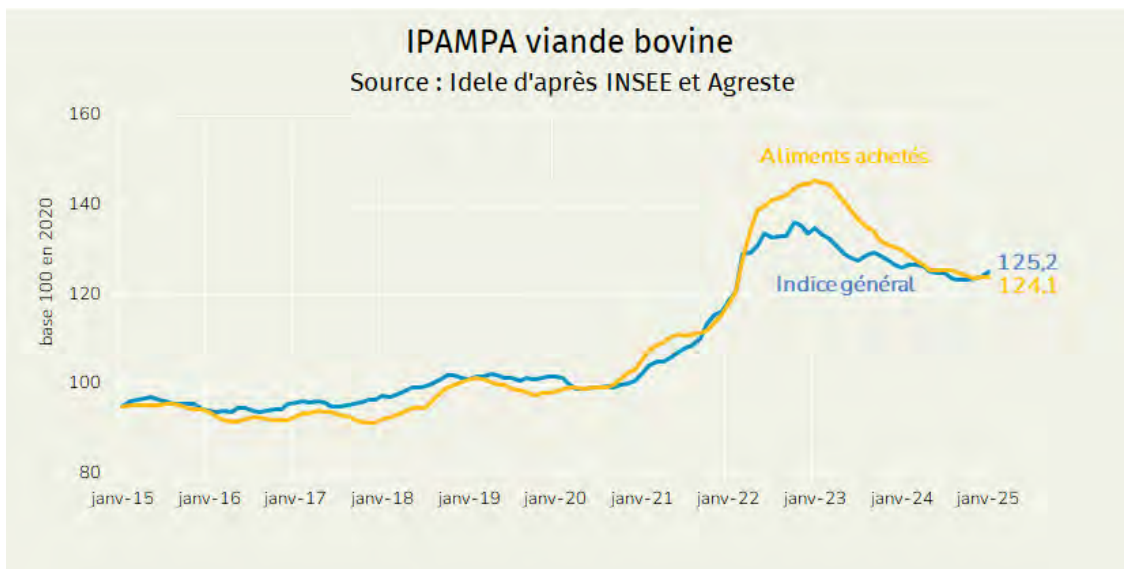
La cotation de la **vache O** a gagné **25 centimes en un mois, à 5,17 €/kg** de carcasse en semaine 11 (+15% /2024). Dans le même temps, la **vache P** a gagné **32 centimes, à 4,95€/kg** (+18% /2024).

Un contexte sanitaire inquiétant

Le contexte sanitaire (MHE, FCO-8 et FCO-3) impacte fortement les troupeaux. De nombreuses naissances manquent à l'appel (lien article broutards) et la mortalité est également plus élevée sur les vaches comme sur les veaux dans le cheptel allaitant comme dans le cheptel laitier. Les perspectives pour les mois qui viennent ne sont pas très encourageantes pour les éleveurs comme pour la filière. La baisse de production en 2025 pourrait être bien plus forte que celle que nous avons prévue en début d'année dans notre article publié fin janvier sur idele.fr.

L'IPAMPA en très légère hausse

En janvier, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) est légèrement remonté (+1% /décembre 2024), sous l'effet principalement de la hausse de l'énergie. Il reste cependant inférieur de 0,8% à son niveau de janvier 2024. Le poste des aliments achetés était stable sur un mois et toujours en recul de 5% sur un an.



Attention, rebasement de l'IPAMPA viande bovine

L'IPAMPA viande bovine a été rebasé. L'indice 100 correspond maintenant à l'année 2020 (contre l'année 2015 précédemment). Par ailleurs, la pondération des différentes charges a très légèrement évolué pour tenir compte de l'évolution constatée dans le RICA (réseau d'information comptable agricole) entre 2015 et 2020. L'indice des aliments achetés a lui aussi légèrement évolué pour tenir compte des changements constatés dans le panier d'aliments (un peu plus de céréales, moins de tourteau de soja et moins d'aliment composé). Pour plus de détail, consulter la page IPAMPA sur le site idele.fr.

Notez par ailleurs que l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations : d'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

En février, le rythme de l'inflation est passée sous le 1% annuel

Dernière révision le 23 mars 2025

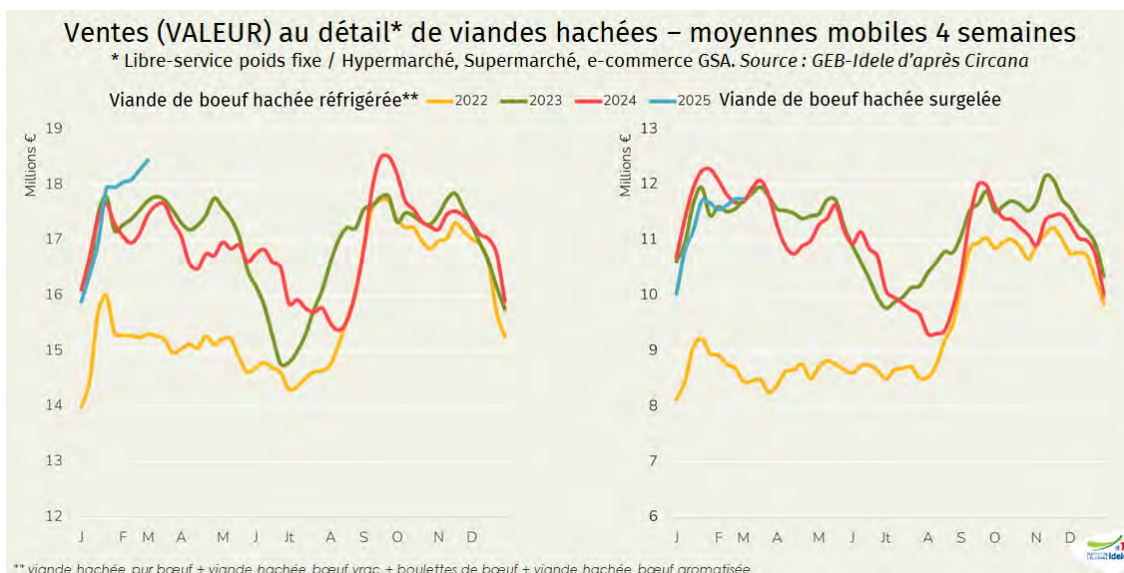
En février, l'inflation s'est modérée, ce qui a renforcé le dynamisme des achats de steak haché réfrigéré.

Une inflation en dessous de 1% pour la première fois depuis trois ans

L'inflation a ralenti en France en février : l'évolution de l'indice des prix à la consommation était de +0,8% sur un an contre +1,4% un mois plus tôt. Les prix de l'énergie ont reculé (-5,8% sur un an) via la baisse de l'électricité (-12,6% / février 2024, grâce à la baisse de 15% du tarif réglementé depuis le 1er février 2025). Les prix des loyers, eau et enlèvement des ordures ont progressé (+1,1% /2024), ceux des produits alimentaires s'appréciaient légèrement (+0,3% sur un an après +0,1% un mois plus tôt) du fait de l'évolution du prix des légumes frais, mais pas de celui des viandes : la volaille a reculé de 2,2% en moyenne en 2024, tandis que bœuf et veau progressaient à la marge de 1,2%.

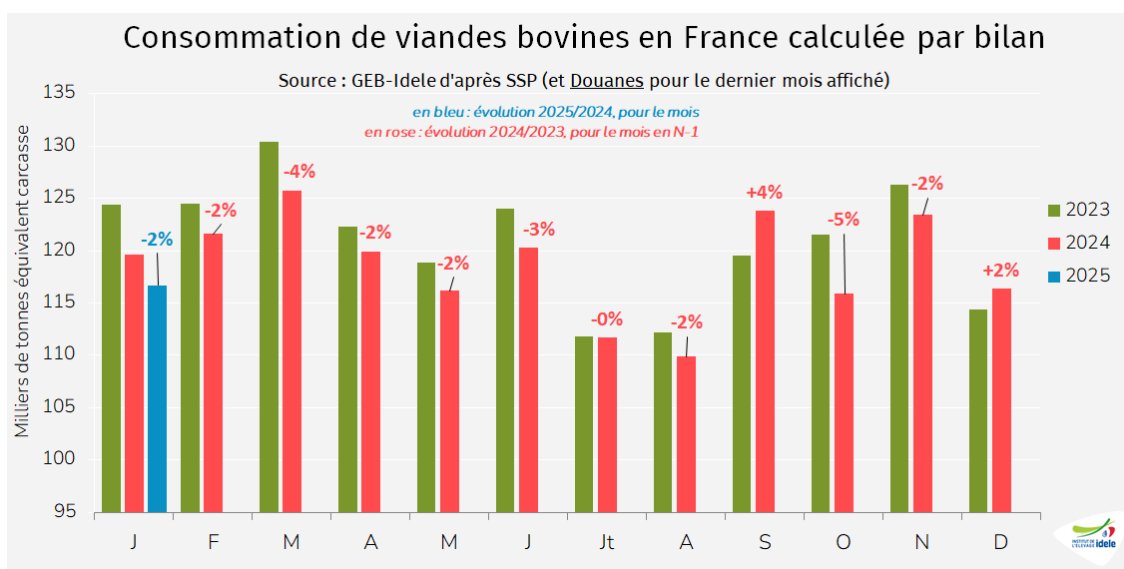
En février, les ventes de steak haché réfrigéré progressent, le surgelé recule

Comme en janvier, avec la détente de l'inflation, le chiffre d'affaires du haché réfrigéré a progressé. Entre les semaines 6 et 9 (du 03/02 au 02/03), les ventes en valeur de steak haché réfrigéré en libre-service dans les hypers et supermarchés français ont progressé de 6% comparés à 2024, selon les données Circana. Les ventes en valeur de haché surgelé ont résisté en février après un recul en janvier de 5% comparé à 2024.

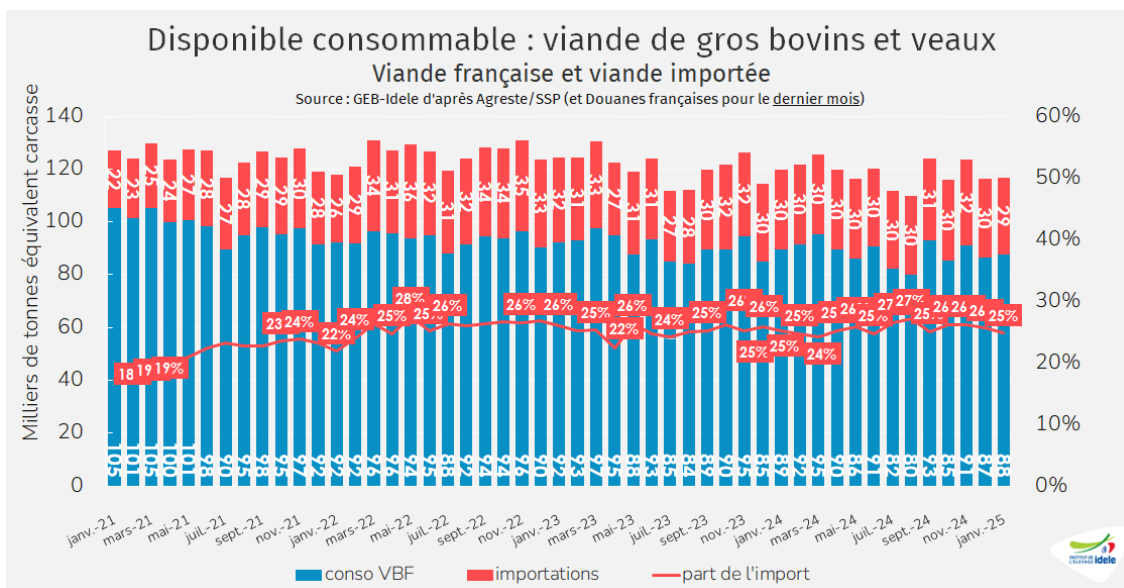


En janvier la consommation de viande bovine en repli

Un peu plus tôt, en janvier 2025, la consommation par bilan de viandes bovines a reculé de 2% comparé à 2024, après un bon mois de décembre (+2% /décembre 2023). Ce recul est principalement lié aux abattages CVJA de gros bovins et veaux qui se sont repliés de 2%. Dans l'équation de la consommation par bilan, les imports de viande bovine de janvier ont également reculé, de 4% /2024, tandis que les exports étaient stables sur un an.



D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur du dernier mois, le disponible consommable de janvier s'est établi à 117 000 téc (-2% ou -3 000 téc). En janvier, la part d'import dans le disponible consommable est resté stable, à 25%.

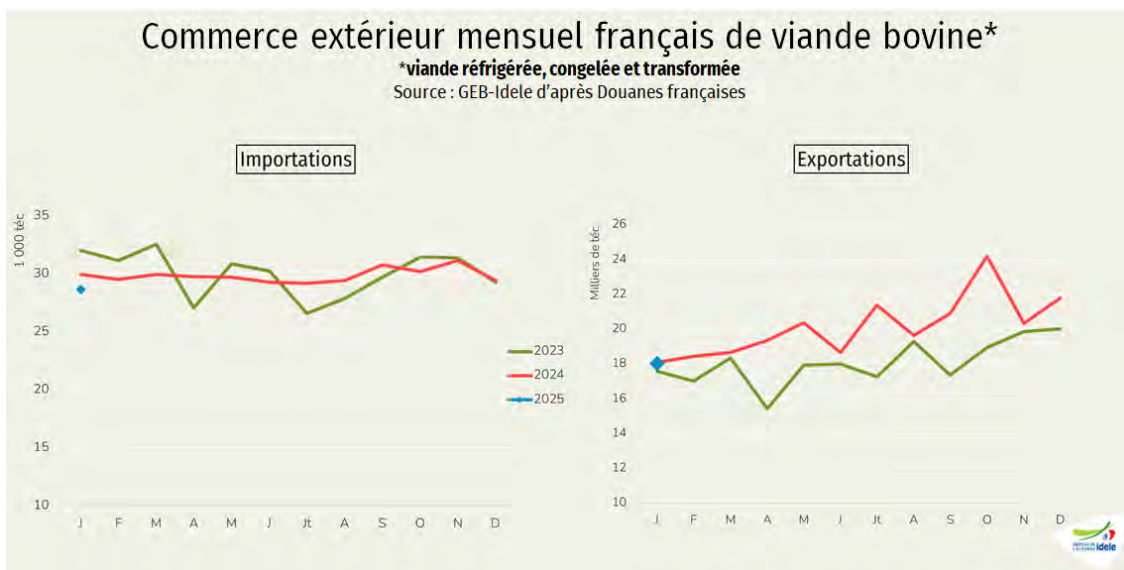


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En janvier, des exports équivalents à ceux de janvier 2024

En janvier 2025, les exportations de viandes bovines se sont établies à 18 000 téc (= /2024) et les importations sont restées modestes, à 29 000 téc (-4% /2024).



En janvier, nos expéditions de viande bovine à l'étranger ont progressé vers deux destinations importantes :

- vers l'Italie (+3% /2024, à 4 000 téc),
- et surtout vers la Grèce (+18%, à 3 000 téc).

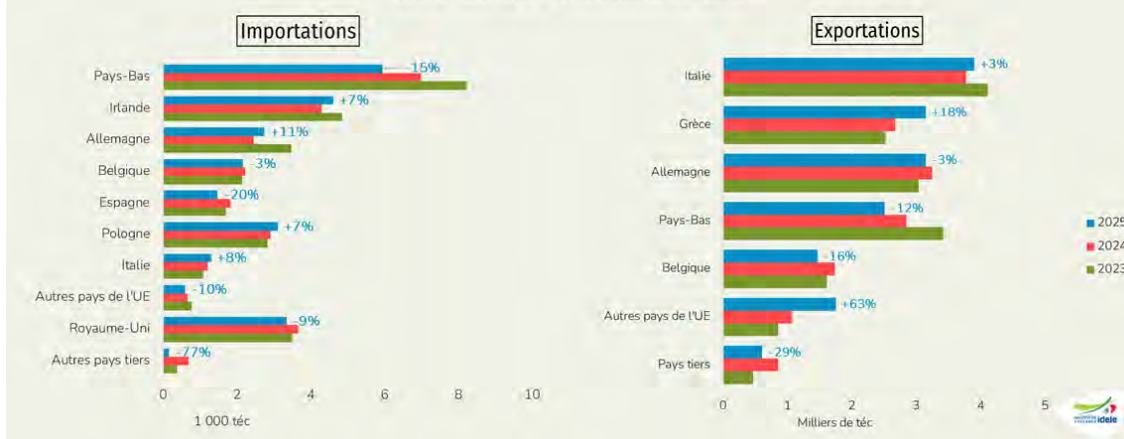
Nos exportations ont reculé vers l'Allemagne (-3%, à 3 000 téc) et vers les Pays-Bas (-12%, à 2 500 téc) en parallèle du recul de nos imports depuis le Royaume-Uni (-9%). Enfin, nos envois vers la Belgique ont nettement reculé (-16%, à 1 500 téc).

Les imports ont reculé depuis notre principal fournisseur historique, les Pays-Bas : -15% /2024, à 6 000 téc, dont du veau, dont la production est actuellement ralentie (lire notre article sur le veau aux Pays-Bas et en France). Dans le même temps, ils ont progressé depuis l'Irlande à 4 500 téc (+7% /2024), la Pologne (+7%, à 3 000 téc) et l'Allemagne à 2 500 téc (+11%).

Les imports depuis le Royaume-Uni, en partie redirigés ensuite vers d'autres pays de l'UE, ont reculé de 9% /2024, à 3 500 téc. En recul également, on trouve l'origine espagnole (-20% à 1 500 téc).

Commerce extérieur français de viande bovine réfrigérée et congelée en janvier 2025

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

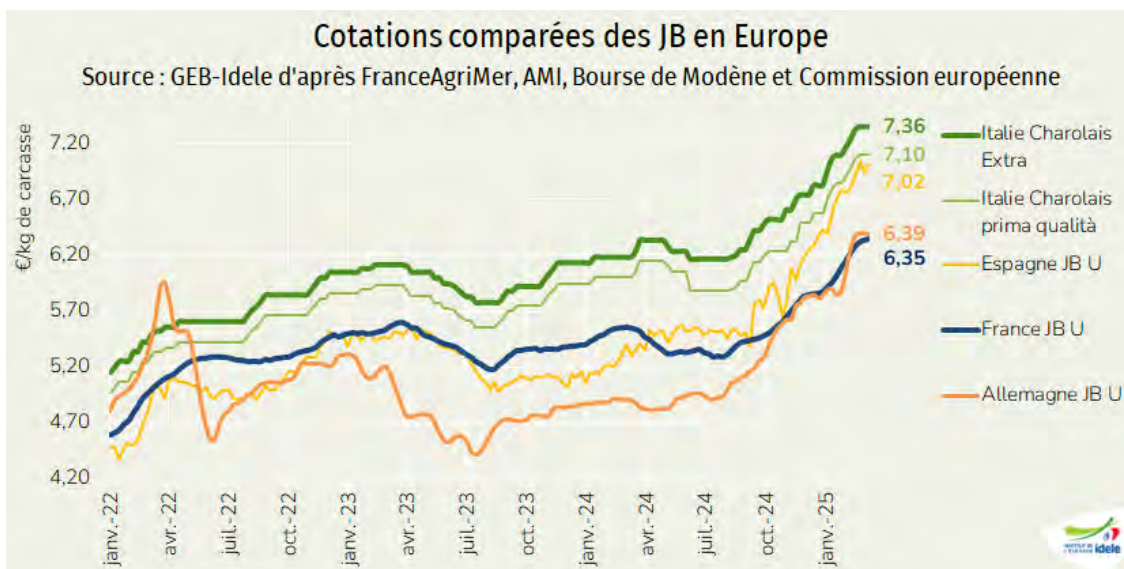
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Stabilisation des cours après l'envolée hivernale

Dernière révision le 24 mars 2025

La hausse des cours des jeunes bovins a ralenti en mars, conséquence notamment de la stabilisation de la demande méditerranéenne après le début du ramadan.

Pause ou stabilisation des cours ?

Après une période de hausse continue depuis l'automne dernier, les cours des jeunes bovins se sont stabilisés chez certains de nos voisins européens depuis deux semaines. Les hausses depuis le début de l'année restent toutefois spectaculaires.



Les cours des jeunes bovins européens ont gagné plus de 50 centimes depuis le début de l'année :

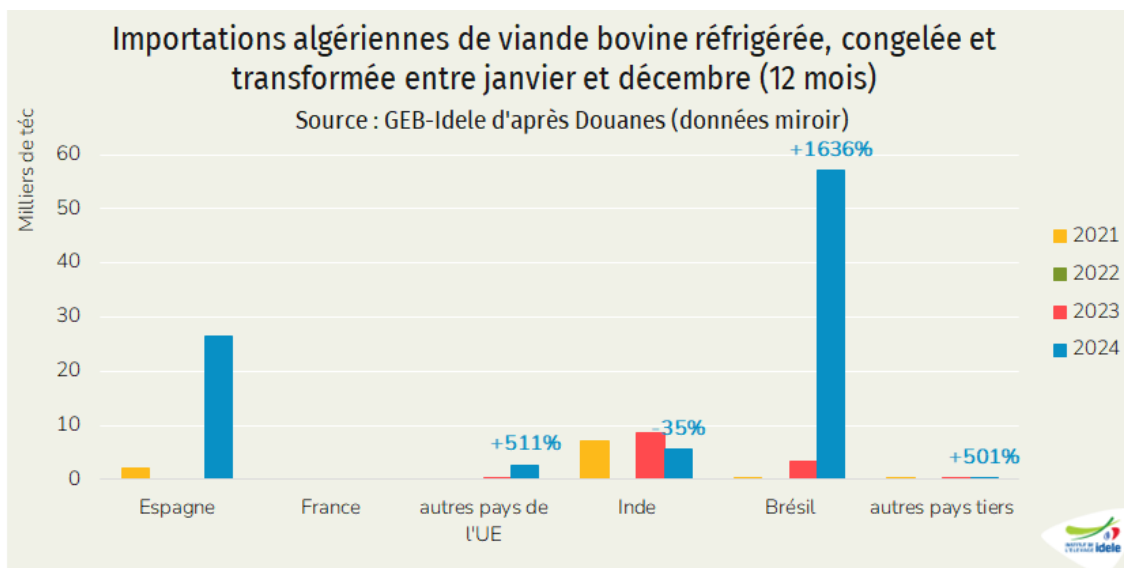
- Le **jeune bovin U allemand** cotait 6,39 €/kg de carcasse en semaine 11 d'après AMI (+30% /2024, +54 cts /semaine 1), stable sur quatre semaines,
- Le **jeune bovin Charolais Prima Qualité italien** cotait 7,10 €/kg de carcasse à Modène en semaine 11 (+18% /2024, +53 cts /semaine 1), un niveau inchangé depuis trois semaines,
- Le **jeune bovin U espagnol** cotait 7,02 €/kg de carcasse en semaine 11(+33% /2024, +59 cts /semaine 1).

La détente de la demande méditerranéenne après le début du ramadan fait baisser la pression sur les cours et conduit à un ralentissement de cette hausse généralisée des cotations.

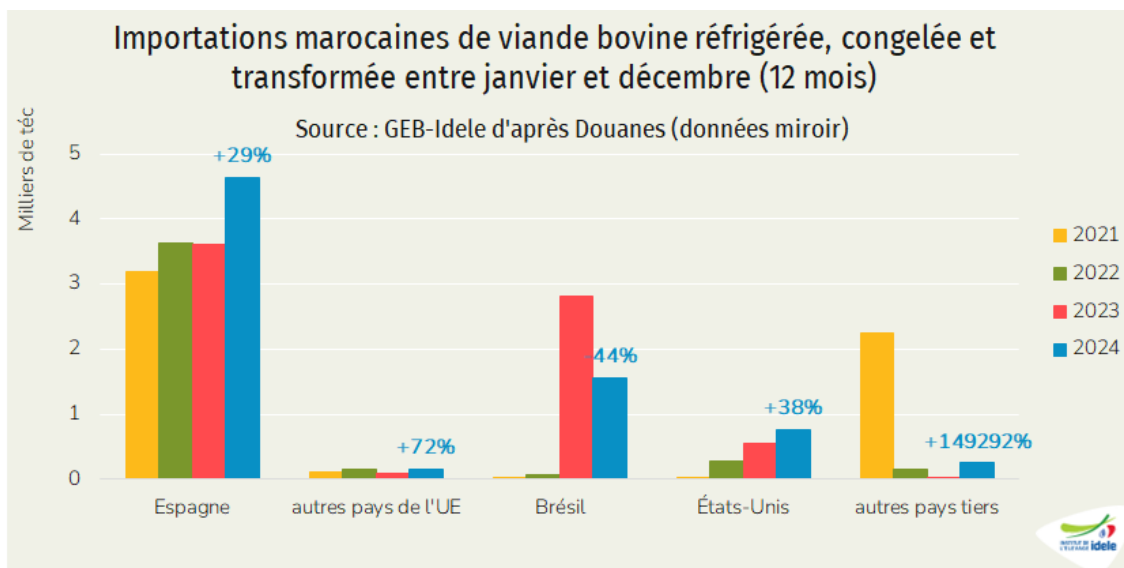
Manque de viande au Sud de la Méditerranée

Les pays tiers méditerranéens ont nettement augmenté leurs importations de viande bovine depuis deux ans, conséquence de cheptels domestiques en recul malgré une demande bien présente.

Ainsi, après avoir importé 27 000 téc de viande bovine espagnole et 57 000 téc de viande brésilienne en 2024, **l'Algérie a renouvelé ses achats de viande sud-américaine en janvier 2025**, avec 10 000 téc de viande bovine arrivée du Brésil, une provenance qui reste bien meilleur marché que les origines européennes.



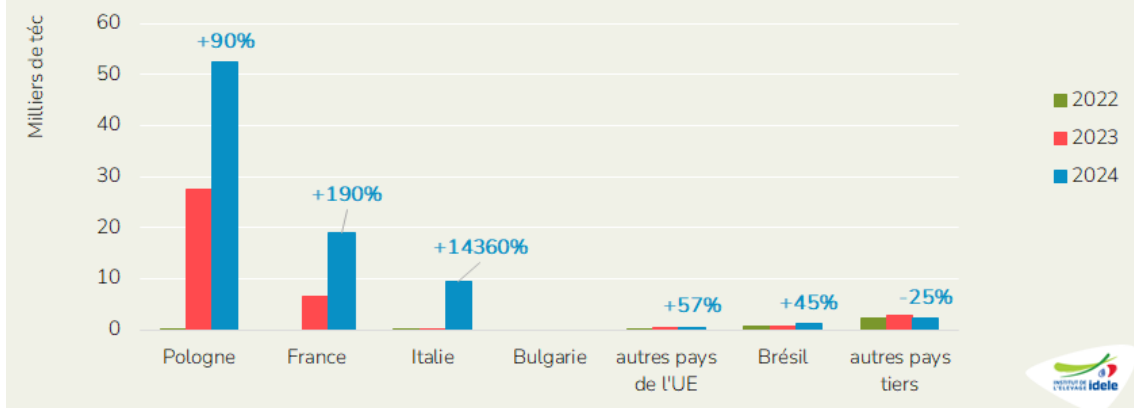
Le Maroc était également aux achats depuis deux ans, avec 7 000 téc importés en 2023 et en 2024, dont 5 000 d'Espagne cette dernière année, le pays privilégiant encore l'origine UE.



La Turquie a également été un acheteur important sur le bassin méditerranéen, avec 39 000 téc importées en 2023 et 85 000 en 2024, principalement issues de Pologne (52 000 téc en 2024), de France (19 000 téc en 2024, dont une partie entrée en Turquie via d'autres États membres) et d'Italie (10 000 téc en 2024).

Importations turques de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée entre janvier et décembre (12 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes turques



L'appétit des pays tiers méditerranéens pour la viande, notamment importée d'Europe, a contribué à faire monter les cours de toutes les catégories de jeunes bovins.

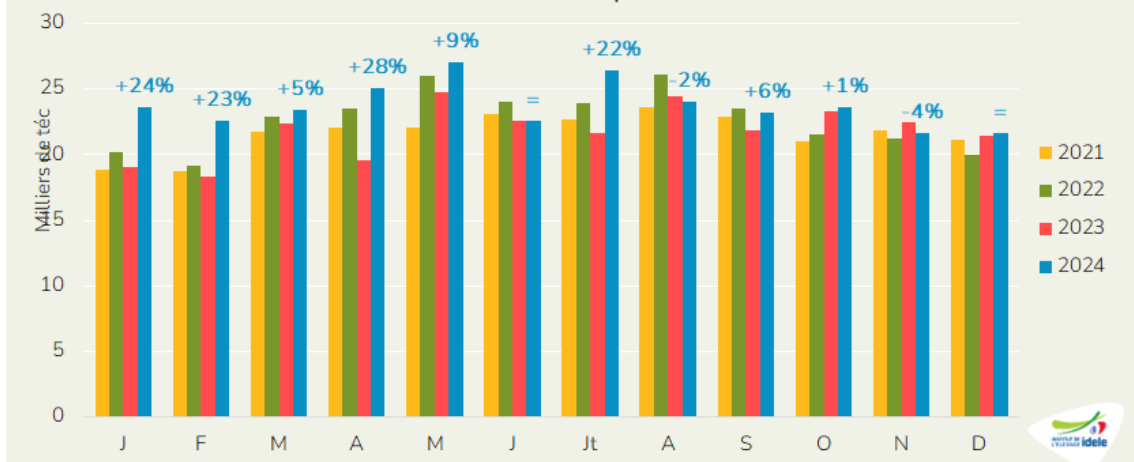
L'arrivée de viande et d'animaux vifs sud-américains (découvrez-en plus dans notre article dédié aux broutards) et le tassement de la demande au milieu du ramadan pourrait avoir joué sur la stabilisation des cours des jeunes bovins européens.

Espagne : abattages de jeunes bovins stables en fin d'année

Les abattages de jeunes bovins espagnols **avaient été très dynamiques jusqu'à l'automne 2024 (+15%/2023 sur neuf mois)**. En fin d'automne, ils étaient revenus à un niveau habituel, accentuant d'autant le manque d'offre pour la consommation domestique et l'export.

Abattages de bovins mâles de plus de douze mois en Espagne

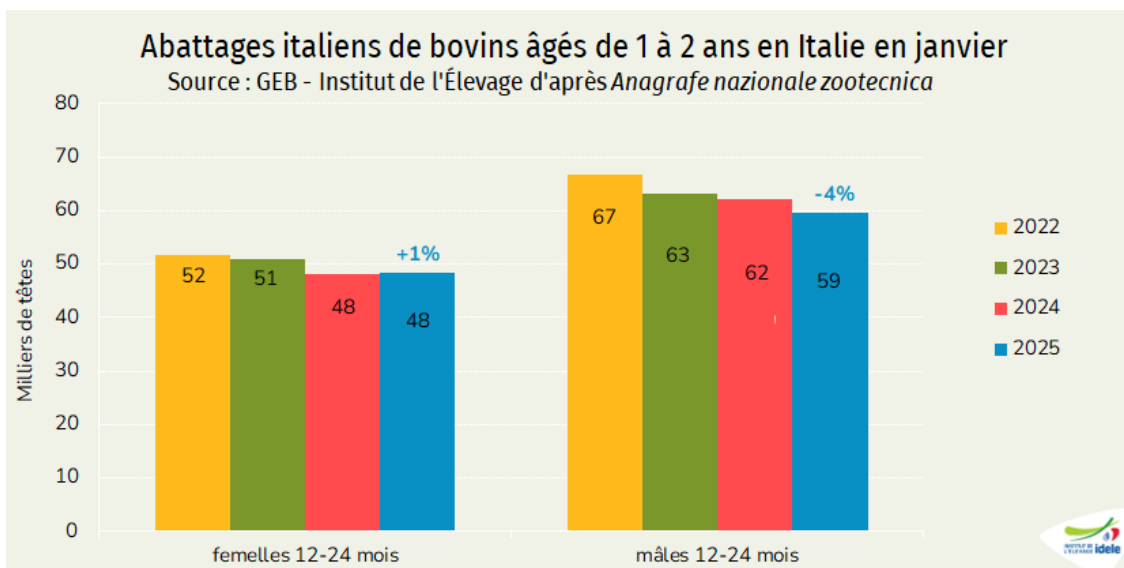
Source : GEB-Idele d'après Eurostat



Cette offre limitée en fin d'année et la hausse des cours qui en a découlé depuis plusieurs mois pénalisent la consommation domestique.

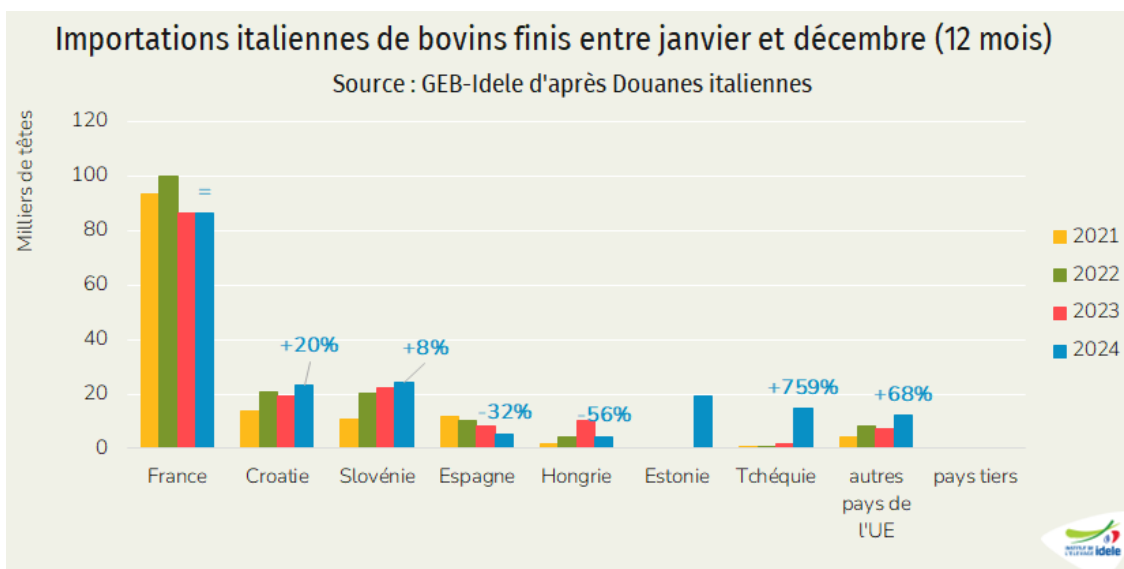
Italie : manque de viande, hausse des importations de bovins finis

Les abattages italiens pâtissent de la raréfaction de l'offre française en broutard, **conduisant à la hausse de cours constatée.**



En janvier 2025, 59 000 taurillons ont été abattus en Italie, en recul de 4% /2023. Sur trois ans (depuis 2022), la baisse atteint même 11%. Par ailleurs, même s'ils ont cessé de se réduire, les abattages de génisses étaient en recul de 6% /2022, soit il y a trois ans.

Pour tenter de pallier ce manque de viande et assagir un peu ses cours domestiques, **les abatteurs italiens ont eu recours à des importations de bovins finis** depuis les pays limitrophes.



Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2024, 87 000 bovins finis ont été importés de France d'après les douanes italiennes (= /2023, mais seulement 29 000 têtes inscrites en sortie dans les douanes françaises), 23 000 de Croatie (+20% /2023) et 24 000 de Slovénie (+8% /2023). Les importations depuis l'Espagne et la Hongrie étaient en fort recul, ces deux pays ayant orienté leurs animaux vers le Maghreb et la Turquie.

Fait marquant, 15 000 bovins finis sont arrivés de Tchéquie (x9 /2023) et 20 000 d'Estonie (aucun les années précédentes), démontrant le manque d'animaux à abattre en Italie.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

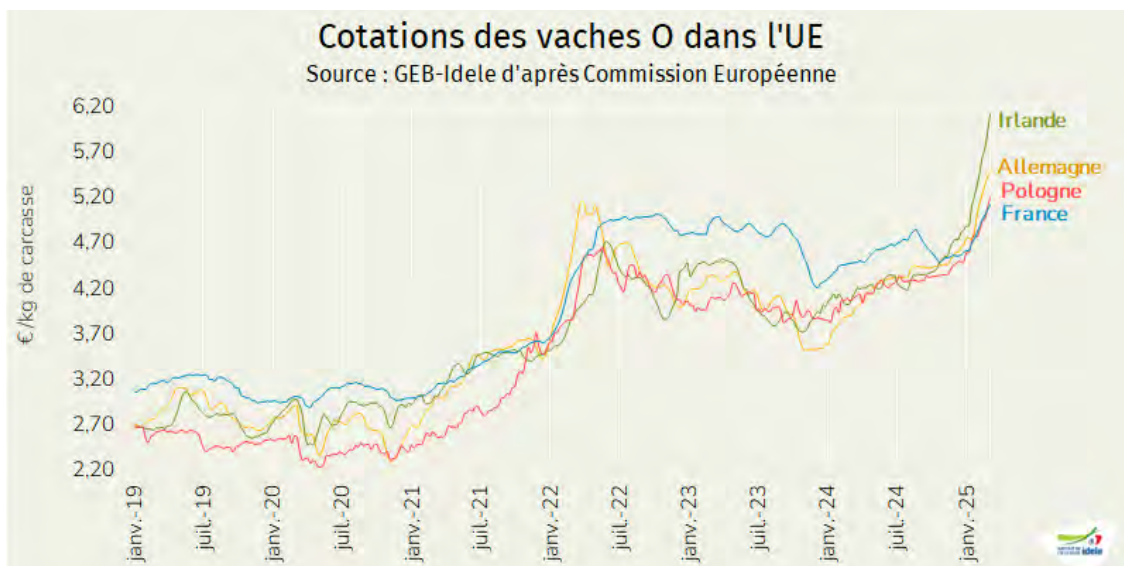
Plus haut historique des prix des vaches laitières en UE

Dernière révision le 23 mars 2025

Les prix des vaches laitières poursuivent une rapide ascension dans les États membres. Baisse de cheptel, contexte laitier favorable et demande plutôt ferme sont les ingrédients de la hausse. Le cours de la vache irlandaise a atteint un plus haut historique en semaine 11.

Le cours des vaches O en hausse exponentielle

Les cours des réformes laitières suivent une vive hausse depuis début décembre **du fait du recul des cheptels un peu partout en UE et du prix du lait incitatif** qui réduisent les disponibilités en vaches de réforme et mettent les cours sous tension. La demande des consommateurs se maintient plutôt bien sur le continent, ce qui entraîne des hausses encore plus rapides dans les pays exportateurs, tels l'Irlande.



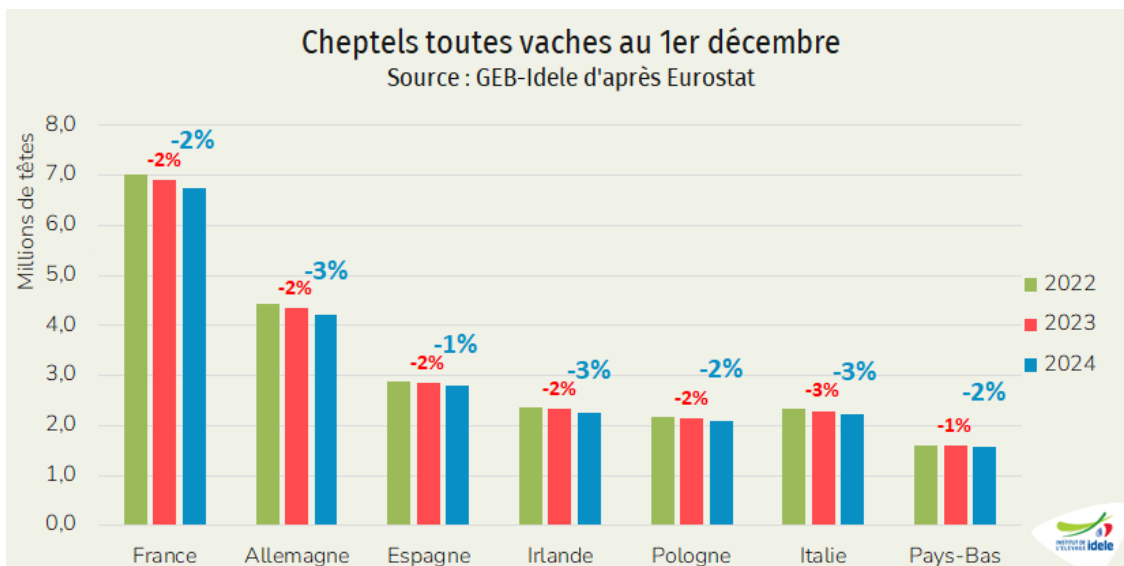
En semaine 11, les cotations en UE sont en forte hausse : +65 centimes en quatre semaines en Irlande, +34 cts en Allemagne, +34 cts aux Pays-Bas, +37 cts en Pologne et +24 cts en France. Comparées à l'année dernière à même époque, les hausses sont impressionnantes aussi : +49% en Irlande, +40% en Allemagne, +39% aux Pays-Bas, +27% en Pologne et +14% en France, dont les cours ont certes moins augmenté récemment mais étaient restés nettement plus élevés que dans les autres États membres depuis l'été 2022. La cotation irlandaise a atteint une valeur inédite : 6,14 €/kg de carcasse en semaine 11, la plus élevée de toute l'Union.

Le cheptel européen de vaches s'est réduit plus vite en 2024

Selon les enquêtes cheptel européennes de décembre 2024, le nombre de vaches en UE était en recul de 3% comparé à 2023, après -1% un an plus tôt. Les principaux États membres détenteurs de vaches ont vu leurs effectifs reculer (France : -2%, Allemagne : -3%, Italie : -3%, Pologne : -2%, Pays-Bas : -2%). Même l'Irlande et l'Espagne, offensives ces dernières années sur le marché européen de la viande, voient leur cheptel de vaches reculer pour la deuxième année consécutive : respectivement -3% et -1% /2023.

En Irlande, on assiste au recul rapide du cheptel allaitant (-6% /2023 et -11% /2022) qui représente un tiers du cheptel de vaches de l'île. De nombreux élevages allaitants ont réduit le nombre de mères pour faire face aux aléas climatiques (tour à tour sécheresse puis pluies incessantes). Le cheptel laitier s'est également replié de 2%.

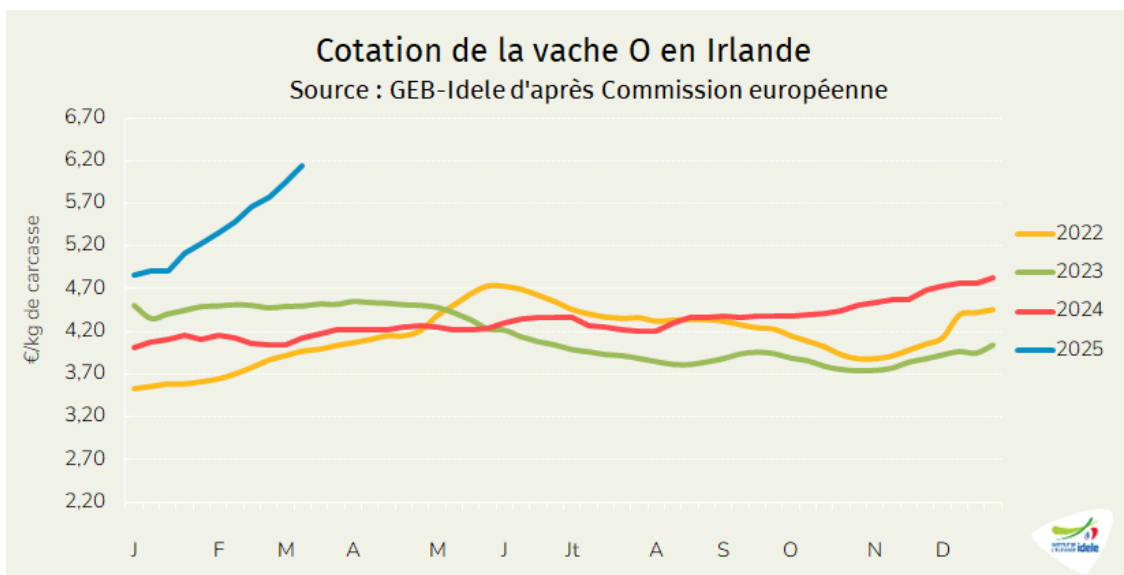
Parmi les pays d'élevage, seule la Roumanie a maintenu son cheptel, à 1,1 millions de vaches.



Selon les prévisions de la Commission européenne, la production de viande bovine européenne devrait se réduire de 1% en 2025.

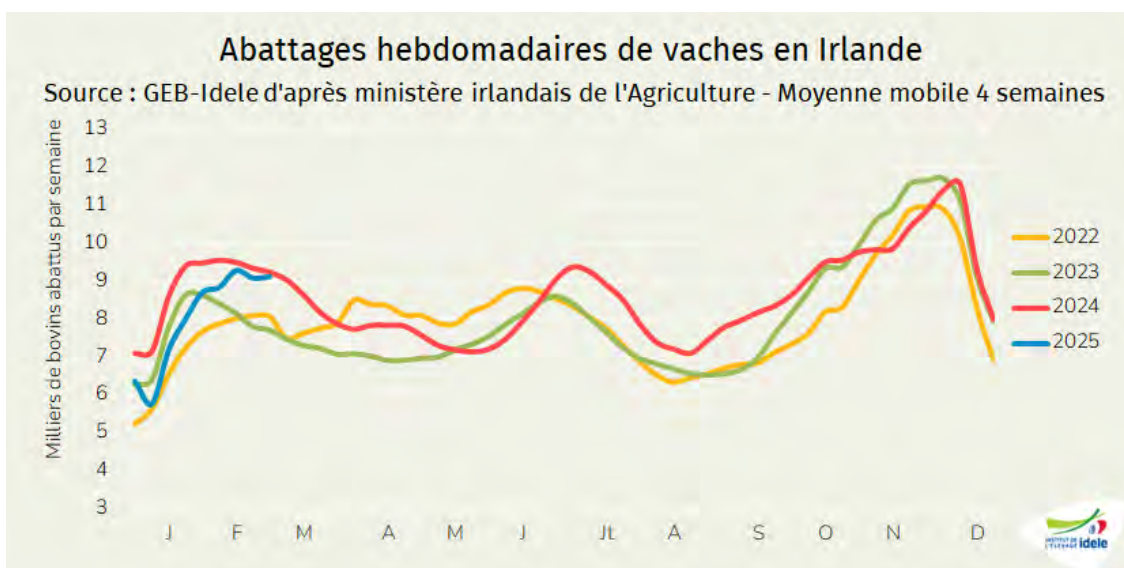
IRLANDE : à la Saint-Patrick, la vache irlandaise s'envole !

Les cours de vaches progressent vite, les abatteurs irlandais étant à l'affût de tous bovins, du fait de l'offre restreinte et des besoins en viande en Europe. La hausse des cours s'est accélérée dès janvier. En février-mars, les industriels irlandais ont en outre préparé la Saint-Patrick qui avait lieu le 17 mars et qui est l'occasion d'une vaste opération marketing sur leurs principaux marchés européens, en restaurants et supermarchés.



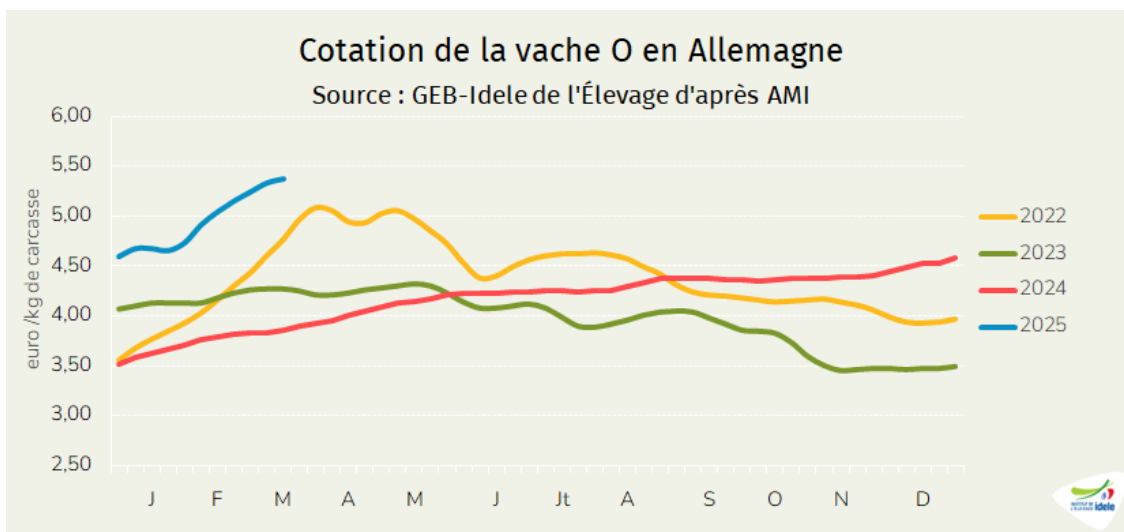
La vache O a ainsi pris 65 centimes en quatre semaines, atteignant 6,14 €/kg de carcasse en semaine 11, prix jamais égalé (+49% /2024). La vache R a suivi la même évolution, engrangeant 60 cts en quatre semaines, à 6,43 €/kg de carcasse (+42% /2024) et la génisse R +67 cts aussi en quatre semaines, à 6,94 €/kg (+35% /2024).

Côté abattages, après un début d'année ralenti, où les abattoirs ne fonctionnaient que 3 jours sur 5, faute de disponibilités, le rythme s'est accéléré à l'approche de la mi-mars. En conséquence les établissements sont montés à 4 jours d'activité d'abattage, comme le *Irish Farmer's Journal* le précise. Entre les semaines 7 et 10, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches avaient ainsi presque retrouvé le rythme soutenu de l'année dernière à même époque (-1% /2024).

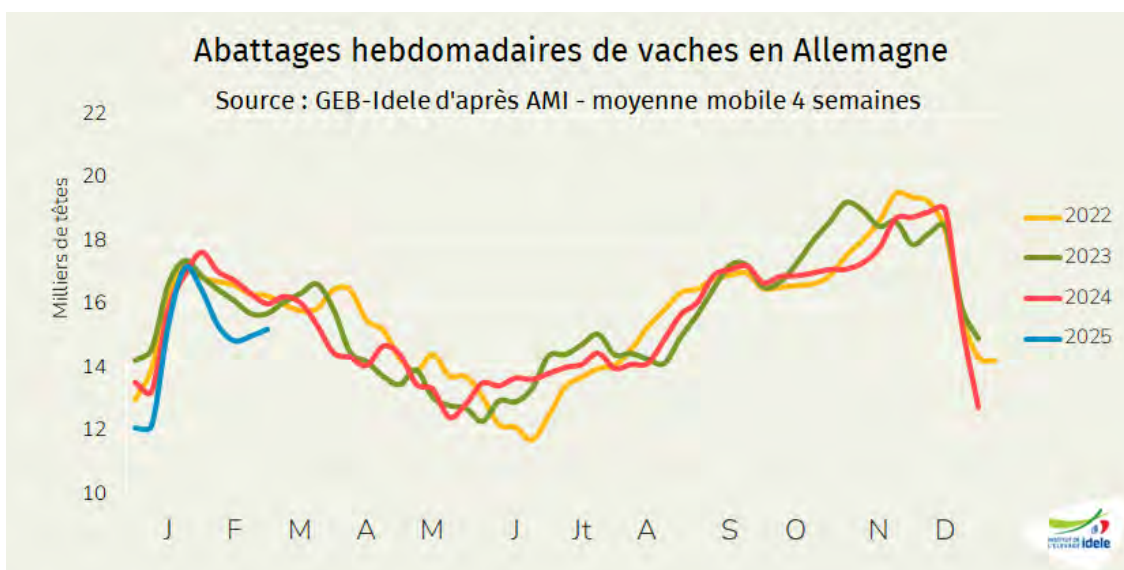


ALLEMAGNE : les prix en hausse, faute d'offre suffisante

Outre-Rhin, le nombre de réformes est insuffisant pour couvrir la demande des abattoirs. La vache O allemande a donc grimpé à 5,38 €/kg de carcasse en semaine 11, +42 centimes en quatre semaines, largement au-dessus de sa valeur 2024 (+40% !).



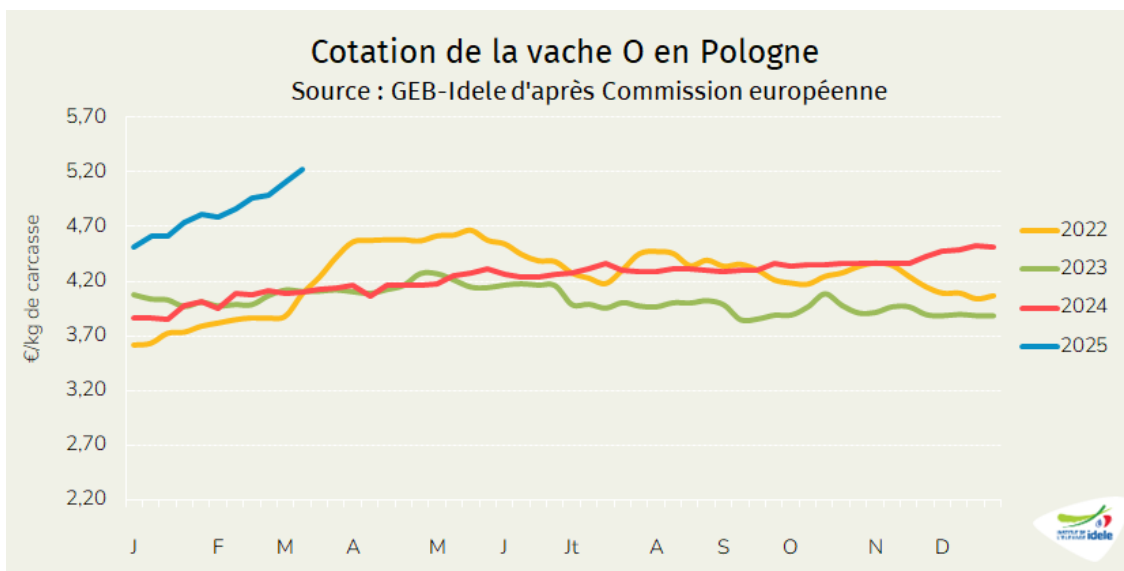
Les abatteurs allemands manquent de vaches de réforme. La baisse du cheptel laitier (-3% en 2024) et le très bon prix du lait incitent les éleveurs à conserver leurs reproductrices. Les abattages de vaches étaient ainsi réduits de 5% /2024, entre les semaines 7 et 10.



Selon Eurostat, sur l'ensemble de l'année 2024, 2,69 millions de gros bovins ont été abattus en Allemagne, un volume équivalent à 2023. Les vaches ont représenté un million de têtes abattues, comme en 2023, et les génisses 553 000 têtes, en hausse de 5% sur un an, ce qui limitera d'autant le renouvellement des cheptels. Les poids carcasses n'ont que peu progressé (+1% /2023).

POLOGNE : la cotation de la vache O au plus haut historique

En Pologne, les prix des vaches augmentent dans le sillage de la hausse européenne. La demande pour la viande de transformation est importante en UE alors que la production poursuit son repli. **La vache O polonaise valait 5,22 €/kg de carcasse en semaine 11 (+27% /2024) son plus haut historique jamais enregistré.** Par ailleurs, les cours de la vache O polonaise et française se suivent depuis la semaine 5.



Selon l'enquête cheptel de décembre 2024, le nombre total de vaches laitières en Pologne a reculé de 4% en deux ans. Il est en repli structurel depuis plus de 20 ans avec l'amélioration progressive de la productivité laitière des vaches polonaises. Le cheptel allaitant, très modeste en Pologne, était lui en progression de 4% en deux ans, comme il l'est depuis l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004.

Viandes bovines » Maigre »

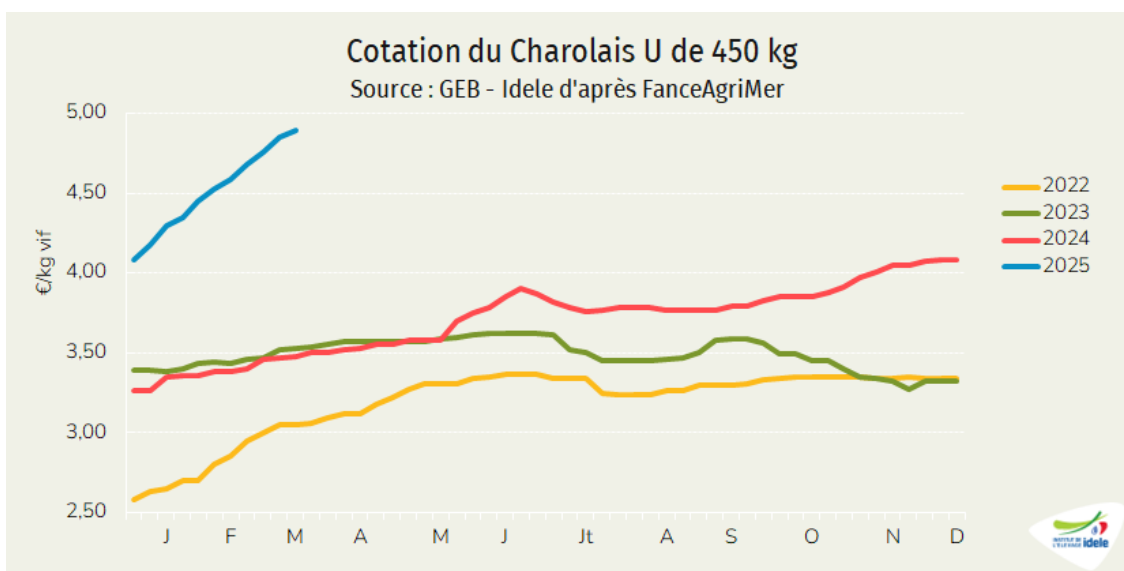
Le manque d'offre entraîne les cours à la hausse

Dernière révision le 24 mars 2025

Les cours des brouards ont connu une forte envolée depuis le début de l'année 2025, conséquence du manque d'offre et de la demande ferme en Europe.

Forte hausse des cours depuis janvier

Malgré un léger ralentissement pour certaines catégories au 15 mars, la majorité des cours des brouards poursuivaient leur hausse.



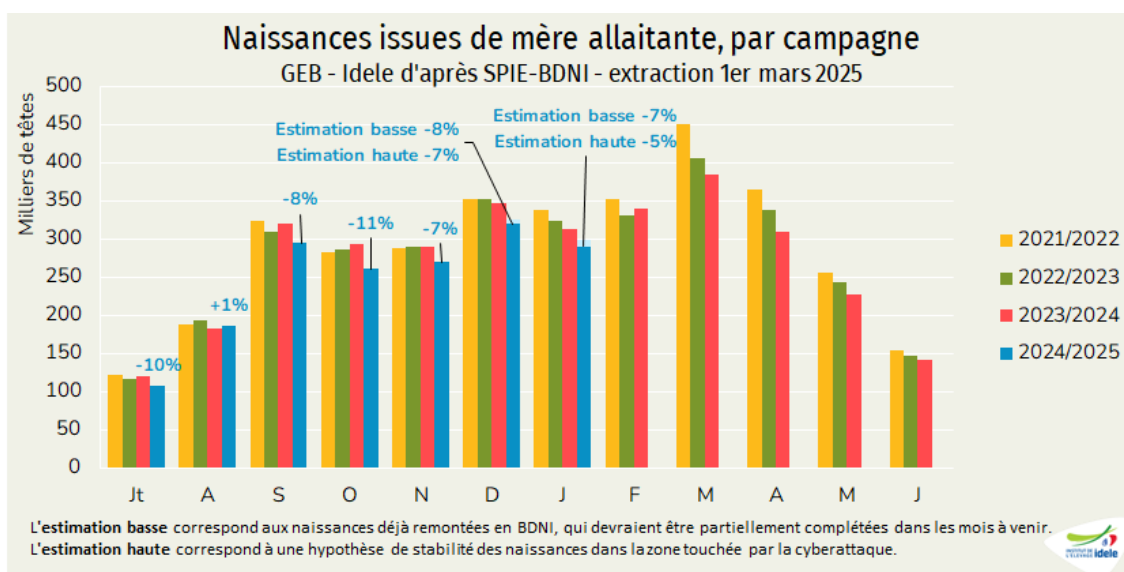
En semaine 11, les cotations des brouards étaient les suivantes :

- 4,89 €/kg vif pour le **Charolais U de 450 kg** (+41% /2024, +81 cts /semaine 1),
- 5,00 €/kg vif pour le **Charolais U de 350 kg** (+39% /2024, +95 cts /semaine 1),
- 4,95 €/kg vif pour le **Limousin E de 350 kg** (+27% /2024, mais inchangé sur deux semaines)
- 5,47 €/kg vif pour le **Blond d'Aquitaine U de 300 kg** (+37% /2024, +76 cts /semaine 1)

Les cours des femelles suivaient une tendance similaire, avec des cours en hausse de 60 cts depuis le début de l'année pour les **Limousines E de 270 kg**, à **4,50 €/kg vif en semaine 11** et de 62 cts pour les **Charolaises U de 270 kg**, à **4,62 €/kg vif**.

Naissance en forte baisse

L'attaque informatique sur l'ARSOE de Soual, qui représente environ un quart des naissances allaitantes, complique toujours l'interprétation des données de la BDNI. Cependant, les remontées récentes nous permettent d'estimer l'évolution des naissances allaitantes sur les derniers mois.



Ainsi, d'après nos estimations, les **naissances de veaux allaitants** sur l'ensemble de la France auraient reculé de 5% à 6% au **total sur l'année 2024**. La forte baisse des vêlages à l'automne (-8% en septembre, -12% en octobre, -7% en novembre) a été concomitante à l'arrivée de la FCO-3 sur le territoire français, alors que la FCO-8 circulait également, et après un printemps déjà en recul.

En janvier, les naissances seraient toujours en baisse de -7% à -5%. Le recul des naissances aura de probables répercussions sur les effectifs de broutards disponibles dans les mois qui viennent pour l'engraissement en France et à l'étranger.

Fin du programme d'éradication de la FCO en Espagne

Comme annoncé en début d'année, l'Espagne a mis fin le 11 mars au programme d'éradication de la FCO sur son territoire péninsulaire.

En conséquence, les règles d'importation de bovins vifs changent :

- Si la zone d'origine est indemne de FCO ou si les sérotypes de la FCO présents dans la zone d'origine sont également présents dans la zone de destination (les sérotypes 1, 3, 4 et 8 sont présents en Espagne), aucune restriction aux mouvements n'est appliquée. Dans les faits, seules les Baléares et les Canaries sont exemptes de ces sérotypes.
- Si les sérotypes présents dans la zone d'origine ne sont pas présents dans la zone de destination, les bovins de plus de 90 jours doivent être vaccinés **ou** présenter une PCR négative pour les sérotypes additionnels. Pour les bovins de moins de 90 jours, la vaccination de la mère est possible ou un test PCR négatif.

Le décret est consultable sur le site de la Commission européenne.

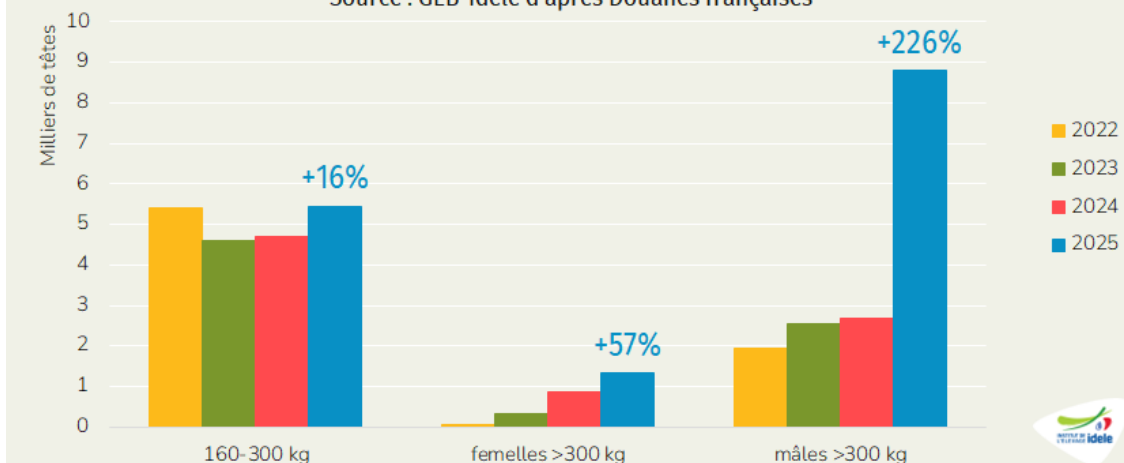
La France n'étant concernée que par des sérotypes également présents en Espagne, cette levée des contraintes aux frontières devrait faciliter l'envoi des broutards et des veaux. En pratique, **les PCR et vaccins deviennent inutiles sur les animaux français, du moment qu'ils sont asymptomatiques**.

L'Espagne toujours demandeuse de bovins maigres

Les exportations espagnoles dynamiques de viande et de bovins finis (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe) ces derniers mois et l'envolée des cours des jeunes bovins qui en a découlé ont conduit à une hausse des importations de broutards français.

Exportations françaises de broutards vers l'Espagne en janvier

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises

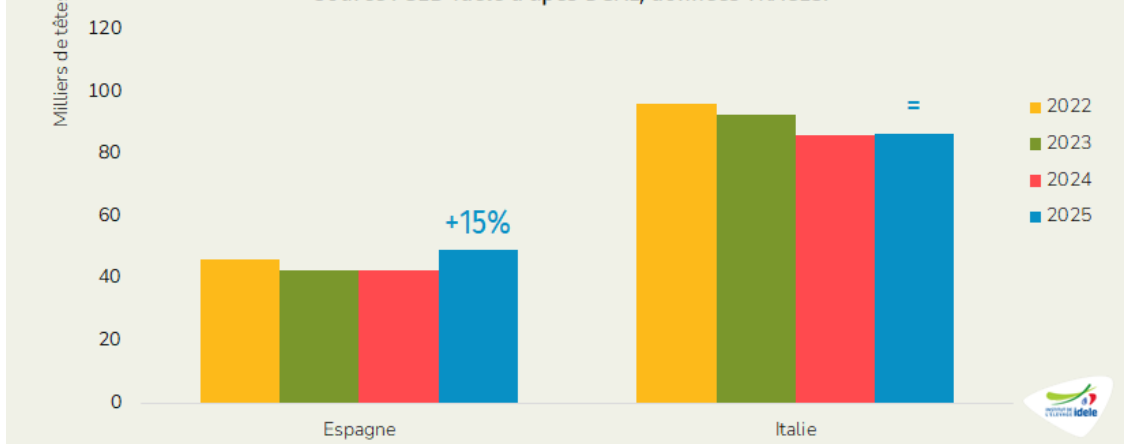


D'après les Douanes, **les engraisseurs espagnols continuent à préférer les broutards plus lourds**, avec 9 000 mâles de plus de 300 kg expédiés en janvier ($\times 3,3$ /2024). Les très bons cours de la viande les incitent à prendre des animaux plus âgés et nécessitant une durée d'engraissement inférieure. Ils entrent donc en concurrence avec les engraisseurs italiens sur ce segment des broutards les plus lourds.

Le dynamisme des envois vers l'Espagne reste prégnant en mars.

Envois français de bovins vifs* vers l'Espagne et l'Italie des semaines 6 à 10

Source : GEB-Idele d'après DGAL, données TRACES.

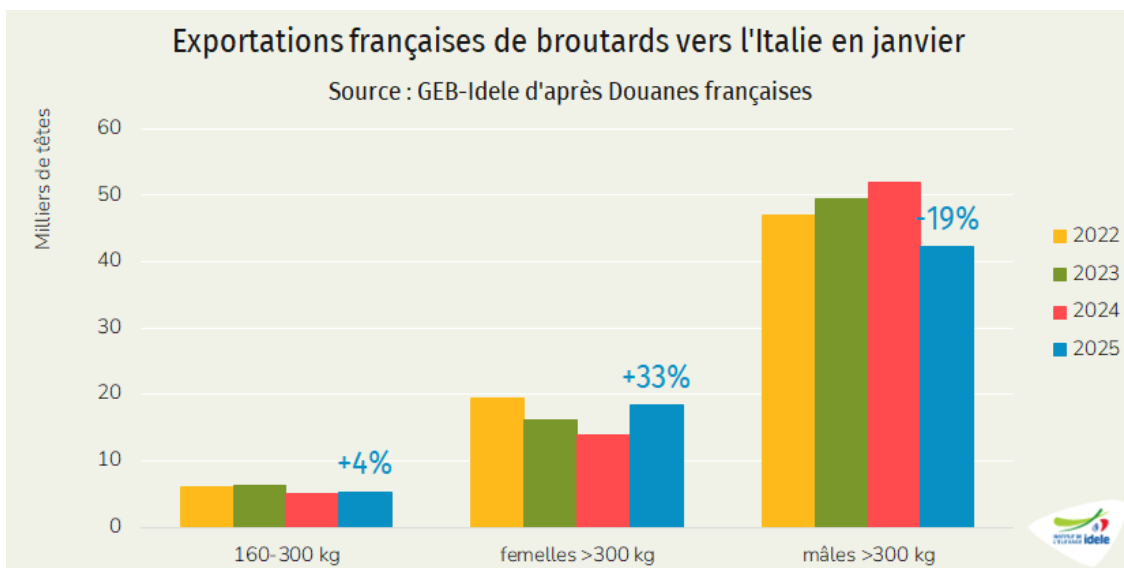


Entre les semaines 6 et 10, 49 000 bovins de tous types et tous âges ont traversé les Pyrénées d'après les données TRACES, en hausse de 15% /2024. Attention, ces chiffres incluent les exportations de veaux laitiers (traités dans notre article dédié), également dynamiques vers l'Espagne.

La perspective de la fin du ramadan le 30 mars et la nouvelle concurrence de la viande et des bovins vifs sud-américains au Maroc et en Algérie pourrait limiter dans le futur les envois espagnols vers le Maghreb et, en conséquence, réduire l'appétit des engraisseurs ibères pour les broutards français.

Recul des envois vers l'Italie

Les disponibilités limitées en broutards français et les envois dynamiques vers l'Espagne continuent de réduire les envois vers l'Italie.

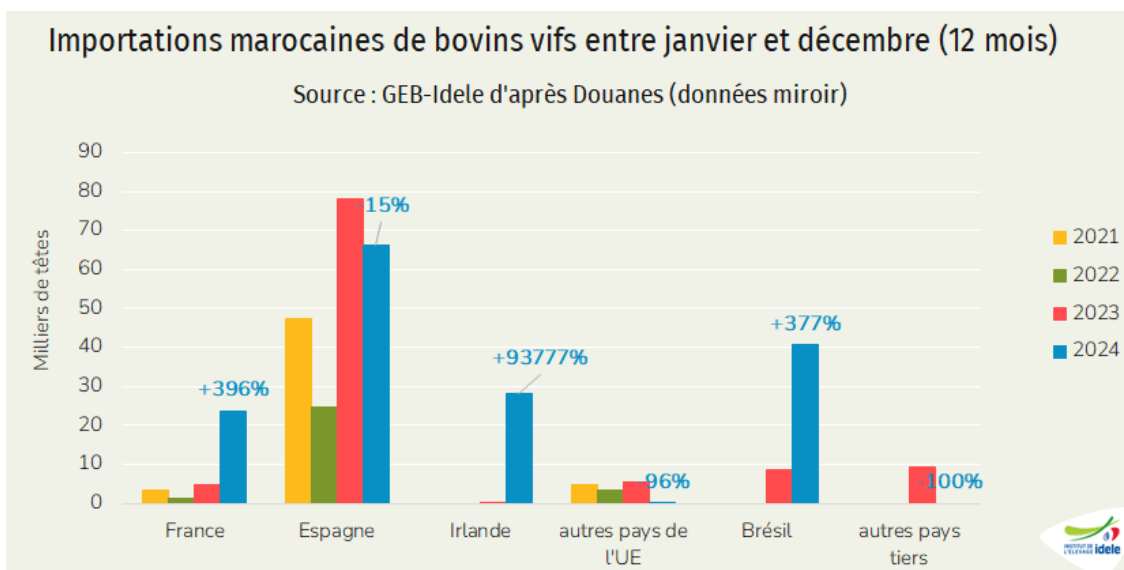


D'après les Douanes, les **exportations de broutards lourds vers l'Italie étaient en baisse de 19% en janvier**, à 42 000 têtes, faute de disponibilités en France et sous l'effet de la concurrence espagnole. Une partie des broutards lourds ont en effet été réorientés vers l'Espagne. À l'inverse, les envois de femelles étaient en hausse, à 18 000 têtes (+33% /2023).

En revanche, sur les dernières semaines, d'après les données TRACES, les envois de bovins de tous types et tous âges vers l'Italie étaient au même niveau que l'année précédente, à 87 000 têtes.

Boom des bovins sud-américains au Maroc

Avec des cheptels en recul et malgré des hauts niveaux d'importation depuis l'Europe, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée connaissent toujours un manque de viande. Ils se tournent donc vers des produits venant d'Amérique du Sud, dont les disponibilités sont plus élevées et les prix plus abordables (inférieur d'environ 1 \$US/kg vif, soit 400 – 450 €/tête en moins).



Depuis deux ans, **le Maroc et la Turquie ont fortement augmenté leurs importations de bovins vifs depuis l'Amérique du Sud**. Ainsi, en 2024 :

- 240 000 bovins uruguayens et 271 000 bovins brésiliens ont été importés par la Turquie (respectivement +30%, mais -24%/2023),
- 41 000 bovins brésiliens ont été importés par le Maroc (x4,8 /2023).

La tendance s'est poursuivie en janvier 2025, avec :

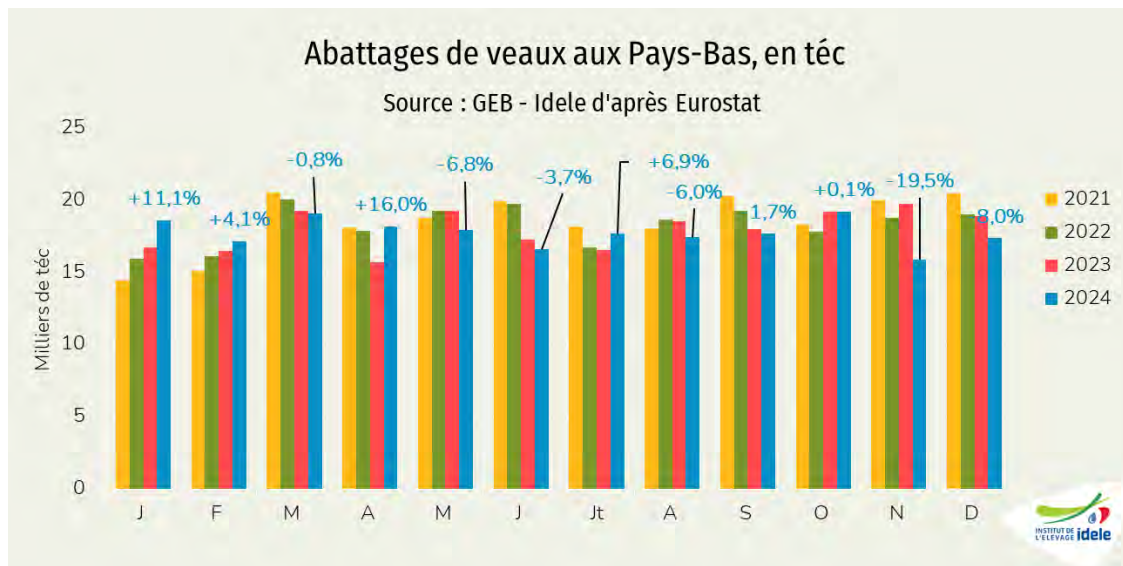
- 2 000 bovins brésiliens importés par l'Algérie (aucun en janvier 2024),
- 22 000 bovins uruguayens et 20 000 bovins brésiliens importés par la Turquie (aucun en janvier 2024),
- 14 000 bovins brésiliens importés par le Maroc (aucun en janvier 2024).

Ces nouveaux flux de vif, couplés à des importations de viande sud-américaine par ailleurs, pourraient avoir un effet sur la demande des pays tiers méditerranéens en bovins vifs européens.

La baisse de la production néerlandaise due au manque de veaux laitiers en début d'été tire les prix des veaux gras à la hausse

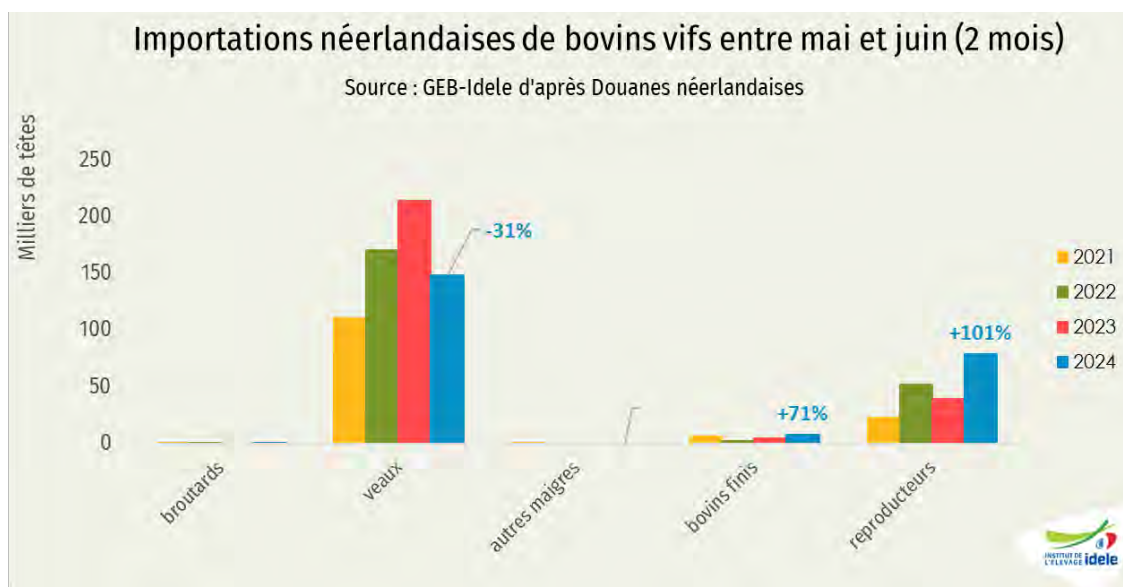
Offre néerlandaise limitée faute de mises en place

Les abattages de veaux de boucherie néerlandais étaient en baisse de 3% en décembre, avec 117 000 têtes (-4 000 têtes /2023), après un mois de novembre lui aussi en forte baisse (-20%/2023).



En tonnage, la baisse est encore plus forte pour le mois de décembre : -8% en téc /2023 (-1 500 téc). En têtes, 1 378 000 veaux abattus sur l'année. Les chiffres de 2024 sont recul de près de 28 000 têtes (-2,0% /2023) malgré un début d'année dynamique. L'année 2024 a totalisé ainsi 213 000 téc produites (-1,5% /2023 ou -3 000 téc).

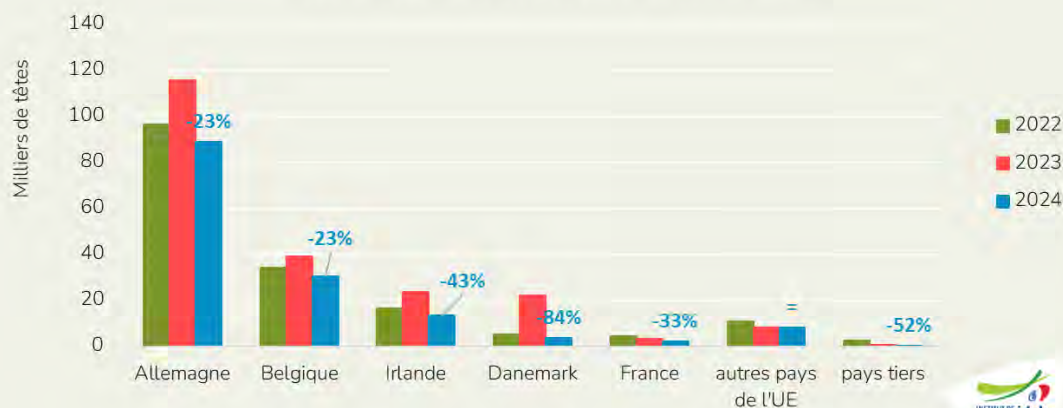
La baisse des abattages en fin d'année est notamment due au **recul des importations de veaux laitiers en début d'été**. En effet, entre mai et juin 2024, d'après les douanes, les Pays-Bas ont importé 31% de veaux vivants en moins qu'en 2023 à la même période, soit -66 000 veaux.



Les importations de veaux allemands ont nettement reculé en mai-juin (-28 000 veaux importés) du fait de la décapitalisation laitière en Allemagne.

Importations néerlandaises de Veaux entre mai et juin (2 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes néerlandaises



D'après *De Kalverhouder*, l'approche de Pâques et le ramadan stimulent la demande. Dans un contexte de baisse des abattages de la fin 2024, cela fait grimper en flèche les prix.

L'offre limitée faut grimper les cours aux Pays-Bas

Depuis le début de l'année, **les cours sont en nette progression**, dans la prolongation de la fin d'année 2024.

Cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais

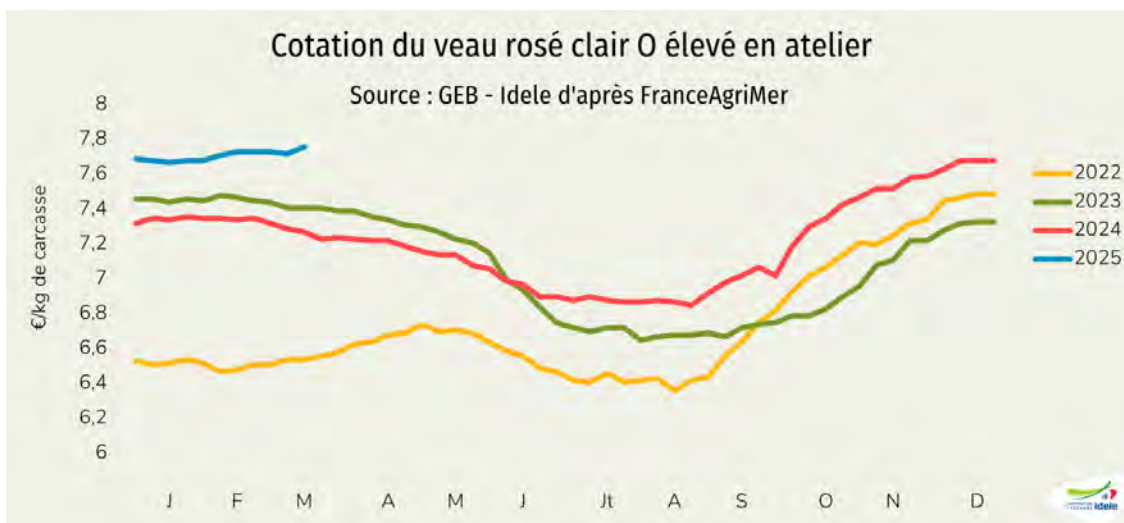
Source : GEB - Idele d'après De Kalverhouder



Ainsi, en semaine 11, le veau de boucherie néerlandais cotait 7,23 €/kg de carcasse, soit 1,45 € au-dessus de son niveau de l'année dernière. En un mois, son prix a augmenté de 18 centimes.

Légère hausse des cours des veaux français

Les cours des veaux de boucherie français ont légèrement augmenté en mars. L'écart se creuse avec les prix de 2024 qui avaient déjà entamé leur baisse saisonnière à cette période.

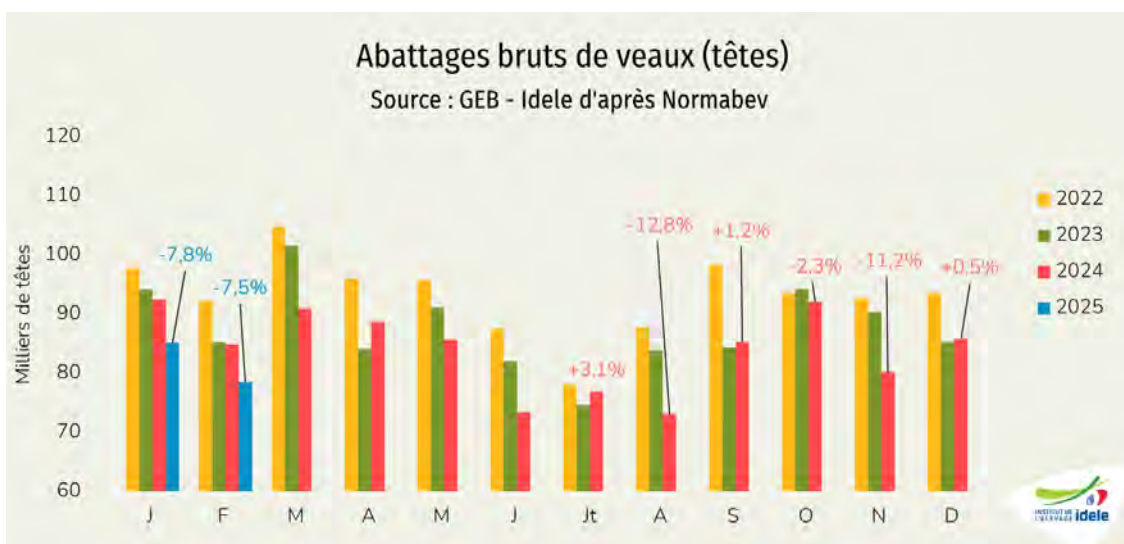


En semaine 11, les cours étaient en hausse par rapport à l'an passé :

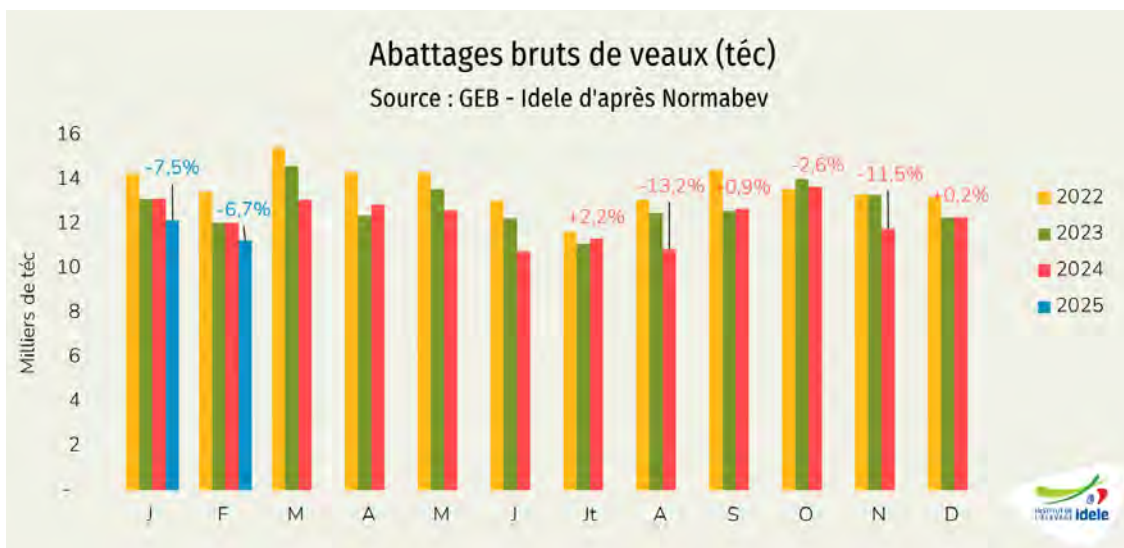
- Le veau rosé clair O élevé en atelier cotait 7,76 €/kg de carcasse (+49 cts /2024, +3 cts en un mois),
- Le veau rosé clair R élevé en atelier cotait 7,98 €/kg de carcasse (+46 cts /2024, +4 cts en un mois),
- Le veau rosé clair U élevé sous la mère cotait 10,35 €/kg de carcasse en moyenne glissante sur 4 semaines (+61 cts /2024, +8 cts en un mois)

Recul des abattages depuis début 2025

Après un mois de janvier en baisse de 7,8% /2024, **les abattages de veaux de boucherie étaient à nouveau en retrait** en février en France.

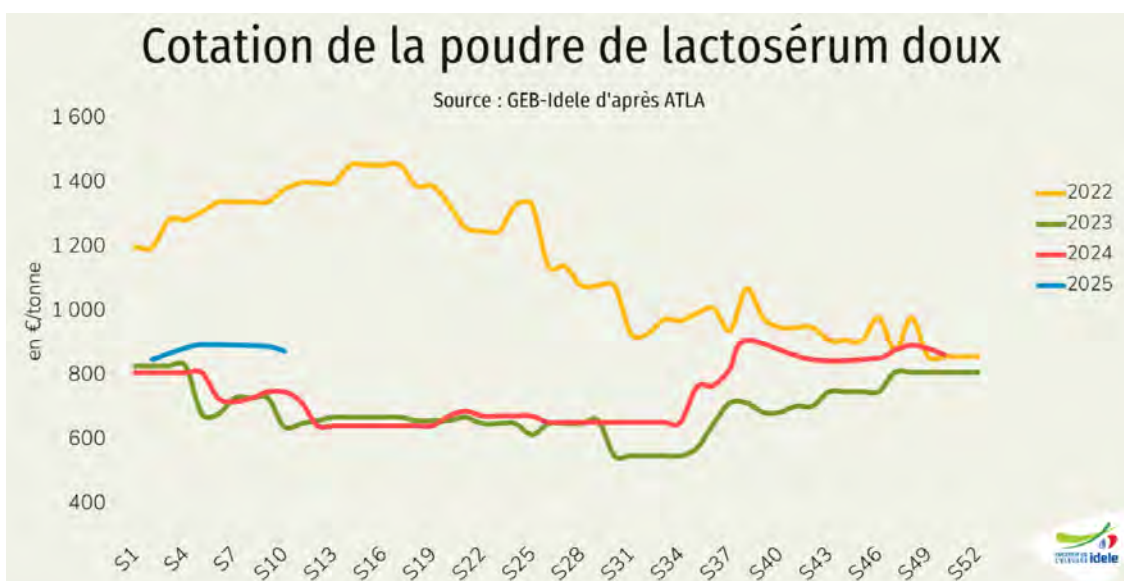


Ainsi, en février, 79 000 veaux ont été abattus (-6 000 têtes /2024 ou -7,5%/2024), et 11 000 têtes ont été produites (-6,7% /2024). Les poids carcasse des veaux étaient en légère progression par rapport à l'année dernière, à 144 kg.



Coûts des intrants stables

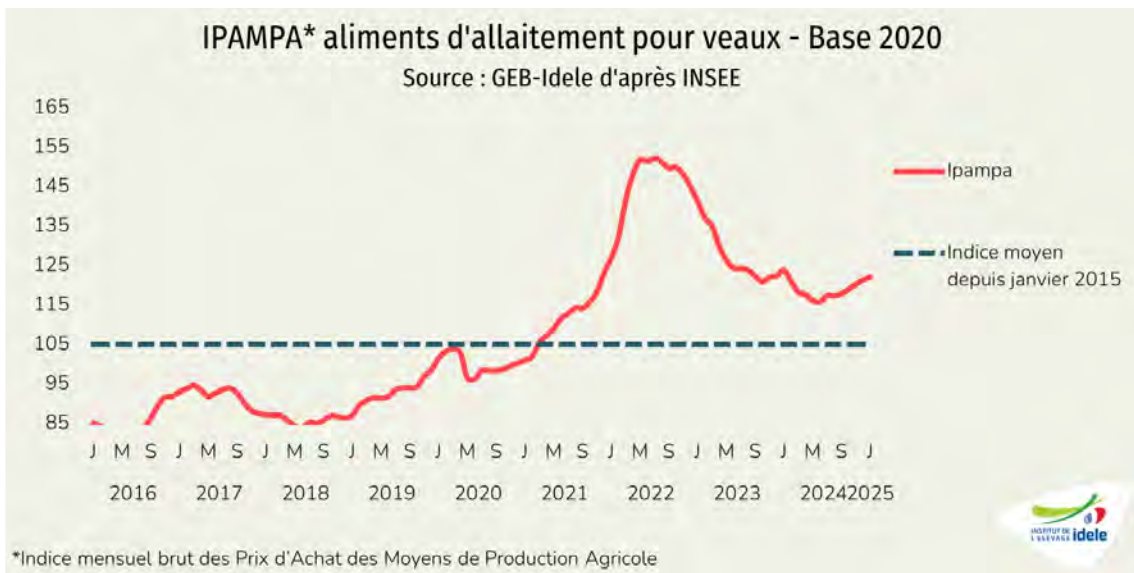
Les cours des aliments lactés sont restés relativement stables depuis début 2025.



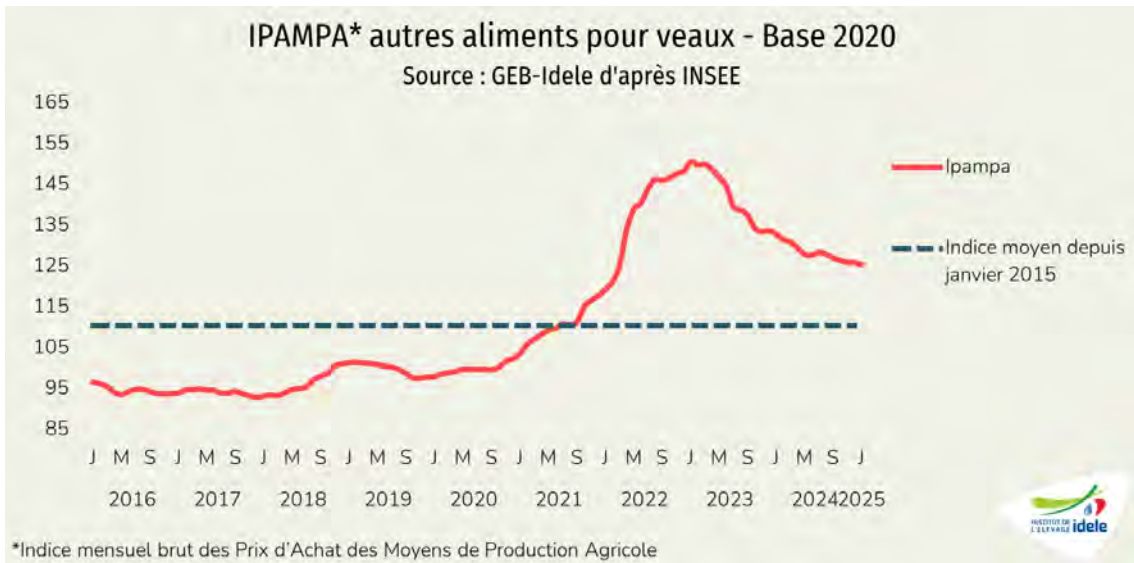
Les prix des aliments lactés restent stables en début d'année mais supérieurs à ceux de l'an passé à même époque. Ainsi en semaine 10, la cotation de la poudre de lactosérum doux était à 875 €/tonne, soit 17% de plus qu'en 2024, et 3% de plus qu'en début d'année.

En semaine 11, la poudre de lait écrémé cotait 2 460 €/tonne (+5% /2024).

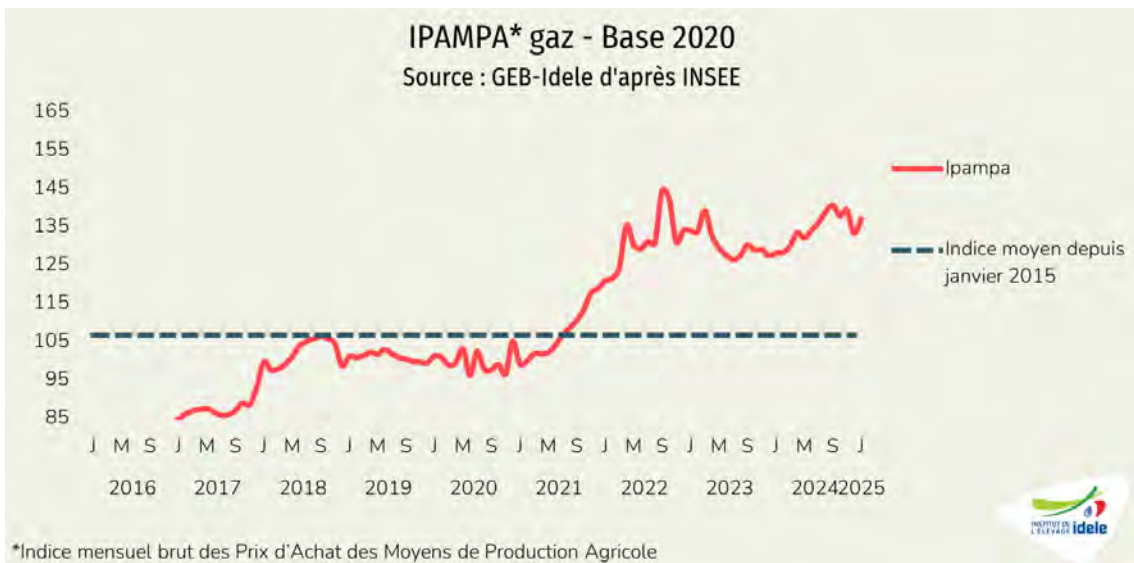
L'IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux en base 100 en 2020 s'établissait à 122,2 points, un niveau proche de l'année précédente (-1% /2024) mais en fort recul sur deux ans par rapport au pic de 2022-2023 (-14% /2023).



L'IPAMPA autres aliments pour veaux (aliments fibreux) atteignait 125,6 points, soit -6% /2024 et -17% /2023.



Côté énergie, les prix du gaz restaient élevés avec une légère croissance sur les dernières semaines.



Par ailleurs, en décembre, l'indice de prix du propane s'établissait à 137 points en base 2020, en hausse de 7% par rapport à 2024.

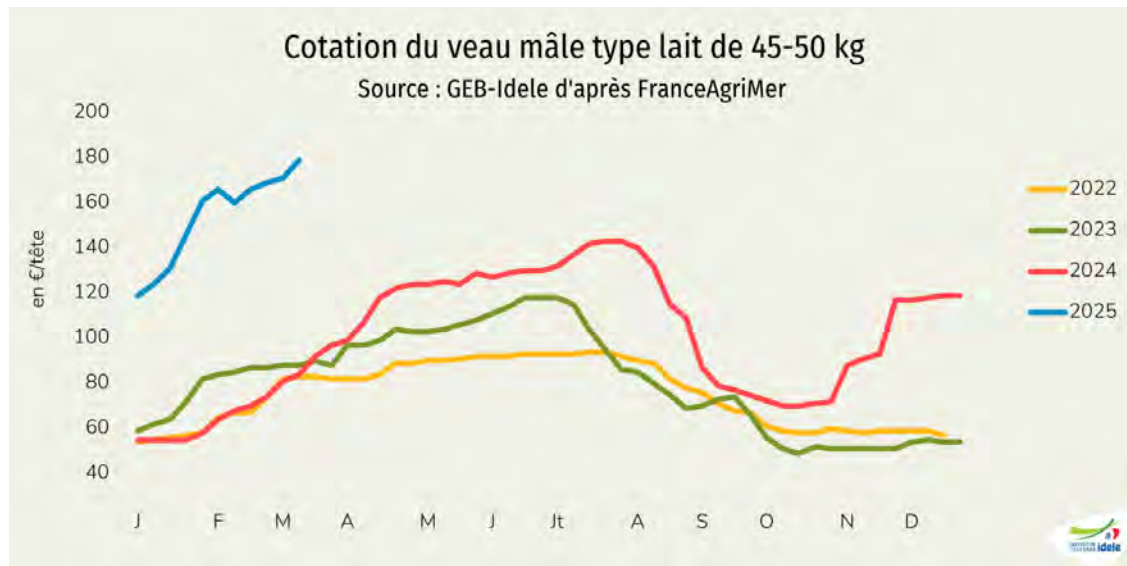
Les cours des veaux laitiers poursuivent leur ascension

Dernière révision le 24 mars 2025

L'offre en veaux laitiers est toujours faible partout en Europe sous l'effet de la décapitalisation laitière généralisée. Par conséquence, les prix sont en forte hausse.

Poursuite de la hausse précoce des cours en France

Après l'augmentation fulgurante de janvier, les cours des veaux laitiers se sont légèrement infléchis en février, puis ont repris leur ascension en mars.

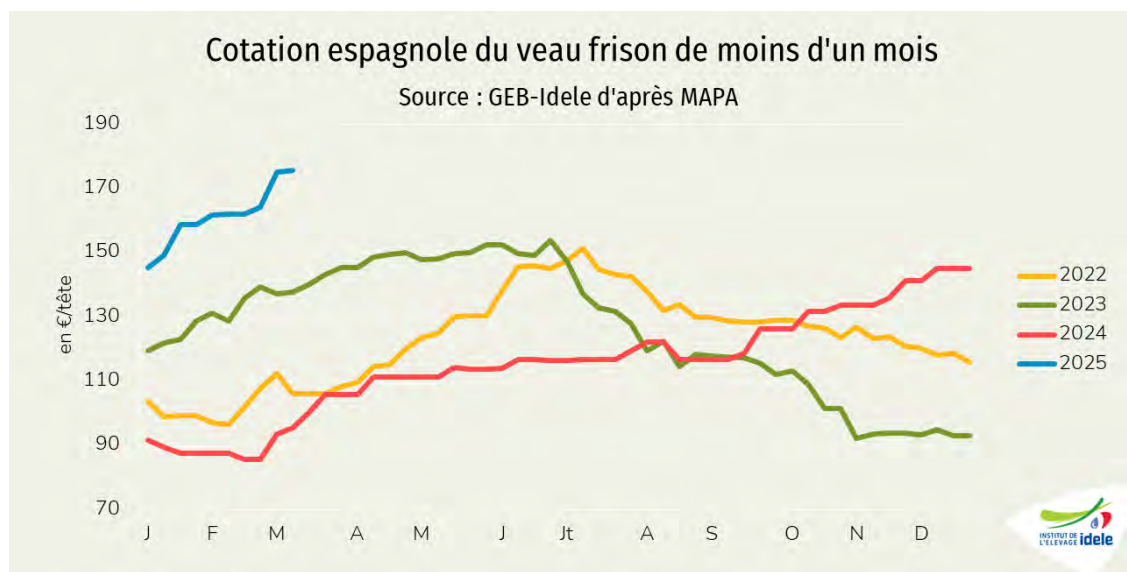


En semaine 11, les prix restaient à des niveaux largement supérieurs à ceux des années précédentes dans un contexte de raréfaction des animaux et de marché tendu depuis novembre 2024 :

- Les veaux mâles laitiers de 45 à 50 kg cotaient 179 €/tête, soit 95 € de plus qu'en 2024,
- Les veaux mâles laitiers de 50 à 55 kg cotaient 208 €/tête, soit 106 € de plus que l'année précédente,
- Les veaux mâles de type viande (croisés et allaitants) cotaient 348 €/tête (+98 €/2023).

Le prix des veaux espagnols aussi en forte hausse

Comme en France, les cours des veaux laitiers espagnols ont poursuivi leur hausse entamée à l'automne.

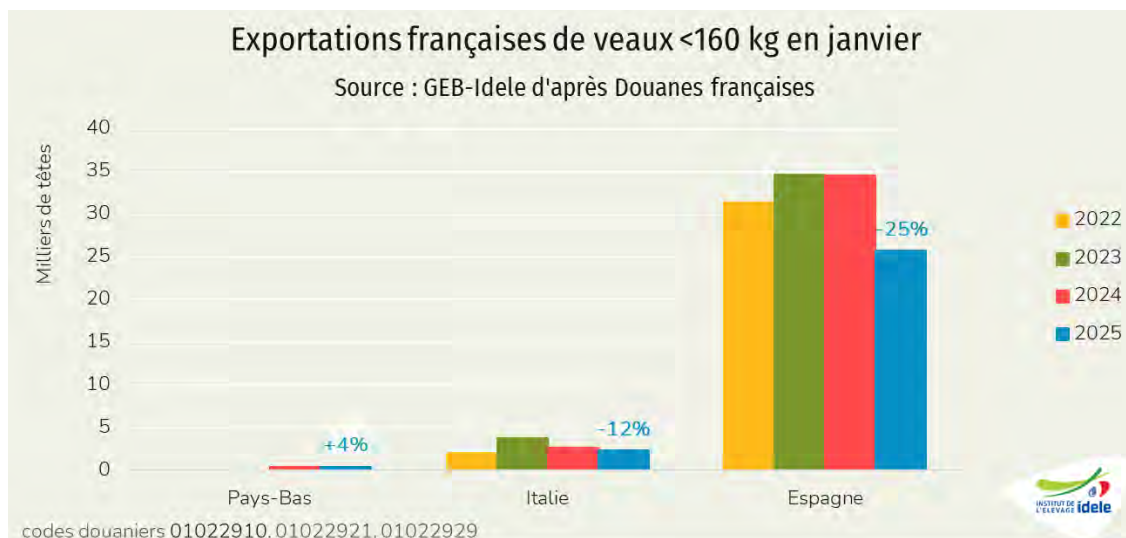


Ainsi, en semaine 10, le veau frison espagnol cotait 175 €/tête, un niveau fort supérieur aux deux années précédentes (+80 €/2024, +38 €/2023) et qui ne cesse de progresser (+13€ en 4 semaines). Historiquement le veau espagnol était plus cher que le veau français car plus âgé, mais en février l'écart entre les deux s'est nettement resserré et en mars l'écart a disparu du fait de la forte hausse du prix français.

Les prix de la viande bovine sont particulièrement élevés en Espagne en raison de la demande forte du Maghreb durant le ramadan. Pour en savoir plus sur ces marchés, consultez notre article consacré aux jeunes bovins en Europe.

Baisse des envois de veaux français

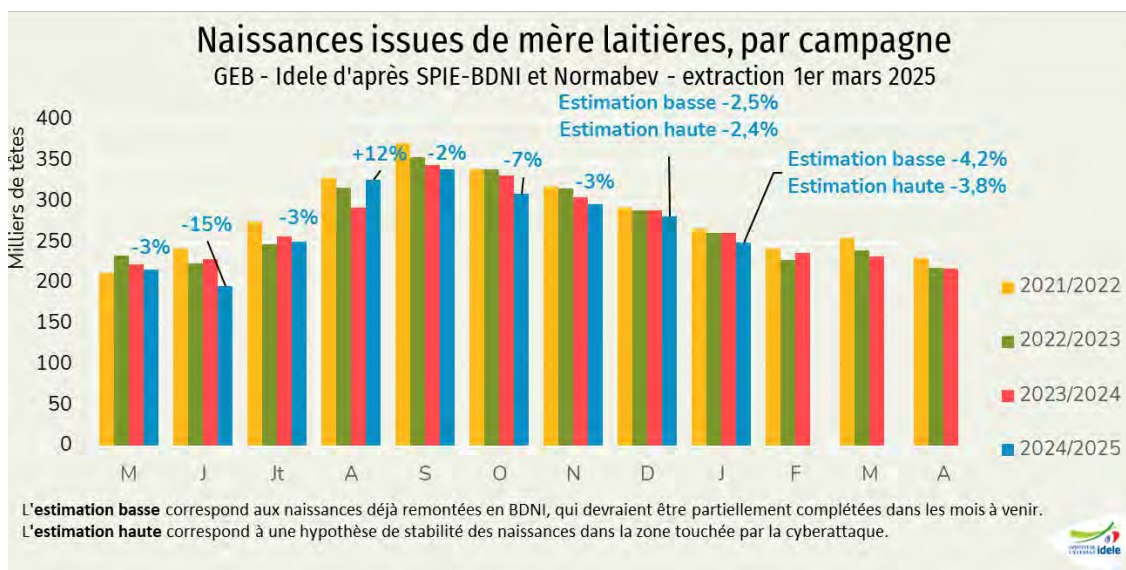
Faute de disponibilités et du fait des niveaux de prix atteints en France, les exportations de veaux étaient en fort recul ce début d'année 2025.



D'après les Douanes, 29 000 veaux ont été exportés en janvier 2025, en recul de 23% par rapport aux chiffres de 2024, soit -9 000 têtes. Les envois vers l'Espagne ont fortement régressé (-25%), de même que les expéditions vers l'Italie (-12%).

Naissances en baisse en janvier

À la suite d'une année 2024 en recul sous l'effet conjoint de la décapitalisation et de la FCO-3, les naissances de veaux laitiers étaient en net recul en ce début 2025. La cyberattaque visant l'ARSOE de Soual, continue de compliquer l'analyse des données de la BDNI. Néanmoins, les informations récemment recueillies hors de la zone touchée nous permettent d'estimer l'évolution des naissances laitières au cours des derniers mois.



En janvier, autour de 250 000 veaux sont nés, soit entre 4,2% (estimations haute) et 3,8% (estimations basse) de moins qu'en 2024 (environ – 11 000 veaux /2024).

Évolution contrastée de la production laitière mondiale début 2025

Dernière révision le 23 mars 2025

Lait de vache » Collecte laitière »

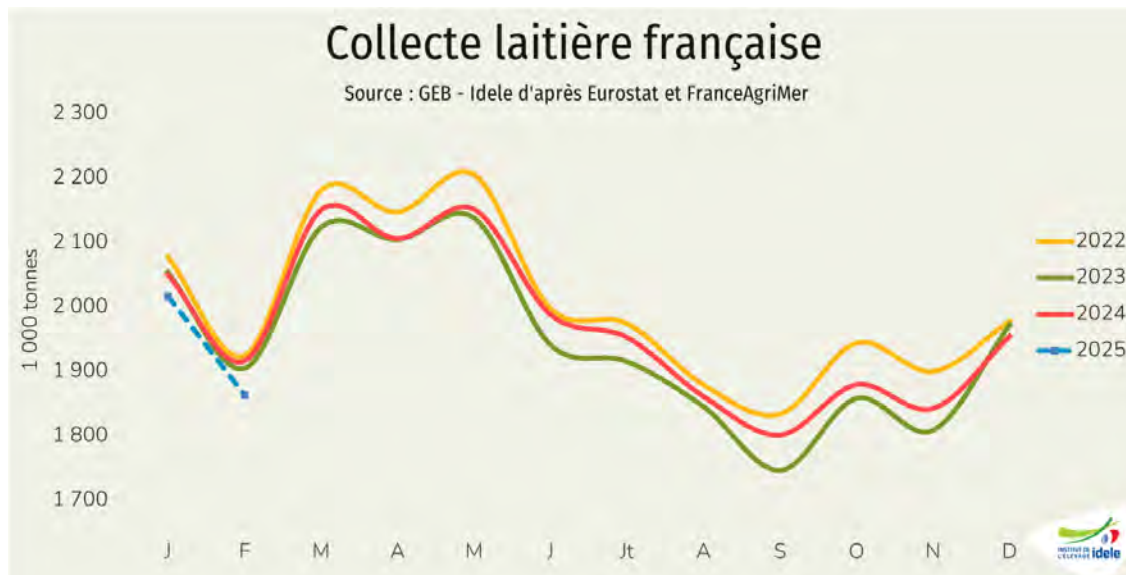
Un début d'année sous tension pour la collecte laitière française

Dernière révision le 24 mars 2025

Début 2025, la collecte laitière française a poursuivi le recul amorcé en décembre, en raison de la FCO et ce, malgré une bonne tenue du prix du lait.

Une collecte en net recul en janvier

En janvier, la collecte laitière française a reculé de 1,6% /janvier 2024. Cette tendance à la baisse a débuté en décembre à l'échelle nationale et dès octobre dans les régions du Nord et de l'Est, particulièrement touchées par l'épidémie de fièvre catarrhale ovine (FCO). D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le recul devrait s'accroître en février (-2,8% /2024).



En région, le recul s'est amplifié en Bourgogne Franche Comté (-9% /2024), dans le Grand Est (-7,2%) et reste fort dans les Hauts de France (-3,1%), trois régions durement affectées par la FCO. La baisse est plus modérée en Centre Val de Loire (-2,9%) et en Pays de la Loire (-0,6%). Au-delà de la contraction de la production, ce sont les conséquences à long terme qui suscitent des inquiétudes. La forte mortalité des veaux risque de compromettre le renouvellement des génisses d'ici deux à trois ans.

À l'inverse, la Bretagne (+0,8%) et la Normandie (+0,5%) affichent une collecte toujours en progression. En Occitanie, la dynamique est encore plus marquée, avec une hausse de 2,8% en janvier sur un an, poursuivant une tendance positive depuis six mois. Rappelons que la vague de chaleur de septembre 2023, suivie des épisodes sanitaires liés à la MHE à l'automne, avait fortement impacté la collecte laitière occitane durant cette période.

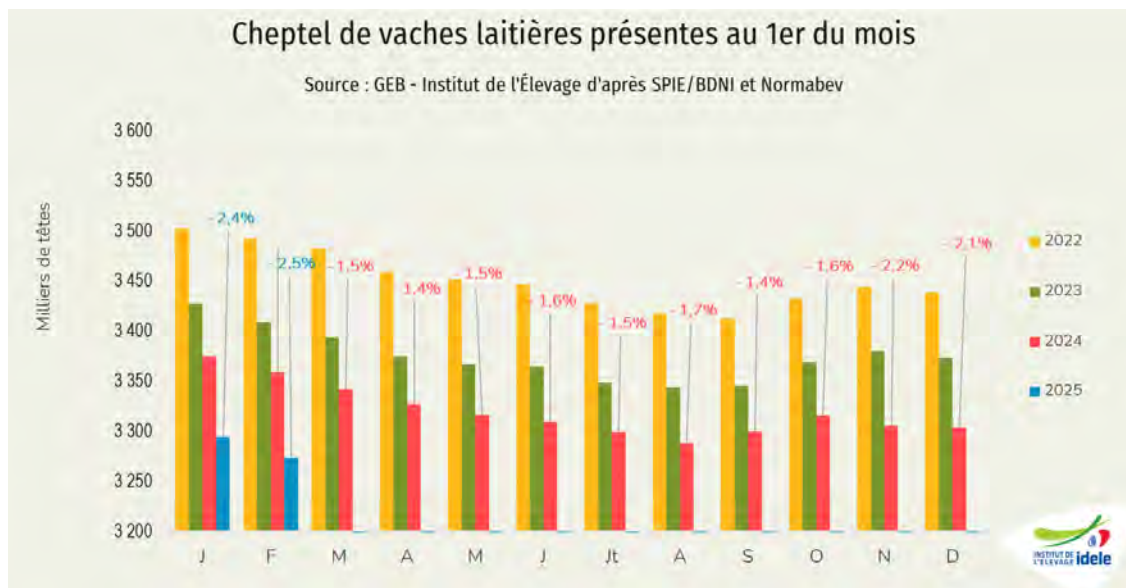
Les fourrages récoltés en 2024 sont de bonne qualité mais pas aussi excellents qu'en 2023. Également, le recul des prix des intrants alimentaires favorise la complémentation tout comme la bonne tenue du prix du lait. **La mise à l'herbe des vaches est en cours.** Toutefois, dans une grande partie du Nord, elle reste en suspens faute de portance des sols. La pousse de l'herbe tarde à s'intensifier, le manque de chaleur et de lumière freinant son développement. En revanche, dans le Sud, la mise à l'herbe a déjà commencé, avec même une certaine avance sur le calendrier habituel.

Dans les mois à venir, la collecte laitière pourrait encore être perturbée par les effets de la FCO. Pourtant, la conjoncture laitière, soutenue par un bon maintien du prix du lait, est favorable à la production. Ce contexte porteur dynamise les installations laitières et encourage les investissements.

Une accélération marquée du repli du cheptel

Le déclin du cheptel laitier s'est nettement accéléré ces derniers mois. Au 1er février, il affichait un repli de 2,5% /2024, tombant à 3,3 millions de têtes.

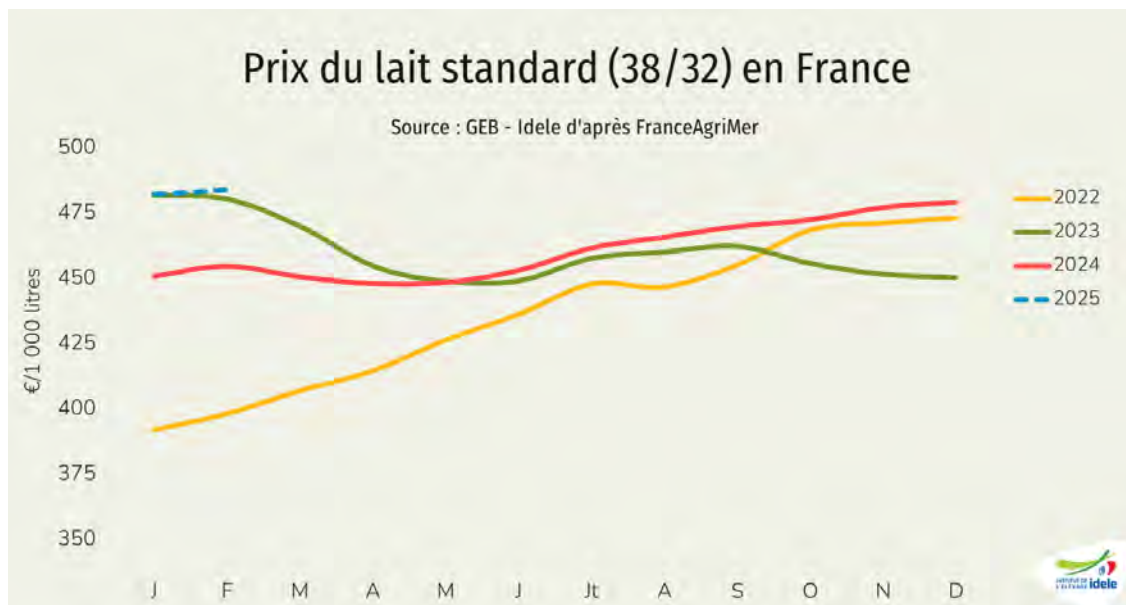
En février, le nombre de génisses intégrant le cheptel laitier a chuté de 6% /2024, tandis que les sorties d'animaux ont progressé de 1%. Le bilan des entrées et sorties s'est avéré très négatif. Côté vaches laitières, plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Le maintien d'un bon prix du lait a incité de nombreux éleveurs à garder leurs vaches pour maximiser leur production. Toutefois, les avortements en lien avec la FCO chez des animaux en gestation avancée ont pu contraindre certains éleveurs à réformer ces vaches plus tôt que prévu. Également, les bons prix des vaches de réforme ont pu encourager des réformes anticipées. Quant aux génisses, elles n'ont pas été épargnées par les avortements, retardant ainsi leur intégration dans le troupeau. Par ailleurs, si l'on remonte trois à quatre ans en arrière, période de naissance des animaux destinés à entrer aujourd'hui dans le cheptel, on observe que le contexte laitier de l'époque avait freiné les inséminations de femelles laitières. Cette baisse des naissances explique en grande partie la pénurie actuelle de génisses.



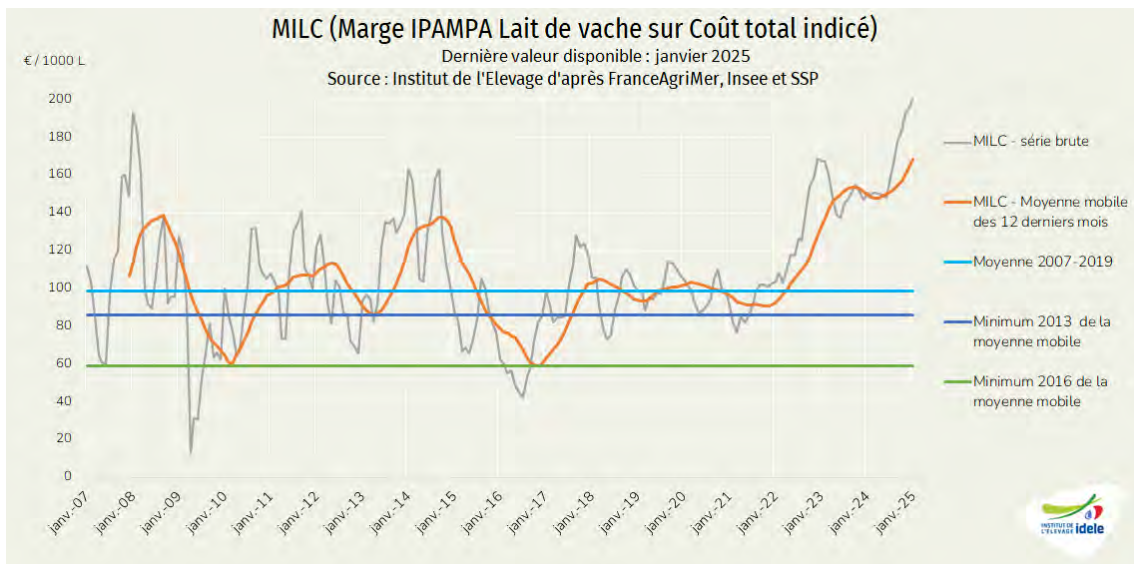
Un prix du lait en hausse

En janvier 2025, le prix du lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP) en France a atteint **482 €/1 000 l**, en hausse de 31€ sur un an. En février 2025, le prix du lait standard pourrait atteindre 484 €/1 000 l, selon les estimations de l'Observatoire de l'Éleveur Laitier.

La tendance haussière des prix devrait se poursuivre en 2025, portée par plusieurs facteurs : une collecte tendue en France et en Europe, une tension sur la matière grasse laitière, et une bonne tenue de la consommation de produits laitiers par les ménages. Toutefois, cette dynamique pourrait être freinée par des négociations commerciales particulièrement compliquées avec la grande distribution. Les enseignes alimentaires exercent une pression forte à la baisse des prix des produits de grande consommation (PGC) laitiers.



Les charges en élevages, d'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), ont **légèrement progressé en janvier 2025** d'un mois sur l'autre (+0,7%) mais ont diminué de 1,9% / janvier 2024. Sur un an le recul est très marqué pour le poste aliment acheté (-7,4% /2024), plus modéré pour les engrais (-0,9%) tandis que les coûts de l'énergie ont augmenté (+0,9%). La plupart des autres charges incluses dans l'IPAMPA sont en baisse, à l'exception des frais vétérinaires, des dépenses liées à l'entretien du matériel et des bâtiments, ainsi que des frais généraux. Par ailleurs, certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, telles que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, continuent de progresser.



La marge MILC, estimée à 202 €1 000 l en janvier, a gagné 6 € en un mois portée par la hausse du produit lait, l'augmentation du produit de la vente des animaux et une petite augmentation des charges. La MILC a augmenté de 51 €1 000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 35 €, les coproduits viande ont augmenté de 9 €, tandis que les charges se sont réduites (-7€).

Lait de vache » Collecte laitière »

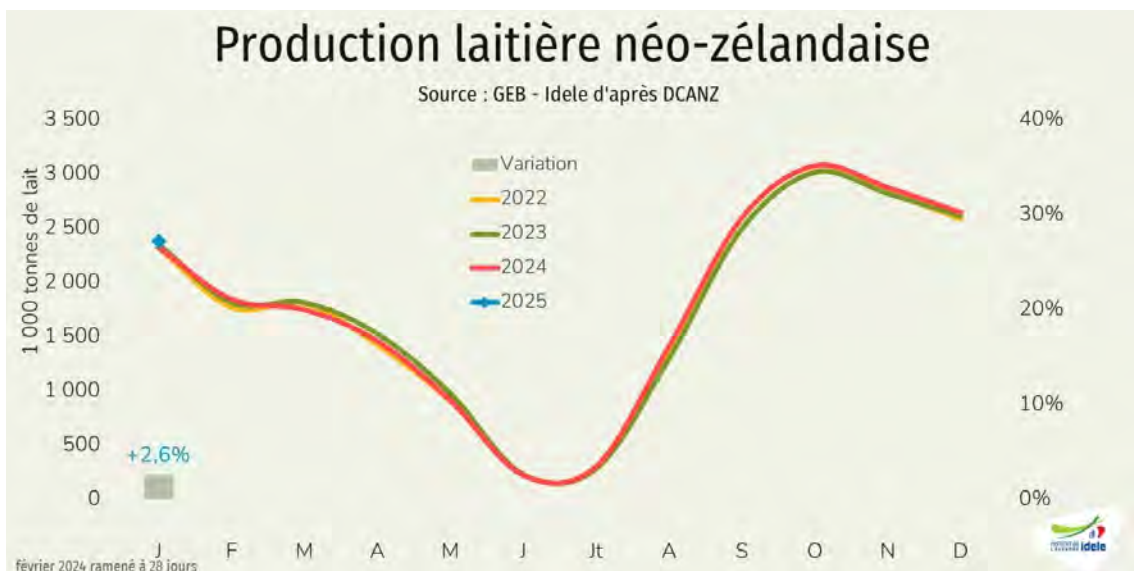
La production néozélandaise toujours dynamique

Dernière révision le 24 mars 2025

La production laitière reste dynamique en Nouvelle-Zélande depuis le début de la campagne. Un épisode de sécheresse est désormais installé dans le Nord du pays.

Dynamisme néo-zélandais depuis le début de la campagne

En **Nouvelle-Zélande**, depuis le début de la campagne laitière 2024-2025 entamée en juin dernier, la collecte de lait est restée plutôt dynamique. Depuis juillet 2024, elle a affiché mois après mois une progression sur un an. Le mois de janvier 2025 n'a pas échappé à la règle : 2,39 millions de tonnes de lait ont été produites dans le pays (+2,6%/2024). En matière solide utile (MSU), la progression était plus marquée (+5,0%). **Depuis le début de la campagne (juin 2024-janvier 2025), 15,55 millions de tonnes de lait ont été produites dans les élevages néo-zélandais (+3,0%/2023-2024).**

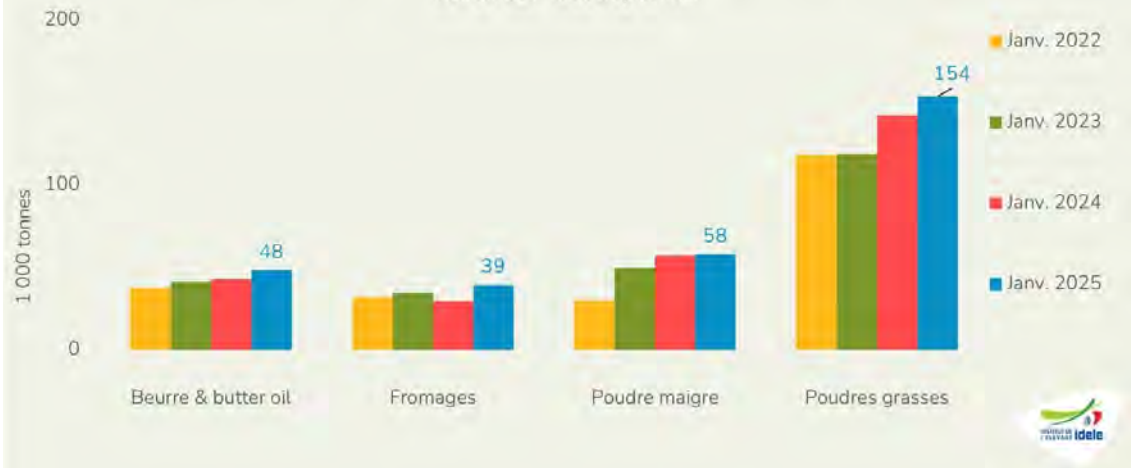


Début 2025, les opérateurs néo-zélandais étaient actifs sur les marchés mondiaux et **les exportations de produits laitiers ont été en hausse** alors que les disponibilités mondiales restent plutôt limitées. En janvier, les envois des principales commodités laitières avaient progressé sur un an, avec :

- 48 000 tonnes de beurre (+12% /2024) ;
- 39 000 tonnes de fromages (+33%) ;
- 58 000 tonnes de poudre maigre (+1%) ;
- 154 000 tonnes de poudres grasses (+8%).

Exportations cumulées de la Nouvelle-Zélande

Source : GEB - Idele d'après TDM

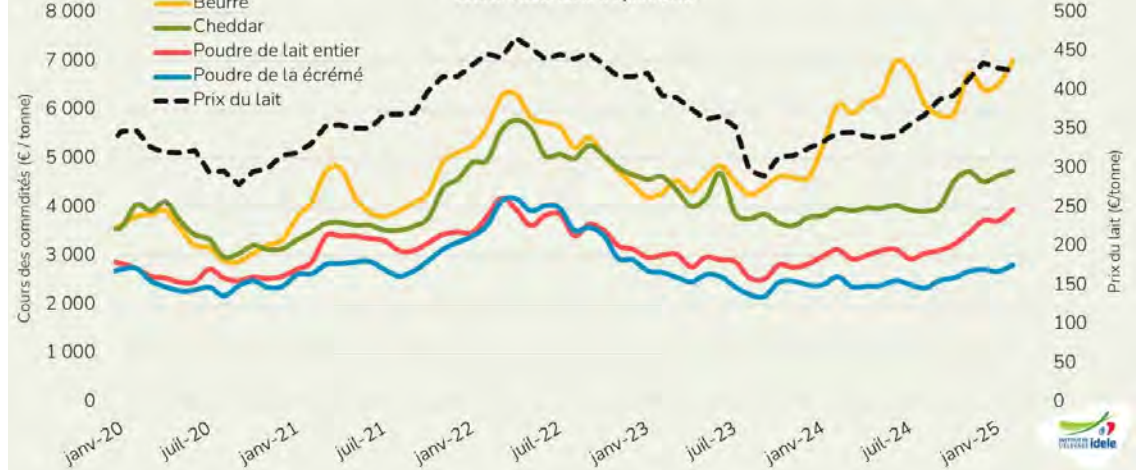


La demande en produits laitiers soutient les cotations depuis plusieurs mois. **Les cours des principales commodités laitières étaient en hausse sur un mois et sur un an en janvier 2025** en Nouvelle-Zélande. Le beurre cotait 7 005 €/t (+15% /2024), le cheddar 4 759 €/t (+19%), la poudre maigre 2 821 €/t (+9%) et les poudres grasses 3 961 €/t (+26%).

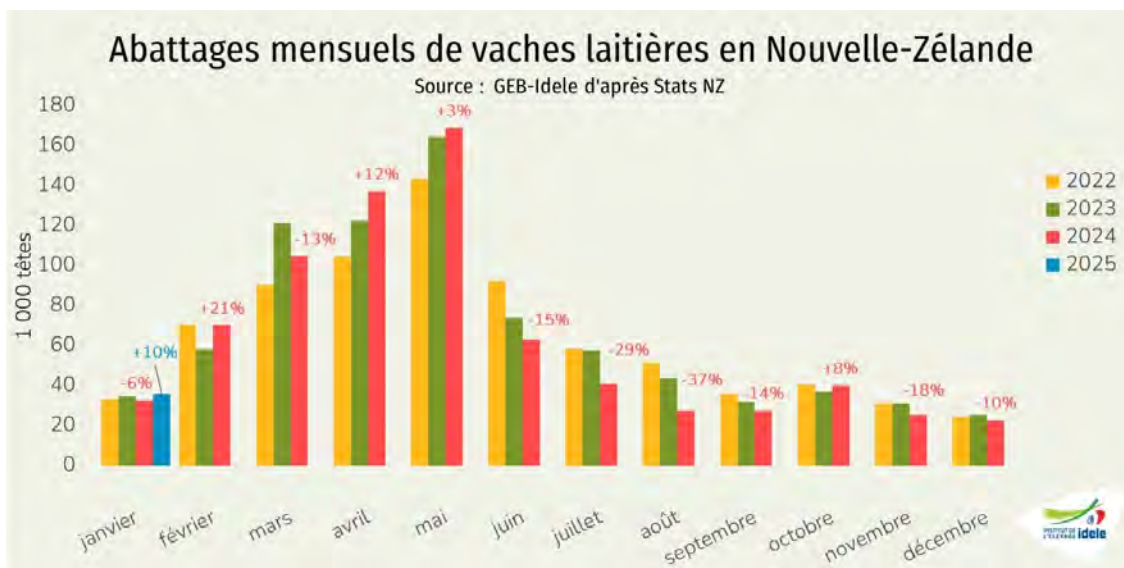
Dans ce contexte plutôt porteur, **le prix du lait payé aux éleveurs en Nouvelle-Zélande a progressé tout au long de 2024**. En janvier 2025, il s'établissait à 426 €/tonne en hausse de 90 € sur un an (+27% /2024), mais en léger recul sur un mois toutefois (-4€ ou -1%), uniquement du fait de la dévaluation du dollar néo-zélandais face à l'euro.

Cotations des commodités laitières et prix du lait en Nouvelle-Zélande

Source : GEB-Idele d'après ZMB



Autre signe du dynamisme de cette campagne laitière, **les abattages de vaches de réforme ont été en retrait** dans le pays. Un peu moins de 285 000 vaches ont été abattues entre juin 2024 et janvier 2025 (-6% /2023-2024, -23% /2022-2023 et -13% /2021-2022).

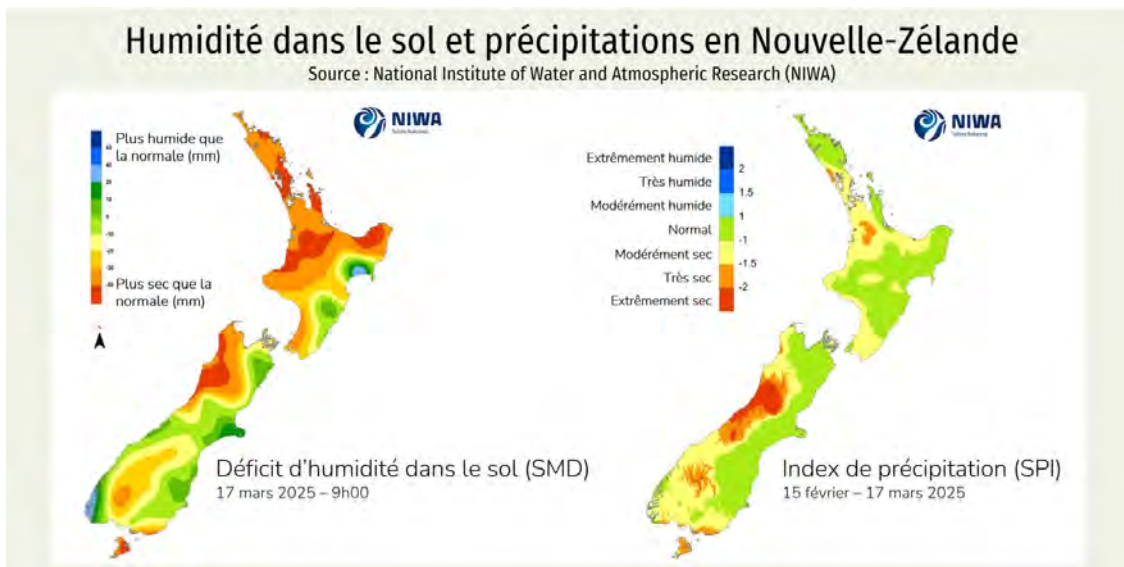


Un début de sécheresse dans le Nord du pays

Si la campagne laitière a été jusqu'ici dynamique, quelques événements récents soulèvent des inquiétudes dans le pays. Ainsi, **un rebond des abattages de vaches laitières a été observé en janvier 2025** avec près de 36 000 vaches abattues (+10% /janvier 2024). Mais les dynamiques sont différentes entre les îles du Nord et du Sud. Les abattages étaient en recul au Sud (-2 400 vaches ou -17% /janvier 2024), mais **en nette hausse dans le Nord** (+ 6 400 vaches ou +25%) où la majorité de la production laitière se situe.

En effet, fin février, **le ministre de l'Agriculture de Nouvelle-Zélande a déclaré l'état de sécheresse** dans la région de Taranaki, dans l'île du Nord. Cet état a ensuite été étendue à d'autres régions dont le Northland, Waikato, Horizons et Marlborough. Pour plus d'informations, lire les témoignages d'éleveurs dans cet article du RNZ.

Ces régions subissent depuis plusieurs semaines des conditions chaudes et sèches, réduisant la pousse de l'herbe dans les pâturages et la disponibilité des eaux souterraines. Les indicateurs du *New Zealand National Institute of Water and Atmospheric Research* (NIWA) montrent notamment un net repli de l'humidité dans le sol dans l'île du Nord.



Certains agriculteurs auraient réduit la traite à une fois par jour quand d'autres doivent acheter de l'aliment. En attendant de mesurer les effets précis de cet épisode de sécheresse, la coopérative Fonterra a annoncé l'augmentation de ses prévisions de bénéfices pour la campagne 2024-2025.

Lait de vache » Collecte laitière »

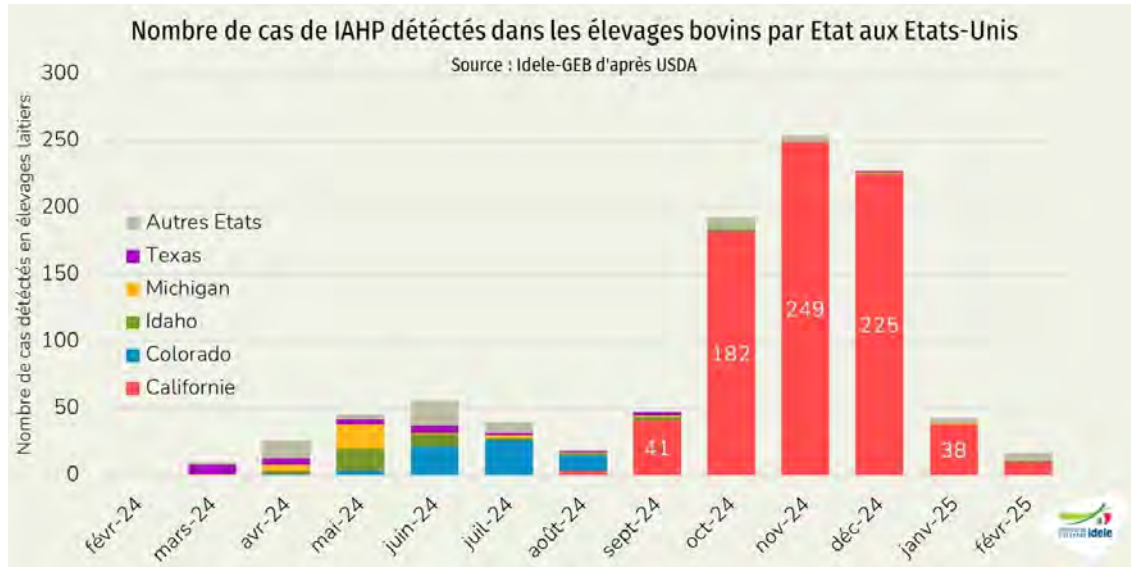
La production laitière étasunienne face à l'Influenza aviaire

Dernière révision le 24 mars 2025

Révélee par les premiers tests positifs en élevages laitiers il y a un an, l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) a particulièrement affecté la production laitière en Californie, 1er État producteur de lait des États-Unis.

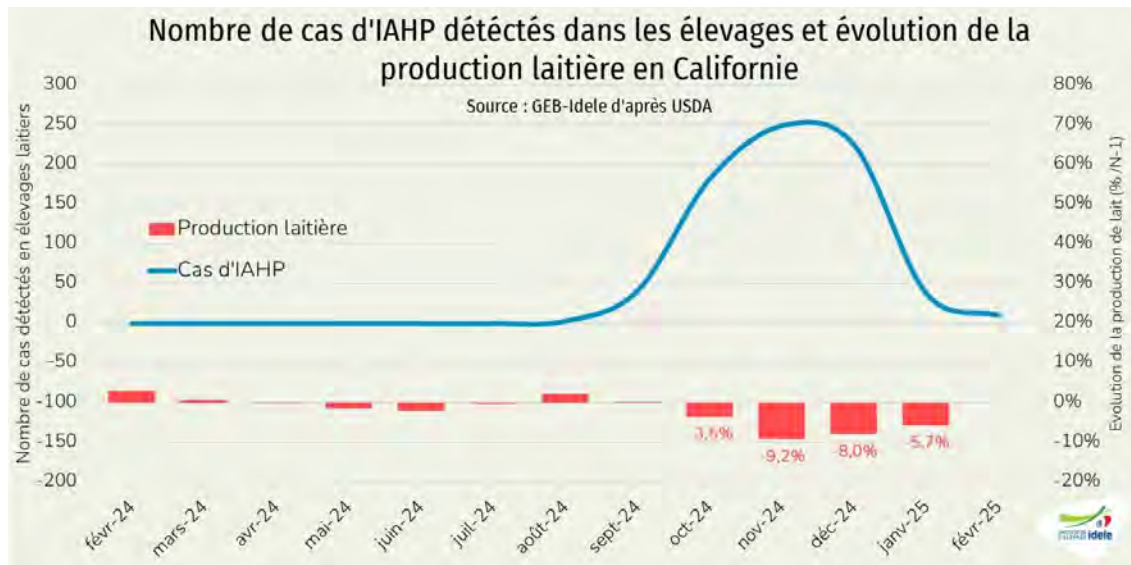
L'épizootie d'IAHP a amputé la production laitière des États-Unis

Aux États-Unis, l'influenza aviaire (souche H5N1) a été détectée pour la 1^{ère} fois il y a plus d'un an dans l'Idaho, le 11 mars 2024. L'épizootie a ensuite diffusé et touché les élevages laitiers de 18 États, répartis majoritairement dans le Sud et l'Ouest du pays. **Entre mars 2024 et mars 2025, près de 1 000 cas ont été répertoriés dans les élevages laitiers du pays** (987 cas). Faits notables, plus de deux-tiers des cas ont été comptabilisés sur le dernier trimestre 2024 (68%) et la **Californie en a concentré plus des trois quarts** (76%) sur l'ensemble de la période.

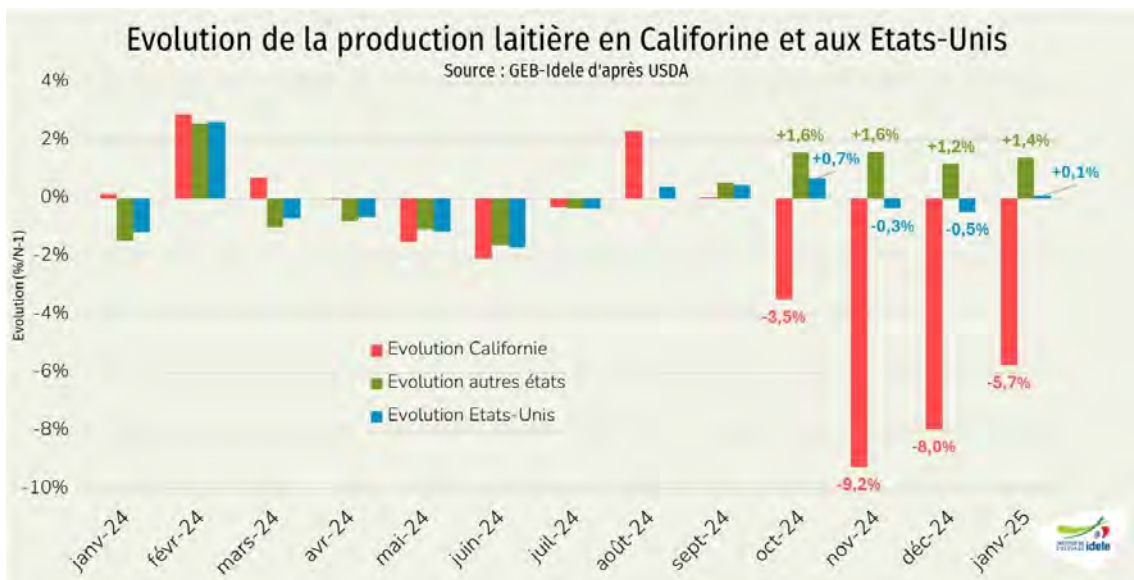


Si les effets de l'épizootie sur la production laitière ont été longtemps inconnus, plusieurs études de cas ont été renseignées. Dans une exploitation de bovins laitiers infecté par l'IAHP en mars 2024 et suivi pendant trois mois, 20% des animaux ont présenté des signes cliniques et la baisse de production de lait était de 33 % pendant l'épisode clinique. En outre, la production de lait des vaches rétablies n'est pas revenue à la normale et présentait une perte moyenne estimée à 680 kg par vache pour le reste de la lactation. Le taux de mortalité des animaux ayant présenté des signes cliniques était 6 fois plus élevé que celui des animaux sans signe clinique alors que le taux de réforme était 4 fois plus élevé.

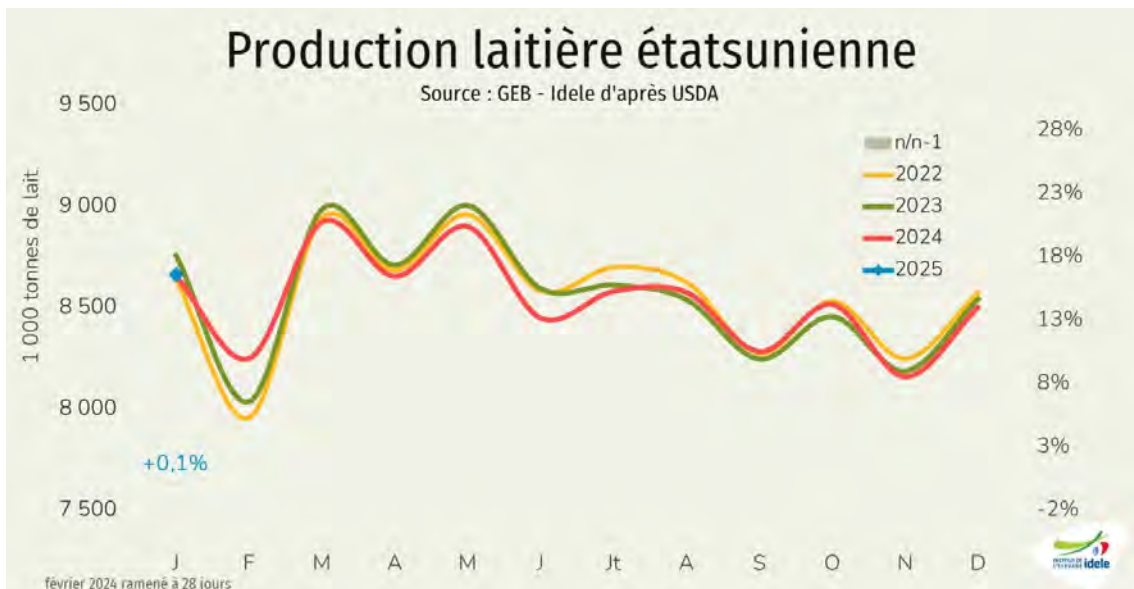
Ainsi, lors du pic de l'épizootie au dernier trimestre 2024, **le nombre élevé de cas en Californie a eu des effets importants sur la production de l'État**. Sur la période, 656 cas y ont été détectés et la production de lait californienne a fortement reculé sur un an (-7% /2023).



Or, la Californie est le premier État producteur de lait des États-Unis devant le Wisconsin, le Texas et l'Idaho. En 2024, elle comptait pour 18% de la production de lait comme du cheptel de vaches laitières des États-Unis. **Les baisses conséquentes de production ont contribué au léger repli sur un an de la production totale de lait des États-Unis en novembre et en décembre 2024** (de respectivement -0,3% et -0,5% /2023)



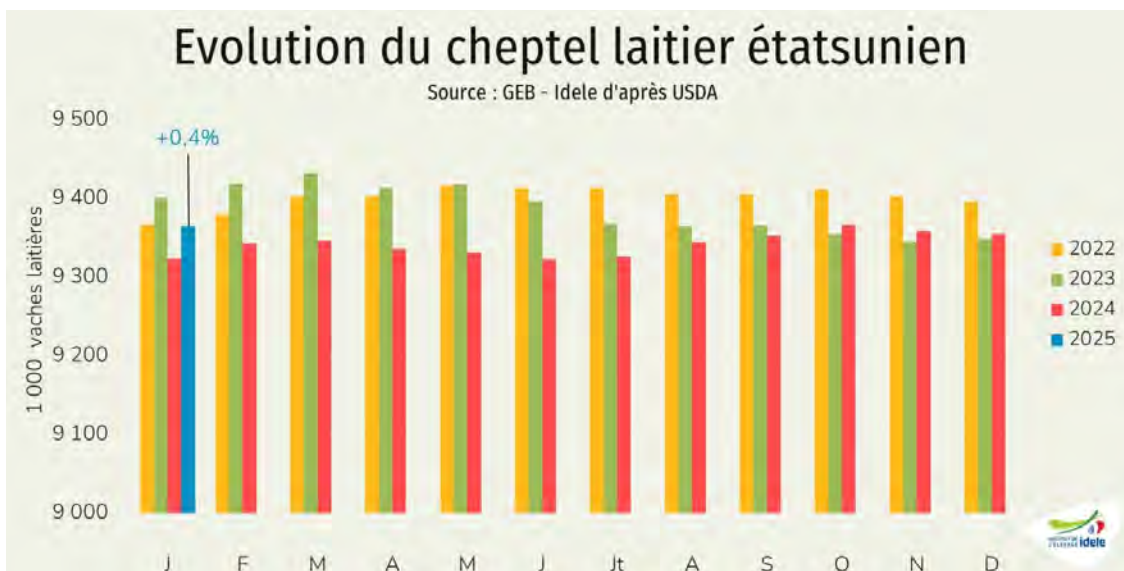
Depuis le pic de novembre 2024, le nombre de cas répertoriés d'IHPP recule : 228 cas détectés dans l'ensemble du pays en décembre 2024 puis 43 cas en janvier 2025 et 17 cas en février 2025. Début 2025, le recul sur un an de la production de lait en Californie était moins marqué bien que toujours conséquent (-6% /janvier 2024). Et **dans l'ensemble du pays, la production laitière était stable sur un an (+0,1% /2024 à 8,66 millions de tonnes).**



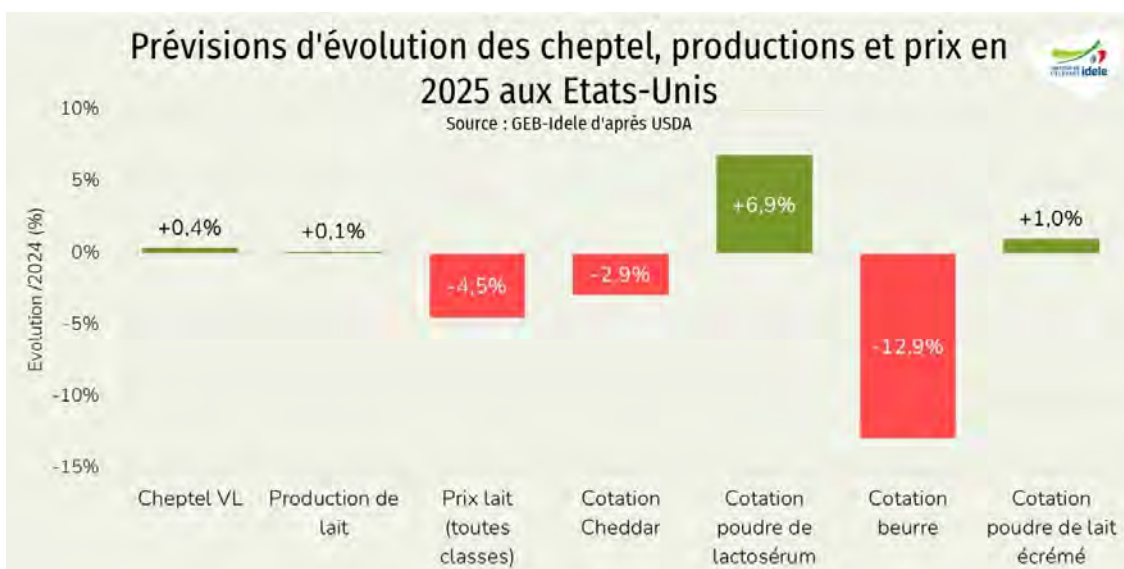
Si le nombre de cas a nettement reflué depuis trois mois dans le sillage du recul saisonnier de ce type de maladie, des incertitudes demeurent malgré tout sur la suite du développement de la maladie dans le pays. L'administration Trump s'attaque aux budgets comme au fonctionnement de bon nombre d'agences fédérales, dont les *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC) et même l'USDA, entités essentielles dans la lutte contre l'épizootie. Récemment, **un nouveau variant de la grippe aviaire H5N1 a été détecté dans les fermes laitières dans le Nevada et l'Arizona, et la maladie pourrait devenir endémique**, laissant planer le doute sur la suite. D'après certains experts interrogés par *the Guardian*, il reste peu probable que l'épidémie actuelle aux États-Unis prenne fin sans intervention de l'État fédéral, alors que de nouvelles mutations du virus sont hautement probables.

Quelles perspectives pour la filière laitières aux États-Unis en 2025 ?

Le secteur laitier étatsunien a abordé le début de 2025 avec des prix des aliments favorables, un cheptel laitier légèrement plus important et un prix du lait légèrement réduit. Selon l'USDA, **les effectifs de vaches laitières en janvier 2025 était de 9,365 millions de têtes, en légère hausse sur un an (+40 00 têtes ou +0,4%/2024)**. Mais les effectifs des génisses de remplacement avaient diminué de 37 000 têtes, limitant les possibilités d'expansion du troupeau.



Malgré cela, avec les revenus élevés en 2024, l'USDA prévoit une progression du nombre de vaches en production laitière en 2025 (+0,4% /2024). Dans le même temps, la production de lait par vache devrait diminuer via la rétention des vaches plus âgées dans le cycle de production. Ainsi, **les prévisions de mars 2025 de l'USDA envisageaient une production de lait stable en 2025**. Dans le même temps, les prix et cotations devraient rester globalement soutenus en 2025, bien que certaines d'entre elles devraient connaître un ajustement à la baisse en moyenne annuelle par rapport au niveau élevé de 2024. C'est notamment le cas pour le beurre (-13% /2024).



Attention toutefois, ces prévisions ne tiennent pas compte d'un éventuel nouvel épisode d'IAHP ni des éventuels effets sur les échanges de produits laitiers que la guerre commerciale imposée par Trump à ses principaux partenaires pourrait engendrer.

Lait de vache » Collecte laitière »

Recul marqué du lait bio en France face à des tendances divergentes en Europe

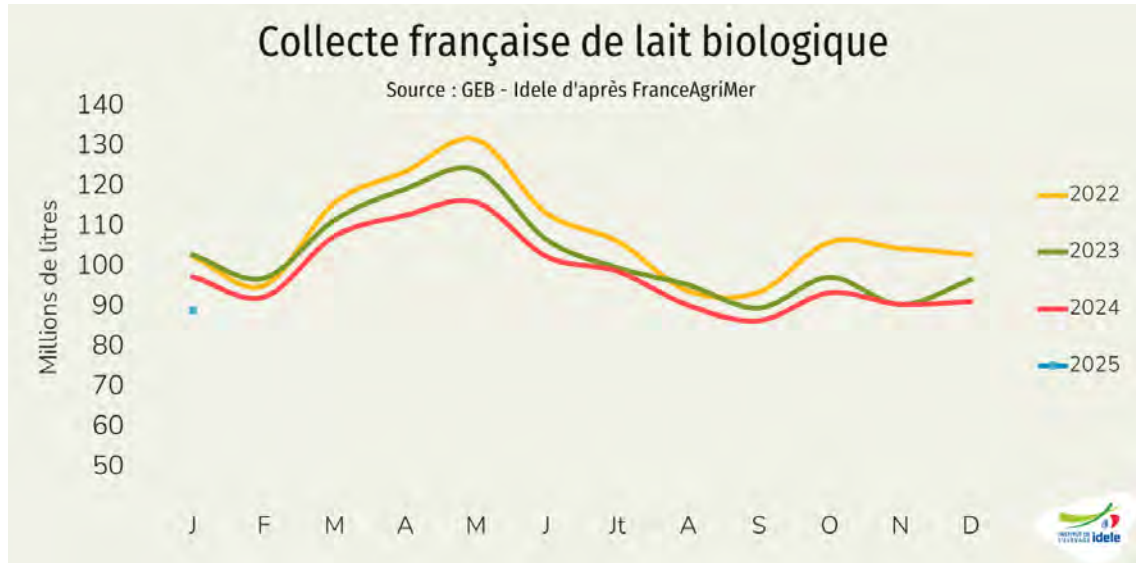
Dernière révision le 24 mars 2025

La collecte de lait bio en France continue de connaître un recul prononcé en ce début d'année. Ailleurs en Europe, les évolutions sont contrastées.

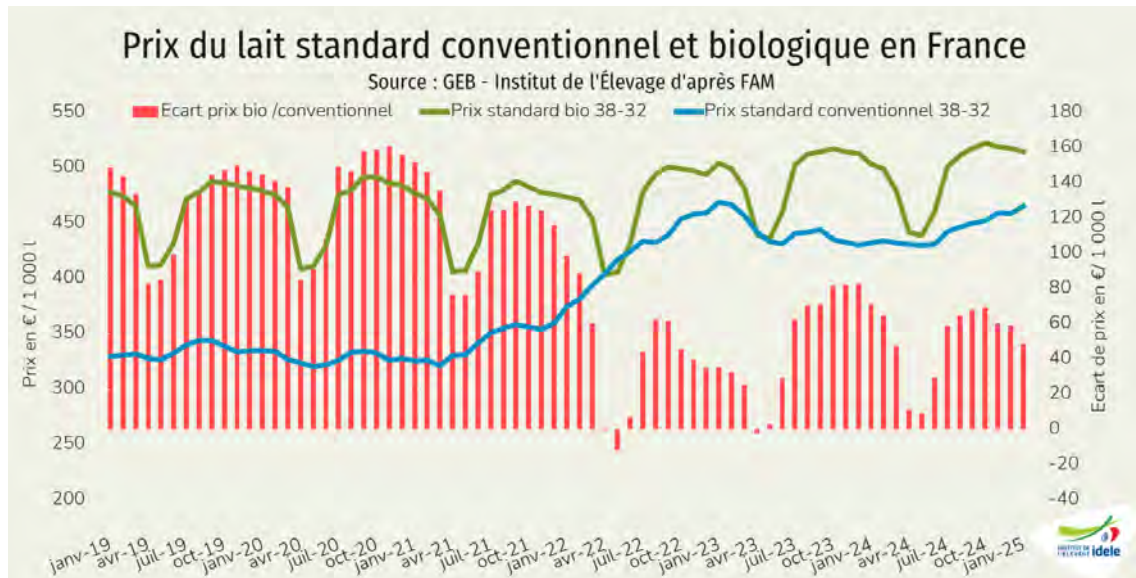
Une collecte de lait bio en repli en France

En janvier, la collecte française de lait bio a chuté de 8,6% /janvier 2024, poursuivant une tendance baissière pour la troisième année consécutive. Ce recul, particulièrement marqué, s'observe dans toutes les régions, avec un impact encore plus prononcé dans celles touchées par la fièvre catarrhale ovine (FCO). Les Hauts-de-France enregistrent une baisse spectaculaire de 19,0% en janvier, suivis de la Bourgogne-Franche-Comté (-16,6%) et du Grand Est (-15,1%). Même dans les principales régions productrices de lait bio, la tendance est fortement négative, avec des replis allant de -5,0% en Pays de la Loire à -8,5% en Normandie. Au-delà des effets de la FCO sur la productivité des vaches, la moins bonne qualité des fourrages récoltés en 2024 en comparaison de 2023 ainsi que la distribution limitée de concentrés en raison de leurs coûts élevés expliquent les moindres performances laitières. Par ailleurs, le nombre d'arrêts de certifications s'est accru ces derniers mois, entraînant une **chute du nombre de livreurs de lait bio : en janvier, ils n'étaient plus que 3 700 (-6,1% /janvier 2024)**.

Le marché du lait bio reste sous tension, affecté par des ventes aux ménages qui peinent à redécoller et par des écarts de prix réduits avec le lait conventionnel. Dans certaines zones, les incidents sanitaires touchant les troupeaux accentuent les difficultés et pèsent lourdement sur le moral des éleveurs.

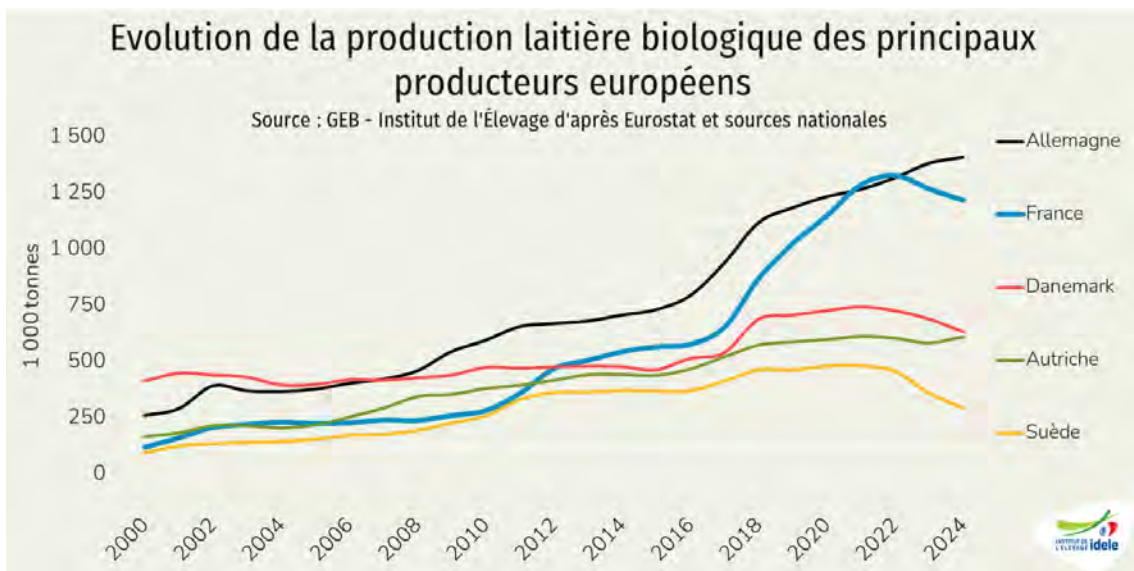


En janvier, le prix moyen du lait bio 38/32 s'est établi à 515 €/1 000 l (+12€/2024). L'écart avec le prix du lait conventionnel n'atteint pas 50 €/1 000 l.



En Europe, des évolutions contrastées pour le marché du lait bio

En Allemagne, la collecte de lait bio a poursuivi sa progression. Elle a atteint **1,41 million de tonnes en 2024, en hausse de 1,9% /2023**. Depuis deux ans, elle dépasse désormais celle de la France, qui s'établissait à 1,22 million de tonnes en 2024. Aujourd'hui, 4,5% de la collecte allemande provient de la filière biologique. **Les achats des ménages de lait conditionné bio ont connu une croissance soutenue** après une période de rupture entre mi-2022 et mi-2023. En février 2025, ils représentaient 15,4% du volume total des achats de lait des ménages, un niveau jamais atteint auparavant. Après une forte augmentation des prix en magasin en 2022, ceux-ci ont nettement reculé, rendant le lait bio à nouveau plus attractif pour les consommateurs. En février 2025, le litre de lait bio à 1,5% de matière grasse était vendu à 1,14€, soit une baisse de 25 % par rapport aux niveaux observés mi-2022.



En Autriche, la collecte de lait bio est repartie à la hausse en 2024 (+4,7% /2023) après s'être légèrement contractée en 2022 et 2023. Elle a atteint 612 000 t et représente 18,1% de la collecte nationale. La consommation de produits laitiers biologique occupe une place significative mais a été perturbée par le contexte inflationniste en 2023. Le lait frais et le lait UHT bio ont représenté 28,3% en valeur du marché laitier, toutes catégories confondues. Selon l'AMA, en 2024, la part des produits biologiques dans les ventes en volume a légèrement progressé. **Le lait biologique demeure particulièrement apprécié des consommateurs autrichiens**, d'autant que l'écart de prix avec le lait conventionnel reste faible. En 2024, le lait frais biologique était seulement 7,3% plus cher que son équivalent conventionnel.

Au Danemark, la collecte de lait bio recule depuis 2022. Elle a atteint 635 000 t en 2024 (-8,7% /2023) et représente 11,2% de la collecte totale. Face à une demande en recul, des entreprises laitières majeures telles qu'Arla Foods ont cessé d'établir de nouveaux contrats pour la production biologique, incitant même les producteurs existants à revenir à la production conventionnelle pour ajuster l'offre.

En Italie, la collecte de lait bio est descendue à 213 000 t en 2024 (-9% /2023). Elle est en recul depuis 2022. Elle représente 1,6% de la collecte italienne. L'une des causes principales de ce recul réside dans des marges qui ne sont pas significativement supérieures à celles de la production conventionnelle. En conséquence, de plus en plus de producteurs abandonnent le bio au profit du conventionnel. Du côté de la consommation, le coût élevé des produits laitiers en général décourage les consommateurs, qui se tournent vers des alternatives moins coûteuses. Ce phénomène est d'autant plus marqué pour les produits laitiers biologiques. En 2024, les achats des ménages de produits laitiers bio ont continué à décliner : -5,9%/2023 en quantité pour le lait UHT, -5,6% pour le beurre, toutefois les yaourts ont enregistré une hausse (+3%).

En Grande Bretagne, la collecte a poursuivi sa tendance à la baisse en 2024 (-9% /2023), mais a montré des signes de reprise à partir de novembre. Parallèlement, la demande en magasin continue de se renforcer, avec une hausse des ventes de lait, de yaourts et de beurre. Les prix en magasin ont diminué, rendant ces produits biologiques plus accessibles aux consommateurs.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

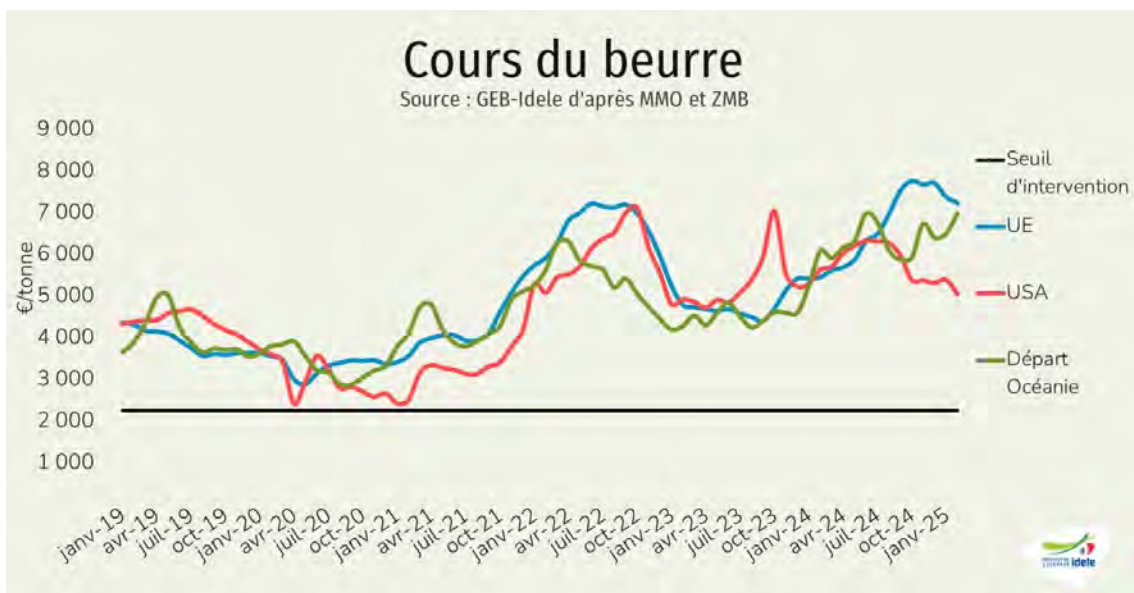
Divergences pour les cours des ingrédients

Dernière révision le 23 mars 2025

Les cotations des ingrédients laitiers connaissent des dynamiques divergentes suivant leur origine : hausses en Océanie, baisses aux États-Unis et situation plus variée dans l'UE.

Le beurre en hausse en Océanie, en baisse ailleurs

Depuis le début de 2025, **les dynamiques des cotations du beurre restaient divergentes.** En **février 2025**, elles étaient en retrait marqué sur un mois en Amérique du Nord (-6% /janvier 2025 et -10% /février 2024, à 5 067 €/t). La baisse était moins forte dans l'UE et les cours demeuraient soutenus (-2% /janvier 2025 mais +33% /février 2024, à 7 256 €/t). Ils étaient orientés à la hausse en Nouvelle-Zélande (+7% /janvier 2025 et +15% /février 2024, à 7 005 €/t), où la demande à l'export est dynamique.

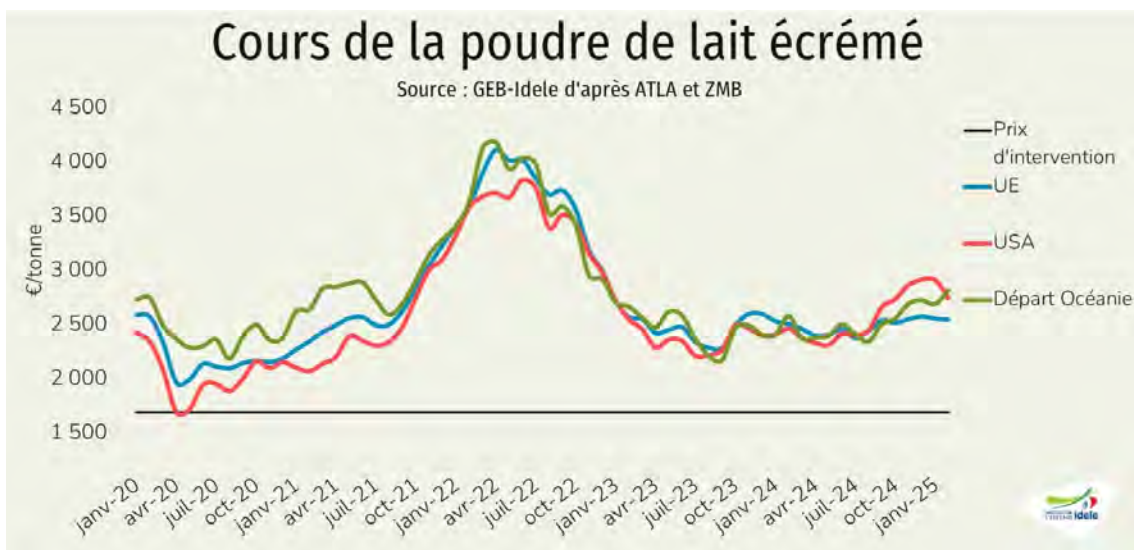


Aux États-Unis, la demande en beurre pour la vente au détail ou la restauration sur le marché intérieur restait mitigée début mars d'après l'USDA. Et la demande à l'export restait affectée par des conditions de marché instables. La forte disponibilité en crème dans le pays et sa transformation en grande partie en beurre participait à l'augmentation du niveau de production et continuait de peser sur les prix.

D'après AMI, les demandes en beurre conditionné comme en beurre en bloc **au sein de l'UE-27** étaient plutôt bonnes avec la légère détente des prix. Pour le beurre en bloc, ce sont plutôt les livraisons à court terme qui ont été jusqu'ici privilégiées. Les fabricants restent prudents pour les contrats à plus long terme.

Divergence des cotations de la poudre maigre

En **février 2025**, les cours de la poudre maigre ont connu des évolutions diverses. Ils étaient en hausse sur un mois en Océanie (+5% /janvier 2025 et +9% /février 2024, à 2 821 €/t), relativement stables en UE (= /janvier 2025 et +2% /février 2024, à 2 549 €/t) et même en baisse en Amérique du Nord (-6% /janvier 2025 mais +12% /février 2024, à 2 751 €/t).



Le marché de la poudre de lait écrémé en **Europe** est actuellement plutôt calme. La compétitivité des produits de l'UE sur le marché mondial a diminué avec un euro plus ferme. En janvier 2025, les exportations de l'UE avaient déjà marqué le pas, à 58 000 tonnes (-1% /2024).

Aux États-Unis, d'après l'USDA, les transformateurs faisaient état de conditions de marché peu propices à la hausse de prix depuis le début de l'année. Avec une augmentation de la disponibilité du lait (et donc de la transformation en poudre) et un sentiment de marché incertain, les clients potentiels adoptent une approche attendiste.

Sur les premiers mois de 2025, demande et production, toutes deux en net repli, s'équilibrent dans les îles britanniques

Dernière révision le 24 mars 2025

Viande ovine » France »

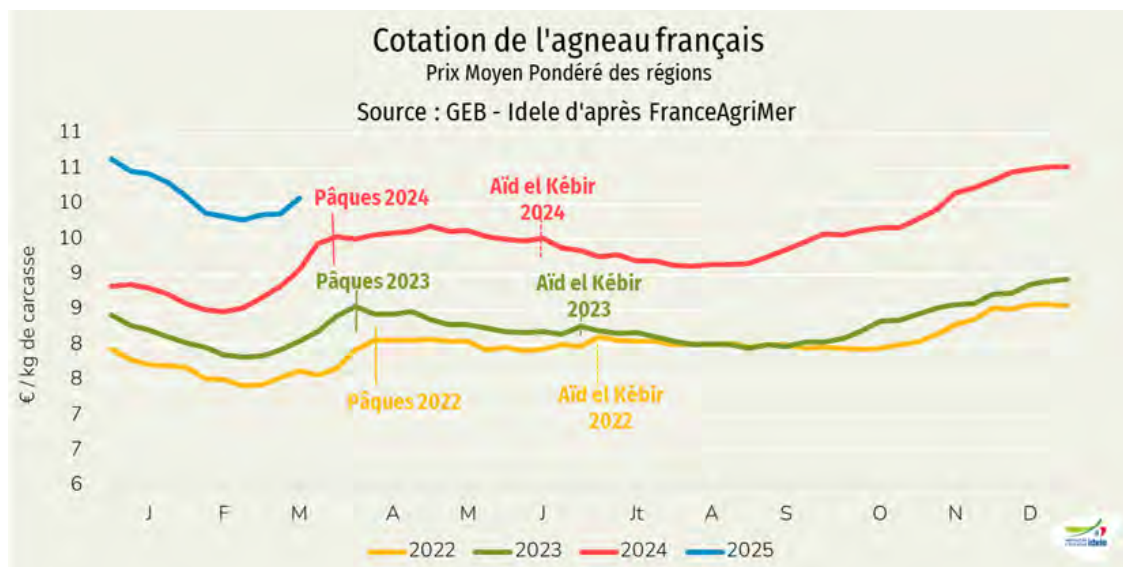
Le cours repart à la hausse avec le ramadan, malgré une demande limitée

Dernière révision le 24 mars 2025

Le début du ramadan, fin février, a provoqué un regain de la demande en viande ovine qui, bien que plus modeste que les années passées, semble avoir suffi pour renchérir la cotation entrée abattoir.

La cotation de l'agneau français se redresse début mars

En semaine 11 de 2025 (se terminant le 16 mars), la **cotation** française de l'agneau lourd atteignait **10,08 €/kg**, en hausse de 0,22 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 1,25 €/kg comparée à la même semaine en 2024.



Jusque-là, les abattages étaient en hausse de façon saisonnière avec la sortie progressive des agneaux Lacaune mais les Français n'étaient pas aux achats. Depuis la semaine 9 de 2025, la demande a augmenté avec le début du **ramadan**, ce qui a fait mécaniquement augmenter la cotation. Les achats se seraient tassés ensuite assez rapidement, selon les observations des professionnels.

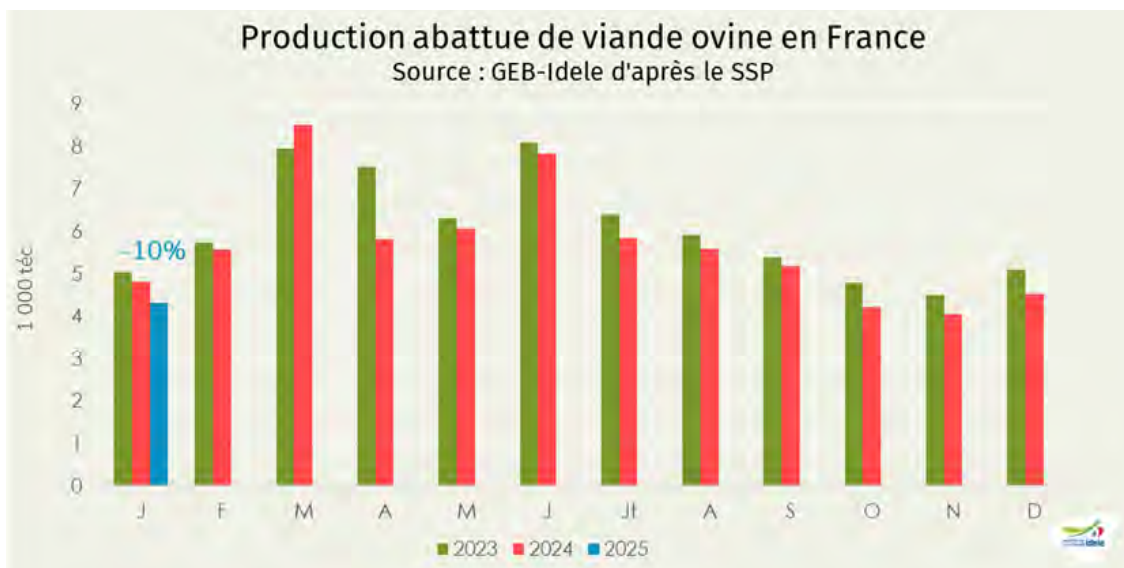
Pâques ayant lieu cette année durant les vacances scolaires, les professionnels sont plutôt confiants quant à la demande. Néanmoins, si l'approvisionnement en agneaux Lacaune semble proche de son niveau de l'an passé (qui est toutefois modéré), celui en agneaux de pays sous SIQO serait plus compromis en raison du contexte sanitaire. La cotation devrait atteindre de nouveaux records. Il faudra attendre un peu plus d'une semaine avant Pâques pour que les points de vente se positionnent auprès des abatteurs.

L'**IPAMPA ovine viande** a poursuivi très progressivement sa baisse amorcée fin 2022 mais **semble doucement reparti à la hausse début 2025**, avec +1% d'un mois sur l'autre en janvier 2025 mais -1% /2024. Si on regarde dans le détail :

- L'indice énergie et lubrifiants augmentait de 5% d'un mois sur l'autre et reculait de 2% /2024 ;
- L'indice engrais était en hausse de 1% d'un mois sur l'autre et baissait de 3% /2024 ;
- L'indice aliments achetés était stable d'un mois sur l'autre et reculait de 4% /2024.

Franc recul de la production française en janvier 2025

Selon *Agreste*, la **production abattue de viande ovine était en recul de 10% d'une année sur l'autre en janvier 2025**, à 4 340 téc, et de 18% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).



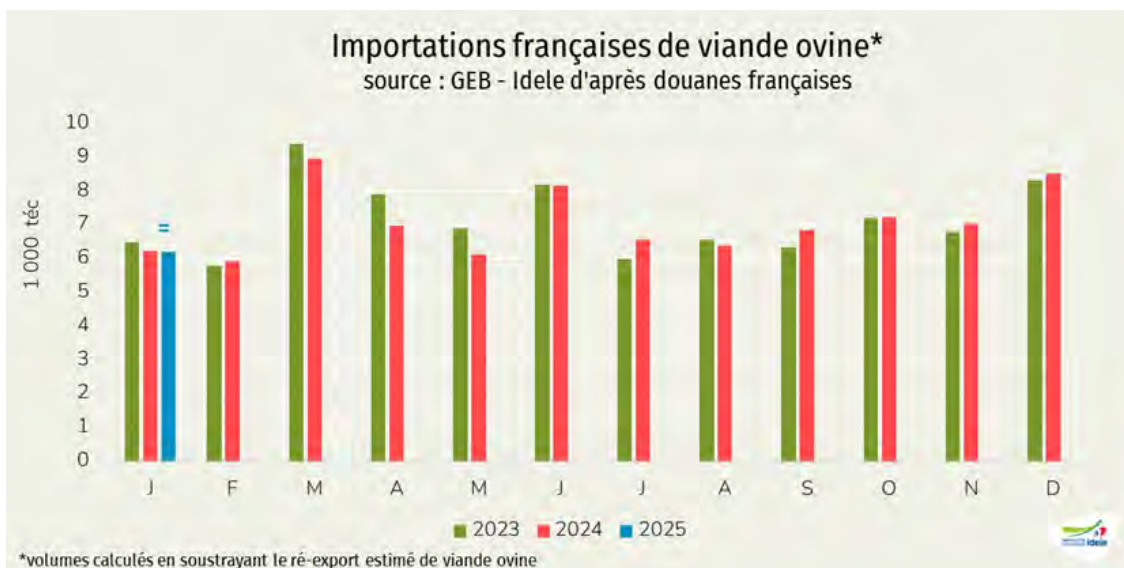
Dans le détail, les abattages **d'agneaux** ont diminué de 10% en effectif et de 9% en volume, à 201 000 têtes et 3 700 téc, avec un poids de carcasse à 18,2 kgéc (légère hausse comparé à janvier 2024). Les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alourdir plus nettement, passant en moyenne de 26,3 kgéc à 27,2 kgéc d'une année sur l'autre. Leur nombre a diminué de 15% /janv. 2024 (25 000 têtes) et en volume la baisse de production est moins prononcée (-13%, à 680 téc).

Ces replis sont au moins en partie imputables à l'**épidémie de FCO** qui a provoqué une forte mortalité chez les reproducteurs, mâles et femelles, dans les zones touchées. Les animaux qui n'en sont pas morts peuvent être sujets à des problèmes de reproduction qui se répercutent actuellement – ou vont se répercuter – sur la production d'agneaux. L'importante pénurie de brebis en France provoque une flambée de leur prix entrée abattoir. Malheureusement, avec le retour de températures plus douces, l'insecte responsable de la FCO reprend du service et la FCO-3 notamment, continue de s'étendre (l'Allier a été touché mi-mars).

Les **importations d'agneaux vivants** ont en revanche triplé comparées à leur très faible niveau de janvier 2024, atteignant 2 100 têtes. La baisse des envois espagnols en vif vers le Maroc cette année (le roi du Maroc ayant demandé de ne pas sacrifier l'agneau pour la Fête du sacrifice, voir l'article Espagne) va possiblement profiter au marché français, qui pourrait importer davantage d'ovins vivants ou de viande provenant d'Espagne. Les **exports d'agneaux** ont à l'inverse baissé de 14% en janvier, totalisant 46 000 têtes.

Les importations de viande ovine sont stables en janvier

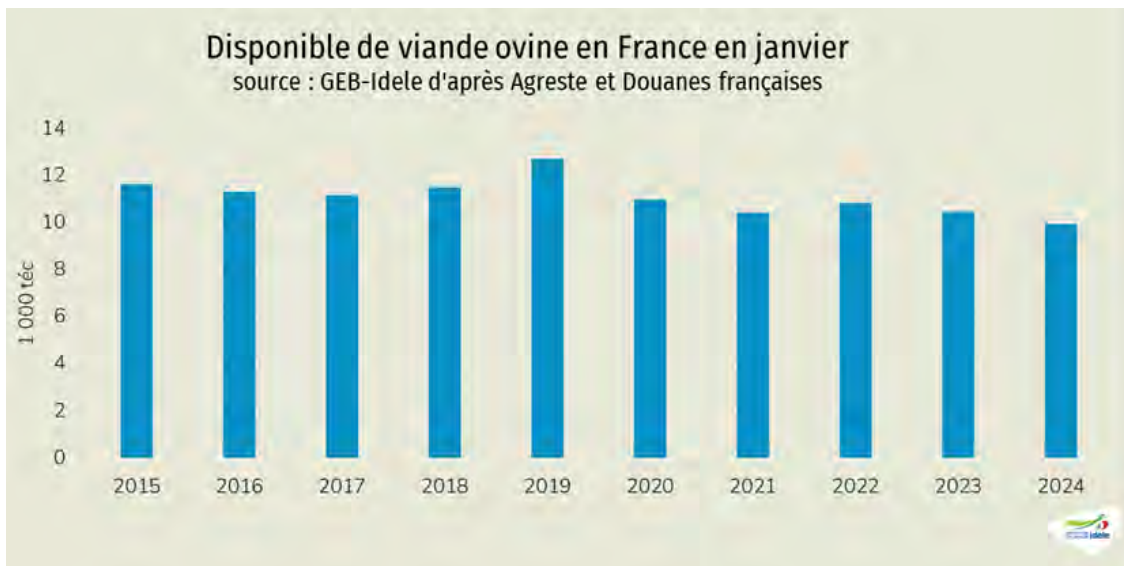
Après un léger recul sur l'année 2024, les importations françaises de viande ovine étaient **stables** d'une année sur l'autre en **janvier 2025**, à 6 200 téc.



Elles suivent la tendance observée en 2024, se repliant d'une année sur l'autre en provenance d'Irlande (-11%) et du Royaume-Uni (- 12%) mais progressent d'Espagne (+42%) et de Nouvelle-Zélande (+25%). Compte tenu d'un recul de la production de viande ovine chez les principaux producteurs européens de viande ovine, les importations françaises ne devraient pas parvenir à combler le repli de l'approvisionnement français pour Pâques.

Le disponible français en viande ovine recule début 2025

En janvier 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre tandis que les importations de viande ovine sont stables.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 4% /janvier 2024 et de 15% comparé à la moyenne 2015-2019. La demande resterait modeste sur les premiers mois de 2025. D'après les professionnels, le début du **ramadan** a été correct en termes de commandes aux abatteurs mais les volumes se sont ensuite tassés au fil des jours. Vue la pénurie d'offre, le prix des agneaux aurait pu flamber ce qui n'a finalement pas été le cas : la demande s'équilibre bien avec l'offre, toutes deux restant modestes. Les fêtes religieuses (chrétiennes, juives ou musulmanes) soutiennent ponctuellement la demande en viande ovine à certaines périodes de l'année... mais il se pourrait qu'une limite d'acceptabilité ait été atteinte en termes de prix de vente chez certains consommateurs et que cela commence à impacter les achats, même durant ces périodes festives.

Viande ovine » UE et monde »

L'annonce du roi du Maroc rebat les cartes au sein de la filière espagnole

Dernière révision le 24 mars 2025

Alors que le roi du Maroc a décidé d'annuler le sacrifice de l'agneau pour la traditionnelle fête musulmane de l'Aïd al-Adha début juin, la filière espagnole, 1er fournisseur du Maroc en ovins vivants, réalise alors la volatilité du commerce de vifs et pense se recentrer davantage sur le commerce de viande.

La filière espagnole constate que le marché de l'export en vifs est trop volatil

L'Association nationale des industries de la viande d'Espagne (ANICE) a déclaré que l'annulation de la Fête de l'agneau au Maroc, même si elle peut affecter les exportateurs d'ovins vivants, offrira « un répit » à l'ensemble du secteur ovin espagnol, car le marché disposera d'une plus grande offre d'ovins, entraînant une accalmie des prix (qui, ces dernières années, ont atteint des sommets sur tous les marchés ovins espagnols). En 2024, le Maroc avait tout de même importé près de 600 000 agneaux d'Espagne rien que pour cette fête.

Par ailleurs, toujours selon l'ANICE, « *cette suspension met en évidence la volatilité et l'instabilité des exportations d'animaux vivants et la nécessité de renforcer les exportations de viande, tant ovine que bovine, de manière beaucoup plus soutenue et solide* ». Le marché marocain s'est d'ailleurs ouvert aux importations de viande ovine espagnole fraîche fin 2024, une première étape en ce sens.

Dans un avenir proche, le Maroc prévoit d'importer près d'un million d'ovins australiens pour recapitaliser son cheptel gravement touché par la sécheresse. Le gouvernement marocain se donne jusqu'à 2027, année à laquelle les exports de vifs australiens s'arrêteront.

Une production espagnole toujours modeste début 2025

Après une baisse de 11% entre 2022 et 2023, la **production** de viande ovine espagnole diminuait de 6% en 2024 /2023, à 99 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus baissait de 4% (et de 3% en volume, avec un poids moyen de carcasse en hausse de +0,1 kg), celui des réformes également (avec un alourdissement plus conséquent des carcasses), avec la volonté de recapitaliser après trois années de sécheresse. D'après le maintien du cours de l'agneau à des niveaux très élevés comparés aux années passées, on s'attend à ce que les abattages d'ovins espagnols reculent encore début 2025.



Des exportations espagnoles dynamiques en janvier 2025

Tirés par une demande marocaine toujours vive au mois de janvier 2025 (57 000 têtes exportées), les **envois d'agneaux vivants** ont augmenté de 90% /janv.2024. Parallèlement, les envois de réformes ont reculé de 20%, via une nette baisse des expéditions à destination du marché marocain (-44%). Ces flux illustrent clairement la dépendance du marché espagnol d'ovins vivants envers le Maroc.

Après s'être maintenues entre 2023 et 2024 à de modestes niveaux comparés aux années passées, les **exportations de viande ovine** espagnole étaient en nette hausse d'une année sur l'autre en janvier 2025, de 37%/ 2024, à 3 600 téc.



On suppose que la consommation de viande d'agneau en Espagne est restée en recul début 2025 pour expliquer cette croissance des exports de viande ovine, alors même que les exportations d'agneaux vivants se sont envolées sur le même mois et que la production s'est possiblement de nouveau repliée.

La hausse des exportations espagnoles de viande ovine en janvier s'explique par des progression vers l'Algérie (+ 1 050 téc/janv.2024) et la France (+530 téc). L'Algérie prévoit d'ailleurs, à l'image du Maroc, d'importer près d'un million d'ovins pour recapitaliser son cheptel et cible pour cela la Roumanie... alors même que le pays européen est touché par la PPR (Peste des Petits Ruminants) qui a amputé une partie de son cheptel ovin. Ces prévisions de mouvements d'animaux inquiètent, ceux-ci étant les principaux vecteurs des épizooties en cours en Europe.

Viande ovine » UE et monde »

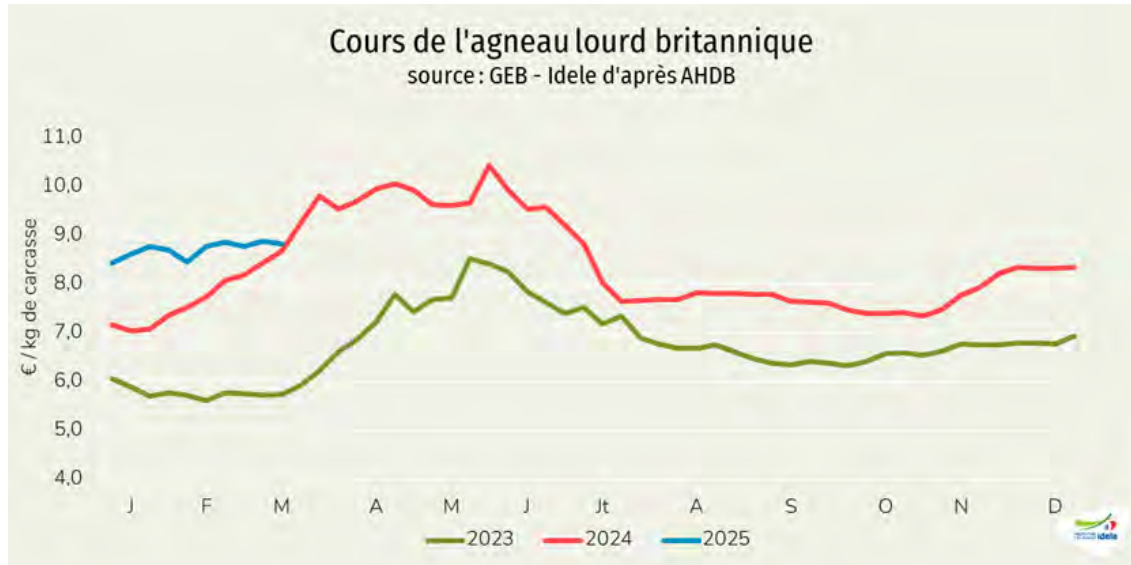
Baisse de production et de demande au sein de l'UE et du Royaume-Uni

Dernière révision le 24 mars 2025

Les premiers mois de l'année sont marqués par une production en repli chez les principaux producteurs de viande ovine. Face à cela, la demande est faible mais repart légèrement à la hausse pour le ramadan début mars : les effets sur la cotation varient selon les marchés.

Royaume-Uni : la baisse des achats britanniques bride la hausse des cours

La **cotation britannique est globalement stable depuis le début de l'année 2025** tandis qu'à la même période il y a un an, celle-ci était en hausse, portée par des baisses d'approvisionnement, la croissance des exportations et la proximité du ramadan et des fêtes pascales. Début 2025, la baisse de l'offre est compensée par une demande intérieure plus faible, malgré les fêtes religieuses. Le marché de l'export semble quant à lui relativement stable. La cotation de l'agneau britannique atteignait alors **8,83 €/kg en semaine 10** de 2025, soit -0,05 €/kg d'une semaine sur l'autre et +0,13 €/kg comparée à 2024.



La **production** britannique de viande ovine a en effet baissé de 6% sur les deux premiers mois de 2025, totalisant 42 000 t. Cela s'explique par un repli de 14% des abattages de réformes et de 5% des abattages d'agneaux. Comparée à la moyenne 2015-2019, elle recule de 7%.

Après un bond en 2024, les **importations** de viande ovine poursuivent leur croissance début 2025, augmentant de 3% /2024 en janvier 2025, à 4 460 téc, avec +3% en provenance de Nouvelle-Zélande et +26% d'Australie mais -61% d'Irlande.

Les **exportations** britanniques de viande ovine étaient stables sur la période, à 6 900 téc. Elles se tenaient toutefois 4% au-dessus de leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

Les **ventes** d'agneau au détail ont enregistré une baisse de 6% des volumes achetés en glissement annuel au cours des 12 semaines précédant le 23 février 2025 d'après Kantar. Les dépenses ont également diminué de 3% au cours de cette période, malgré une hausse de 4% des prix moyens payés.

Irlande : le cours irlandais reste lui aussi relativement stable au lieu de croître

En semaine 10 de 2025, la cotation du *Hoggets* irlandais atteignait **8,90 €/kg**, en baisse de 0,15 €/kg d'une semaine sur l'autre et en hausse de 0,55 €/kg comparé à la même semaine en 2024. La demande pour le ramadan est calme mais cela s'équilibre de toutes façons avec le marché irlandais qui reste fondamentalement déficitaire : comme au Royaume-Uni, l'un des principaux clients de l'Irlande, **la cotation se stabilise, oscillant autour des 9 €/kg**.



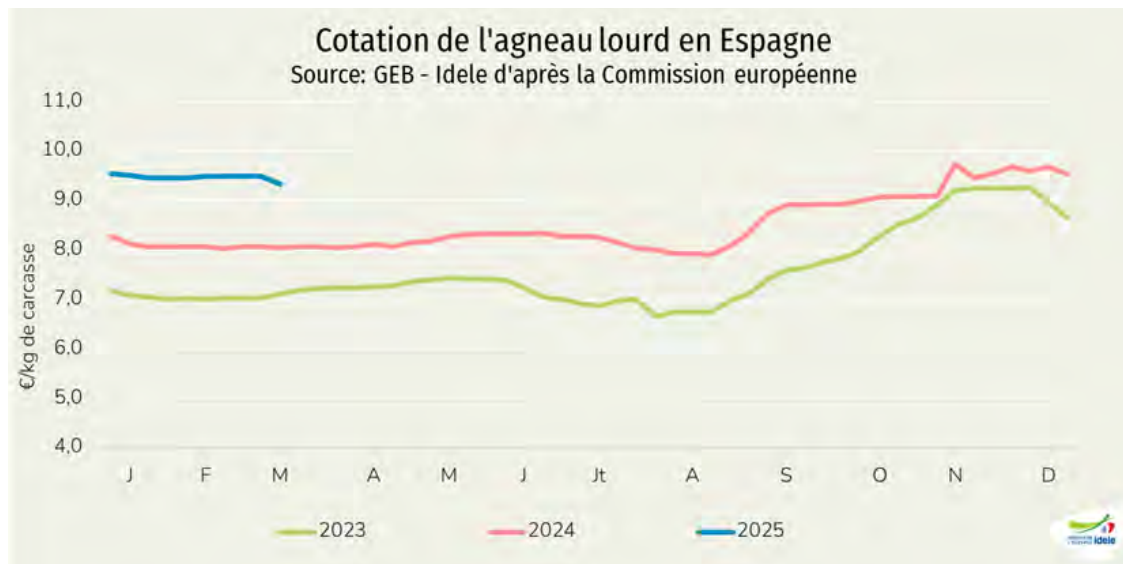
Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, la **production** irlandaise de viande ovine a chuté de 26% /2024 en janvier 2025, totalisant 4 300 tonnes : c'est 20% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années ce même mois. Les effectifs d'agneaux abattus ont aussi chuté de 26% /2024 en volume et de 27% en têtes, illustrant

une légère hausse de leur poids moyen de carcasse, et ceux des réformes aussi, avec un léger alourdissement des carcasses également.

En janvier 2025, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont baissé de 20% d'une année sur l'autre, avec une hausse de +9% vers la France (donnée non concordante avec celle des douanes françaises) et une chute de 61% vers le Royaume-Uni.

Espagne : la baisse de demande pèse sur le cours espagnol

À l'image de la tendance fin 2024, le **cours** espagnol entrée abattoir a débuté l'année 2025 à des niveaux soutenus mais, sous l'effet d'une demande plus modeste que traditionnellement pour les fêtes religieuses (ici pour le ramadan), a chuté en semaine 10, où il était enregistré à **9,33 €/kg**, soit - 0,16 €/kg d'un mois sur l'autre mais +1,28 €/kg /2024. L'annonce du roi du Maroc, fin février, d'annuler l'import de centaines de milliers d'ovins pour la fête du Sacrifice, peut aussi expliquer ce repli.



Pour en savoir plus sur le marché espagnol de la viande ovine et les bouleversements en cours, cliquez [ici](#).

Nouvelle-Zélande : stabilité de l'offre et des envois de viande en janvier

Après avoir augmenté de 2% /2023 en 2024, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande s'est maintenue d'une année sur l'autre en janvier 2025, totalisant 50 100 téc, alors qu'elle reculait de 2% en têtes. Le nombre d'agneaux abattus a diminué de 10%/2024, à 1,8 M de têtes, tandis que celui des réformes a augmenté de 30%, à 650 000 têtes. A l'inverse, en 2024, les abattages d'agneaux ont progressé et ceux de réformes diminué, illustrant une probable volonté des éleveurs de reconstituer leurs cheptels après de nouveaux épisodes de sécheresse.

A l'image de la production, les **exportations** de viande ovine ont parallèlement été stables d'une année sur l'autre en janvier 2025, totalisant 38 000 téc.



Les ventes sont reparties à la hausse vers la Chine (+7%), sont restées dynamiques vers le Royaume-Uni (+11%) mais baissaient vers la France (-53%) et les États-Unis (-24%).

Consommation de fromages de chèvre toujours dynamique

Dernière révision le 21 mars 2025

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

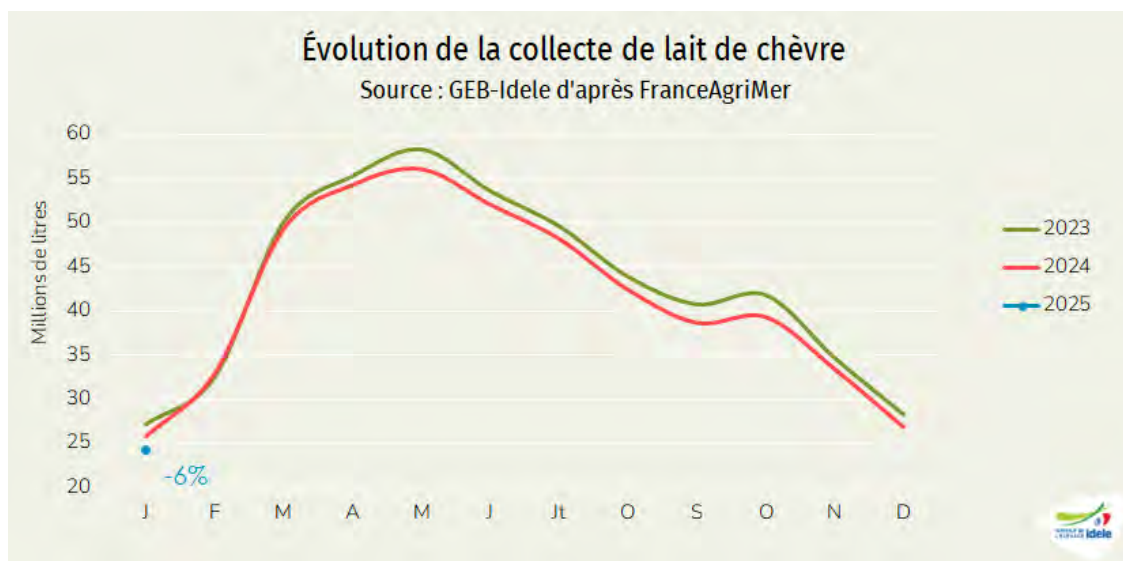
Débuts difficiles pour la campagne laitière

Dernière révision le 23 mars 2025

Sur les deux premiers mois de 2025, on observe un démarrage de collecte très en retrait par rapport à 2024, dans la même dynamique que fin 2024. Les importations de produits de report permettent de compléter les approvisionnements des transformateurs, dont les stocks sont fortement réduits.

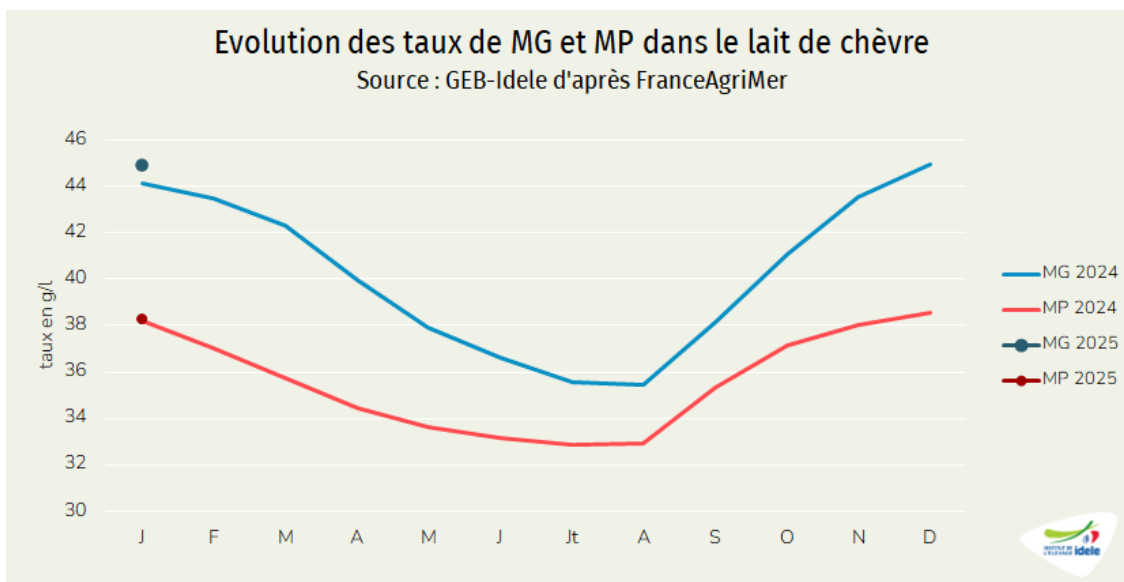
-6% de lait livré en janvier

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à près de 24,3 millions de litres en janvier 2025, soit un retrait de 6% par rapport à janvier 2024.



En attendant les récoltes de fourrages 2025, les éleveurs n'ont toujours que les stocks de moindre qualité récoltés à l'automne 2023 et en 2024, qui ne sont pas très lactogènes. **En février**, d'après l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la tendance serait la même, **avec une collecte cumulée sur les 9 premières semaines de 2025 (jusqu'au 2 mars) à -7% /2024**. Il semblerait que le recul soit un peu moins marqué la première semaine de mars, à « seulement » -4% /2024.

Côté matière utile, en janvier 2025, le **taux de matière grasse est supérieur de +1,7% à celui de 2024**, à 44,88 g/L. **Le taux de matière protéique est stable, à 38,25 g/L (+0,1%)**.

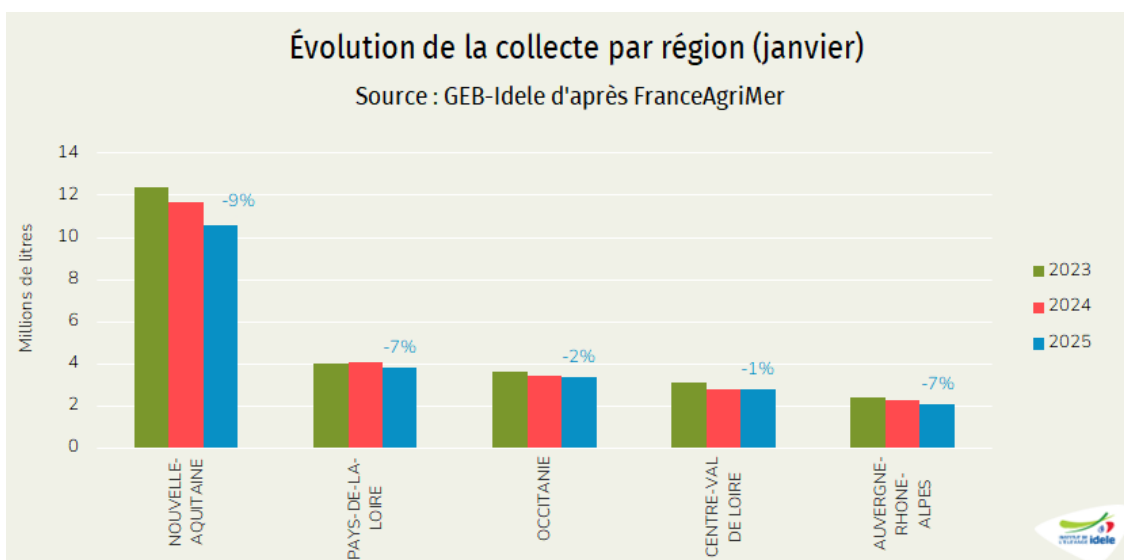


Le prix du lait payé aux producteurs serait en légère hausse en janvier, de 0,6%, selon l'enquête mensuelle de FranceAgriMer.

Collecte en très fort recul en Nouvelle-Aquitaine

En janvier 2025, la collecte a évolué comme suit :

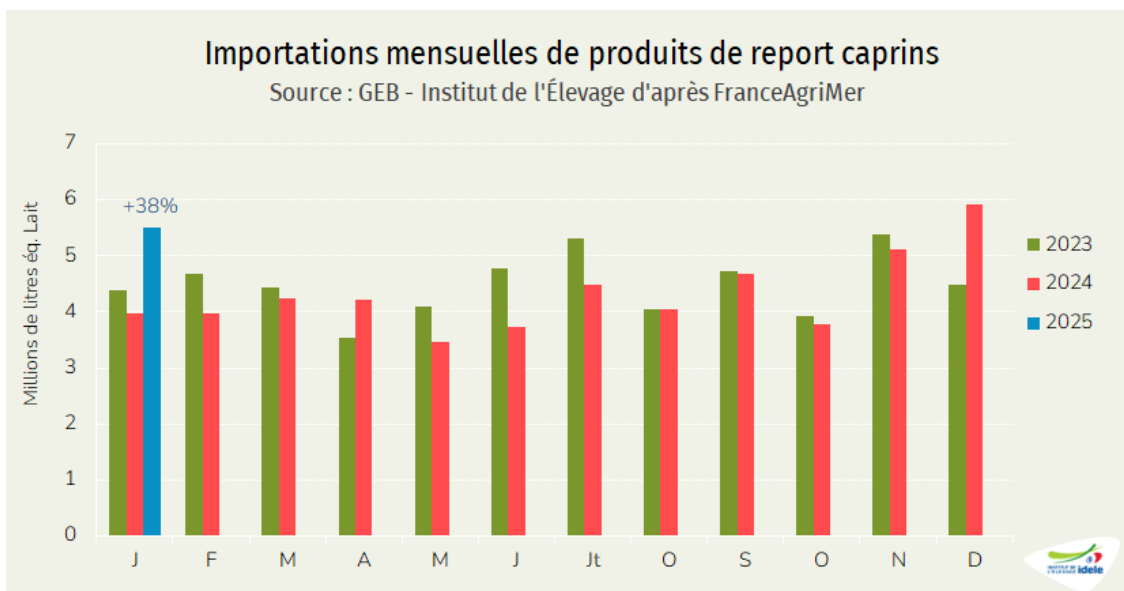
- -9% en Nouvelle-Aquitaine,
- -7% en Pays de la Loire et AURA,
- -2% en Occitanie,
- -1% en Centre-Val de Loire.



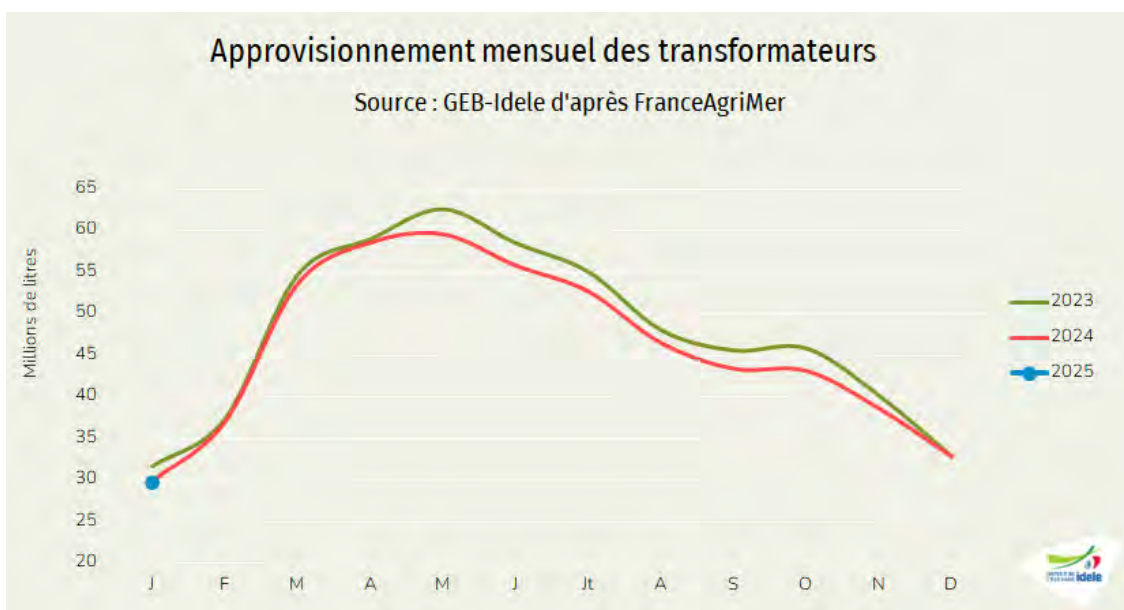
Point d'attention : l'évolution de la collecte en janvier peut être difficile à interpréter. En fonction des dates de mises-bas, elle va démarrer plus ou moins rapidement.

Les importations permettent de maintenir l'approvisionnement des laiteries

En recul de 28% /2024 en janvier 2025, les stocks de produits de report caprins se sont fortement réduits au fil des mois depuis mi-2024, pour répondre à une consommation toujours dynamique et faire face à l'importante baisse de collecte. **Pour assurer les fabrications, et en complément de l'utilisation des stocks, les industriels ont importé 5,5 millions de litres équivalent lait en janvier (+38% /2024 mais -7% /décembre 2024).**

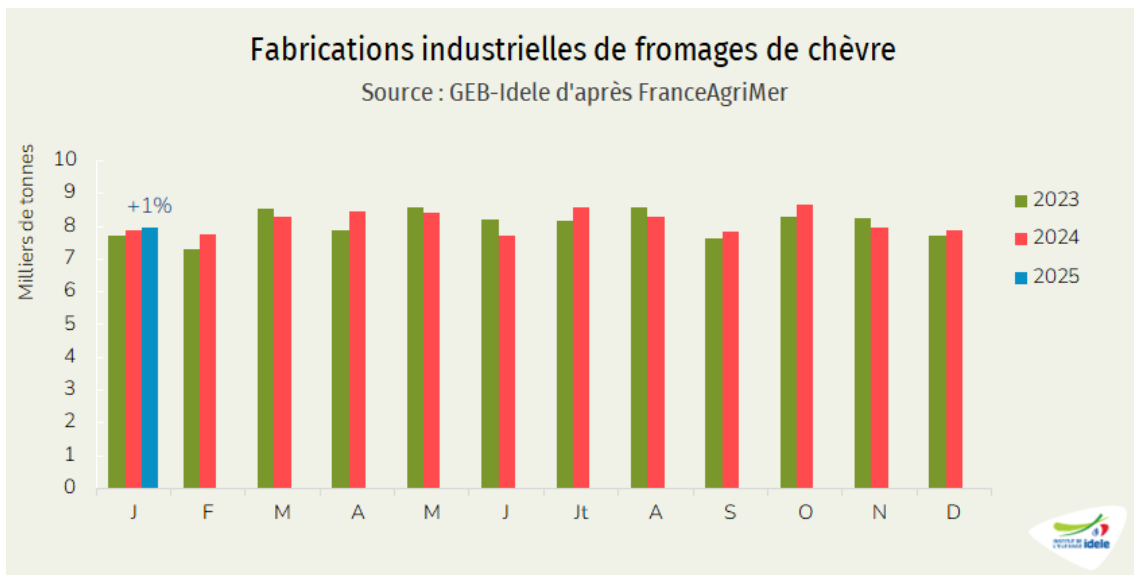


Ainsi, les approvisionnements des transformateurs sont à peine maintenus par rapport à janvier 2024 (-0,2%), à 29,8 millions de litres.



Bonne dynamique pour les fabrications de fromages de chèvre

Les fabrications de fromages de chèvre ont été en hausse de 1% en janvier 2025 par rapport à 2024.

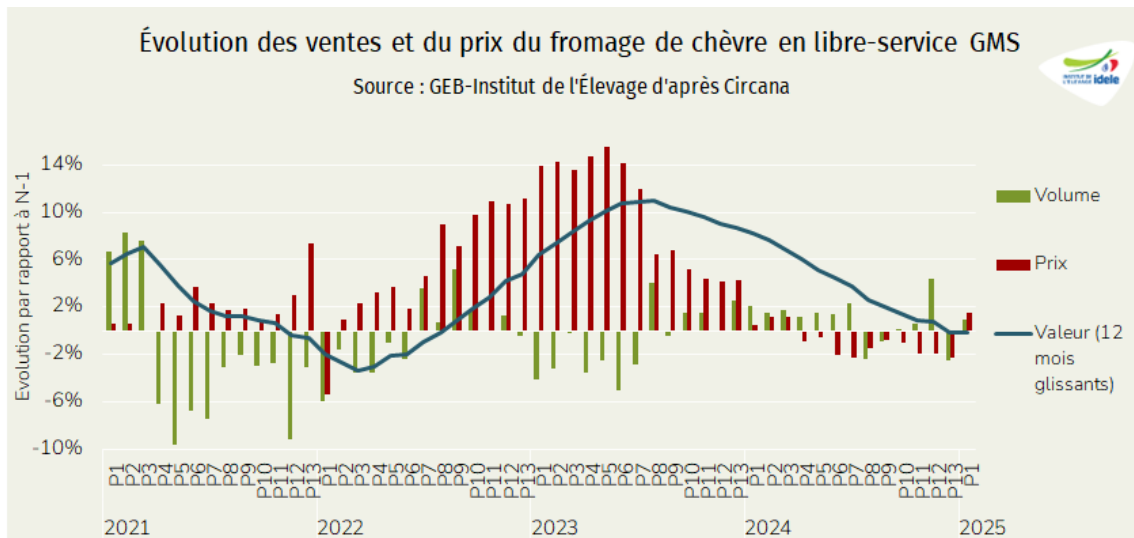


7 950 tonnes de fromages ont ainsi été produites en janvier. Dans le détail, les fabrications de bûchettes à la pièce sont en recul de 3% /2024. **Les fromages à la coupe (pour la restauration hors domicile ou la transformation) sont en retrait de 8% /2024** tandis que les fabrications de fromages frais progressent en janvier (+9% /janvier 2024).

L'ultra-frais, après plusieurs mois de hausse, est en légère diminution (-3% /janvier 2024), mais toujours au-dessus de son niveau de janvier 2022 (+6%).

Première hausse de prix des fromages depuis mars 2024

Sur la première période de 2025 (P1, du 30 décembre 2024 au 26 janvier 2025), **les achats des ménages au rayon libre-service des grandes surfaces sont en hausse de 0,9% /2024 en volume.** Les fromages de chèvre à marque, comme ceux sous MDD, progressent (+0,5 et +0,9% /2024 respectivement), tandis que les volumes de fromages Bio sont toujours en recul (-3,3% /2024).



Les prix moyens sont également en hausse, de 1,4% /2024, et pour la première fois depuis la P3 de 2024, soit il y a presque un an. À noter que la première période de 2025 comprend les achats des 30 et 31 décembre.